

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LA DÉCROISSANCE : UNE THÉORIE À CONTRE-COURANT

MÉMOIRE  
PRÉSENTÉ  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

FRANÇOIS ST-AMANT  
MAI 2014



## REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier en tout premier lieu ma directrice et professeure à l'Université du Québec à Montréal, Michèle Rioux, pour ses précieux conseils qui m'ont permis de pousser plus loin la réflexion critique, en plus d'élargir mes horizons en économie politique. Sa disponibilité et son ouverture d'esprit m'ont été d'un soutien sans faille, et je lui en suis reconnaissant. Ensuite, il est essentiel de souligner la patience et le soutien de ma jeune famille, ma conjointe Dominique Hamelin et mon fils Arthur St-Amant. Merci de m'avoir supporté tout au long du processus d'écriture, ce mémoire n'eût pas été possible sans vous.

## TABLE DES MATIÈRES

|   |      |
|---|------|
| LISTE DES FIGURES .....   | v    |
| LISTE DES TABLEAUX .....  | vi   |
| LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES.....                    | vii  |
| RÉSUMÉ.....   | viii |
| INTRODUCTION .....  | 1    |
| ÉTAT DE LA QUESTION.....  | 5    |
| QUESTION ET PROPOSITION DE RECHERCHE .....                          | 11   |
| MÉTHODE ET STRUCTURE .....  | 12   |
| CHAPITRE 1. COURANT THÉORIQUE DE LA DÉCROISSANCE .....              | 17   |
| 1.1 LE CONCEPT D'ENTROPIE.....                                      | 22   |
| 1.2 ASPECTS ÉCONOMIQUES DE LA DÉCROISSANCE .....                    | 28   |
| 1.3 ASPECTS SOCIAUX DE LA CRITIQUE DE LA CROISSANCE.....            | 46   |
| 1.4 ASPECTS POLITIQUES DE LA DÉCROISSANCE .....                     | 52   |
| CHAPITRE 2. EXPÉRIENCES PRATIQUES EN LIEN AVEC LA DÉCROISSANCE..... | 61   |
| 2.1 COHABITATS .....  | 64   |
| 2.2 TOTNES, UNE VILLE EN TRANSITION.....                            | 67   |
| Chapitre 3. ANALYSE DES DÉBATS SUR LA DÉCROISSANCE .....            | 82   |
| 3.1 LA DÉCROISSANCE COMME OBJECTIF EN SOI .....                     | 83   |
| 3.2 LE RAPPORT AU PROGRÈS .....                                     | 86   |
| 3.3 RELATIVISME CULTUREL .....                                      | 91   |
| 3.4 LA DÉCROISSANCE EST-ELLE COMPATIBLE AVEC LE CAPITALISME?.....   | 97   |
| 3.5 ASPECTS DÉMOCRATIQUES .....                                     | 101  |
| CONCLUSION .....  | 114  |
| OUVERTURE SUR LES POSSIBILITÉS ET LES DÉFIS .....                   | 118  |
| BIBLIOGRAPHIE.....  | 123  |

## LISTE DES FIGURES

| Figure   | Page |
|--|------|
| 1.1- Schéma conceptuel de la décroissance .....  | 29   |
| 1.2- Schéma conceptuel de l'économie actuelle .....  | 30   |
| 2.3- Utilisation d'énergie à Cuba entre 1989 et 2000 (en milliers de kilotonnes d'équivalent<br>pétrole) ..... | 78   |
| 2.4- PIB de Cuba entre 1989 et 2000 (en \$ US constants de 2005).....  | 78   |
| 3.5- Croissance du PIB mondial (%), en prix constants.....   | 111  |
| 3.6- Prix du pétrole, en \$US par baril .....  | 111  |

## LISTE DES TABLEAUX

| Tableau   | Page |
|---|------|
| 1.1- Indicateurs sociaux de l'Inde entre 1990 et 2010 .....                 | 43   |
| 1.2- Position de quelques objecteurs de croissance sur certains enjeux..... | 54   |
| 1.3- Principales différences entre la croissance et la décroissance .....   | 58   |
| 3.4- Analyse des principaux débats .....                                    | 107  |

## LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

|      |  |
|------|--|
| DTP  | Vaccin contre la diphtérie, le tétanos et la poliomyélite      |
| FMI  | Fonds Monétaire International                                  |
| GIEC | Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat |
| OCDE | Organisation de coopération et de développement économiques    |
| ONU  | Organisation des Nations Unies                                 |
| PIB  | Produit intérieur brut   |
| PPA  | Parité de pouvoir d'achat                                      |
| RNB  | Revenu national brut   |

## RÉSUMÉ

Ce mémoire est orienté sous forme de discussion autour d'enjeux chers au courant de la décroissance, à savoir la critique du développement capitaliste et de son bilan mitigé en termes écologiques et sociaux notamment. En plus de constater une dégradation environnementale sans précédent et toujours en progression, les auteurs associés à ce courant relatent une montée des inégalités qui leur fait poser un regard critique sur l'objectif du développement largement dominant en économie politique. Non seulement les inégalités entre pays riches et pauvres se creusent, mais la même logique est de plus en plus observable au sein même de pays plus aisés. S'ajoute à cette dynamique l'aspect de l'inégalité intergénérationnelle, c'est-à-dire que notre consommation de ressources non renouvelables combinée à la pollution engendrée par ce processus constituera un défi sans précédent pour les générations futures. Pour appuyer cette critique, on se base sur le concept d'entropie développé par Nicholas Georgescu-Roegen, qui stipule la non-réversibilité des processus thermodynamiques. Cela signifie que toute énergie consommée l'est irrémédiablement, sauf en ce qui concerne l'énergie solaire, qui demeure sous-utilisée dans les faits. Dans cette optique, la question de recherche de ce mémoire sera : la décroissance peut-elle représenter une alternative concrète au développement basé sur la croissance?

Or, il nous est permis de conclure que la décroissance ne représente pas à l'heure actuelle une alternative viable au développement capitaliste, et ce pour deux raisons essentiellement économiques. La première est qu'il ne peut être envisagé de décroissance économique sans récession, et tous les effets néfastes qui l'accompagnent inévitablement. La seconde tient à l'incompatibilité du capitalisme avec l'absence de croissance. La relation de crédit entretient l'obligation de croître, au même titre que tout investisseur compte sur une croissance pour réaliser des profits et ainsi survivre, ce qui permet de créer de l'emploi. De plus, la possibilité de s'engager dans un capitalisme sans croissance apparaît irréalisable, puisque tout crédit appelle à une croissance, sans laquelle le remboursement est impossible. Or, aucun acteur n'est dispensé du crédit, au premier chef les États dont la dette est en pleine explosion à l'heure actuelle.

Il n'en demeure pas moins que les critiques soulevées tout au long de ce mémoire méritent une prise en compte plus sérieuse de la part des décideurs politiques, qui doivent trouver un terrain d'entente afin de contrer les effets écologiques et sociaux patents en lien avec le développement sous sa forme actuelle. Organisé en trois chapitres, ce mémoire présente en premier lieu les différents aspects de la critique de la croissance, avant d'aborder certaines expériences empiriques pertinentes, pour terminer avec une analyse critique des débats engendrés par la décroissance.

**Mots clés :** Décroissance, développement, capitalisme, croissance, ville en transition, cohabitat, pic pétrolier.



## INTRODUCTION

Deux siècles d'industrialisation exponentielle sur la planète Terre laissent l'humanité devant de nombreuses interrogations, notamment en ce qui a trait au bilan environnemental et social du capitalisme. En effet, l'économie politique, basée sur une théorie économique oblitérant la nature de son équation de création de richesse, a créé un déséquilibre dont les effets inéluctables nous apparaissent jour après jour comme de plus en plus probants<sup>1</sup>. Voilà pourquoi ce mémoire revêt un intérêt tout particulier d'un point de vue de politologues. Si la politique représente les affaires de la cité, il y a péril en la demeure. Il est aisé de nous en convaincre chaque fois qu'un rapport d'experts sur le climat ou sur la pollution des mers, de l'air ou des sols est publié<sup>2</sup>. Concevoir l'économie politique différemment, voilà le leitmotiv des auteurs liés au courant de la décroissance, nonobstant certains désaccords subsistant parmi eux. S'il y a consensus sur les objectifs à atteindre, les moyens demeurent un objet litigieux.

Ce mémoire sera organisé autour de trois grands axes. Après avoir introduit le sujet et précisé ce qui nous conduit à réfléchir à cette question de recherche, nous présenterons les divers courants au cœur de l'analyse de la décroissance. Le deuxième chapitre s'attardera sur des expériences probantes, des lieux

---

<sup>1</sup> Pour une présentation détaillée des défis écologiques actuels et futurs, voir Urry, John, «Consuming the planet to excess», *Theory Culture Society*, Vol 27, no. 191, 2010, pp. 191-212.

<sup>2</sup> Selon l'ONU, «La croissance mondiale des émissions de dioxyde de carbone (CO2) s'accélère, et les émissions sont aujourd'hui 46 % plus élevées qu'en 1990. Les forêts continuent de subir des pertes à un rythme alarmant. La surexploitation des stocks de poissons entraîne une diminution des rendements. De plus grandes zones terrestres et marines sont protégées, mais des oiseaux, des mammifères et d'autres espèces animales sont en voie d'extinction plus rapidement encore, avec des déclin des populations et des répartitions.» Organisation des Nations Unies, «Objectifs du millénaire pour le développement», rapport rendu public en juin 2013, New York [En ligne]. Disponible au: <http://mdgs.un.org/unsd/mdg/Resources/Static/Products/Progress2013/French2013.pdf>, [consulté le 13 juillet 2013], p. 4.

d'expérimentation où sont appliqués certains principes théoriques qui guident le courant de la décroissance. Le dernier chapitre enchaînera avec une analyse des principaux débats qui ont cours autour des principes qui doivent guider les décisions en économie politique. Nous reviendrons en conclusion sur le résultat des recherches et sur les solutions qui peuvent être avancées en regard des problématiques énoncées dans les chapitres précédents.

Les auteurs en faveur de la décroissance, les «objecteurs de croissance», s'attaquent de front à certaines problématiques liées à l'ensemble de la communauté humaine, telles que l'environnement et les questions de cohésion sociale découlant du développement capitaliste. Ils tentent par conséquent de dégager de nouvelles approches en économie politique. De nature plutôt critique, ce courant théorique remet en cause plusieurs consensus économiques, et le plus important de ceux-ci est l'objectif lié au développement économique, où l'Occident est présenté comme l'unique modèle à suivre et le point de référence pour toute la planète. Il convient ici de déterminer à quoi ce concept renvoie, puisque le mot développement comporte plusieurs acceptions. Bien qu'il ne s'agisse pas d'un concept univoque, nous retiendrons ici le développement technique et économique, ce qui s'avère être une partie seulement du concept plus large de développement<sup>3</sup>. Toutefois, pour les auteurs liés à la décroissance, «le développement a toujours et partout désigné le développement technique ou économique, et rien d'autre»<sup>4</sup>. Ainsi, le développement c'est avant tout le

---

<sup>3</sup> Il est impossible de présenter ici l'histoire du concept de développement et son haut degré de complexité, car cela ne constitue pas le but de ce travail. Ce concept recèle entre autres des visions antagoniques où s'affronte une vision libérale empreinte de positivisme où l'amélioration des forces productives est l'objectif ultime, face à une vision où le développement relèverait d'une conception holistique de l'être humain. Il est toutefois important de retenir qu'il s'agit d'un concept dont la définition peut varier, puisqu'il s'applique également à la biologie, par exemple. Pour plus de détails, voir les travaux de Paul Bairoch sur l'histoire du développement.

<sup>4</sup> Flipo Fabrice, « Capitalisme, anticapitalisme et antiproduktivisme, Commentaire sur le texte de J.-M. Harribey », *Revue du MAUSS*, Vol. 29, Janvier 2007, p. 236.

développement industriel : produire davantage de moyens, ce qui est mesuré par la croissance du PIB, de manière à améliorer son sort<sup>5</sup>.

Edgar Morin abonde dans le même sens lorsqu'il définit ce concept :

La notion de développement englobe les multiples développements de la prospérité et du bien-être, l'amélioration générale des conditions de vie, la réduction des inégalités, la paix sociale, la démocratie. C'est la locomotive du développement techno-économique qui est censée entraîner les wagons du bien-être, de l'harmonie sociale, de la démocratie. Dans les faits, le développement techno-économique est compatible avec les dictatures où il s'assortit de l'esclavagisation des travailleurs et de la répression policière, comme ce fut le cas au Chili et au Brésil, et comme le montre l'hyper-développement actuel de la Chine. La croissance est conçue comme le moteur évident et infaillible du développement, et le développement comme le moteur évident et infaillible de la croissance. Les deux termes sont à la fois fin et moyen de l'autre<sup>6</sup>.

Certes, les auteurs liés à ce courant souhaitent se dissocier des dictatures communistes, dont le bilan environnemental et social est consternant. Ils s'appliquent à la tâche de tracer une troisième voie alternative qui permettrait de pérenniser la vie sur Terre, en plus de favoriser des rapports sociaux plus harmonieux. Cela passe entre autres par un rejet de l'utilitarisme pour Serge Latouche. Outre les auteurs qui se réclament de la décroissance, Michel Freitag (sociologue québécois) et Edgar Morin, éminent sociologue français, joignent le débat créé par ce nouvel espace théorique entre partisans et détracteurs. Freitag mesure l'ampleur de la tâche lorsqu'il affirme que le développement durable exige de réconcilier le long terme (la pérennisation de la vie humaine) avec l'économie actuelle basée sur le court terme :

---

<sup>5</sup> Flipo, Fabrice, «Le développement durable est-il l'avenir de la démocratie ?», *Revue du MAUSS*, Vol. 26, Février 2005, p. 297.

<sup>6</sup> Morin, Edgar, *La Voie: Pour l'avenir de l'humanité*, Librairie Arthème Fayard, Paris, 2011, p. 23.

Le choix qu'exige le très long terme s'impose-t-il désormais à nous en état d'urgence. Il y a là un paradoxe que ni la pensée spéculative, ni la praxis engagée ne peuvent surmonter sans être saisies par le dilemme de la légèreté cynique ou de l'accablement fataliste : n'est-il pas déjà trop tard pour rêver au bien commun, pour espérer un avenir meilleur plutôt que de seulement s'attendre au pire ?<sup>7</sup>

On peut ainsi saisir le défi que se lancent les objecteurs de croissance. Ils s'appliquent à critiquer les assertions convenues par l'orthodoxie économique, avec pour corollaire principal le développement. Dans cette optique, la critique du PIB comme indicateur du bien-être représente un exemple probant d'angle d'approche. Pour Morin, la civilisation occidentale, qui engendre les crises de la globalisation, est elle-même en crise; il s'agit là d'une des conséquences de l'individualisme exacerbé. Cet égoïsme détruit les anciennes solidarités, ce qui contribue au mal-être psychique et moral induit par les intoxications consuméristes de la classe moyenne<sup>8</sup>. Il considère de plus que « (...) l'issue catastrophique du cours des choses actuel est ainsi hautement probable, la probabilité étant définie par ce qu'un observateur, en un temps et un lieu donnés, peut induire de la continuation des processus en cours.»<sup>9</sup> Si on se fie à Majid Rahnema et Jean Robert, le naufrage hautement probable de l'économie capitaliste aura été annoncé des années à l'avance, contrairement au sursis d'une heure et demie accordé aux passagers du Titanic.<sup>10</sup>

Paul Aries, auteur lié au courant de la décroissance, soutient de son côté que les enjeux environnementaux ne représentent pas uniquement de simples problèmes écologiques, mais qu'ils tirent leurs origines de la crise aux effets multiples qui

---

<sup>7</sup> Freitag, Michel, «Combien de temps le développement peut-il encore durer?», *Les ateliers de l'éthique, la revue du CRÉUM*, vol. 1, no 2, automne/hiver 2006, p.7.

<sup>8</sup> Morin, Edgar, op. cit., p. 22.

<sup>9</sup> Morin, Edgar, op. cit., p. 29.

<sup>10</sup> Rahnema, Majid, et Robert, Jean, *La puissance des pauvres*, Actes Sud, Arles, 2012.

affecte la société productiviste, dont la cause est la crise des valeurs (la désymbolisation) qui caractérise cette même société<sup>11</sup>.

## ÉTAT DE LA QUESTION

La course à la richesse qui sous-tend le développement de l'économie capitaliste représente un point central de la critique de la décroissance. En plus de soutenir un mode de production destructeur pour la planète essentielle à notre survie, elle crée un bien-être largement illusoire, puisqu'il nous faut dépenser une somme colossale simplement afin de pallier les effets négatifs observés sur notre santé, dont les cancers, la consommation d'antidépresseurs et les dépenses de réparation environnementale en sont les exemples éloquentes<sup>12</sup>. Nous tenterons ici de relater où en sont les écrits à ce sujet. Pour ce faire, nous aborderons la littérature pertinente en lien avec la décroissance, pour ensuite présenter succinctement les débats autour de cette question. Ces débats seront exposés de manière plus exhaustive dans le troisième chapitre. Il n'est jamais aisé de choisir entre les nombreux auteurs qui ont écrit sur un sujet, voici pourquoi nous avons choisi uniquement ceux qui sont le plus fréquemment cités.

Nicholas Georgescu Roegen, cet économiste hétérodoxe roumain naturalisé américain, est considéré comme le père de la décroissance. Lorsqu'il écrit son traité de bioéconomie en 1971, qui sera traduit en français par *La décroissance*, il constate que les ressources naturelles consommées par l'économie ne peuvent être réutilisées, et ne peuvent par conséquent qu'être rejetées sous forme de déchets. C'est le principe d'entropie, le socle primordial sur lequel s'établit la théorie de la décroissance. En effet, le processus économique réel, à la différence du modèle théorique, n'est pas un mécanisme purement mécanique et réversible; il est par

---

<sup>11</sup> Aries, Paul, *La décroissance : un nouveau projet politique*, Éditions Golias, Villeurbane, 2007, p.39.

<sup>12</sup> Latouche, Serge, *Le pari de la décroissance*, Pluriel, Librairie Arthème Fayard, Paris 2010, pp. 56-57.

conséquent de nature entropique. De plus, l'économie s'inscrit au sein d'une biosphère qui fonctionne selon un temps balisé. De cette observation découle, pour Nicholas Georgescu-Roegen, l'impossibilité d'une croissance infinie dans un monde fini et la nécessité de construire une *bioéconomie*, une économie qui respecte les limites de la biosphère. C'est ainsi que le terme «décroissance» a été utilisé en français pour intituler un recueil de ses essais<sup>13</sup>.

À partir du moment où il est exclu de réutiliser la matière-énergie, dont la quantité est limitée sur la planète, on peut se demander comment se justifie la raison géométrique qui guide la foi dans la croissance et dans le développement. Il s'agit là d'un aspect majeur qui touche l'ensemble des espèces partageant notre écosystème. Ceci devrait indéniablement tirer une sonnette d'alarme chez l'espèce humaine. Ces constats de Georgescu-Roegen ont été appuyés par les conclusions du rapport du Club de Rome de 1972 intitulé *Halte à la croissance!* Ce rapport avait causé bien des remous sur la scène scientifique et politique à l'époque, mais ses conclusions restèrent sans suite. Il faut attendre le développement de théories de la décroissance, principalement en France, à la fin du XXe siècle pour voir une relance du débat et de ses idées. Des théoriciens français qui furent instigateurs et rejoints par plusieurs autres de Grande-Bretagne, d'Italie, d'Australie, du Canada ainsi que des chercheurs chinois, pour ne citer que ceux-là.

Les auteurs les plus importants qui traitent de décroissance, les objecteurs de croissance, sont Serge Latouche, Paul Aries, Vincent Cheyet et Fabrice Flipo. Malgré quelques désaccords sur les moyens à prendre pour faire advenir la décroissance, ces auteurs s'entendent sur le fait que le développement actuel nous mène droit au mur. Leur mésentente porte sur les moyens. Alors que Latouche

---

<sup>13</sup>Latouche, Serge, op. cit., p. 23.

croit en une «pédagogie des catastrophes», phénomène selon lequel les catastrophes à venir vont pousser les citoyens à choisir la voie de la décroissance, Cheynet y voit le moyen le plus sûr de tomber dans la dictature, puisque les moments de crise appellent des décisions difficiles, l'exemple de la montée du nazisme et du fascisme étant frappant. Cheynet propose de son côté la voie politique pour promouvoir et porter les idées de la décroissance.

L'élément théorique le plus important de la décroissance réside dans sa critique du développement actuel, avec pour corollaire la recherche constante de l'augmentation du PIB. Pour calculer la croissance de l'économie, le PIB est la mesure la plus utilisée. Il mesure le niveau d'activité économique sur un territoire précis et pour une période donnée<sup>14</sup>. Le PIB est une mesure des revenus et des dépenses du marché, calculant de fait la production inhérente à un État, il est toutefois fréquemment interprété comme un indicateur du bien-être économique<sup>15</sup>. Edgar Morin joint sa voix à celle des objecteurs de croissance lorsqu'il fait la critique des résultats réels du développement économique : dégradation environnementale, paupérisation et chômage de masse, il est difficile dès lors de continuer de défendre une telle démarche<sup>16</sup>. De plus, l'approche basée sur le PIB ne permet aucunement d'établir une distinction entre les activités économiques bénéfiques socialement et celles qui par exemple servent à réparer les dégâts environnementaux causés par un déversement pétrolier. Il apparaît aberrant de compter pour positif toute activité économique comme si elles étaient positives

---

<sup>14</sup> Gignac, Renaud, et Hurteau, Philippe, «Mesurer le progrès social : vers des alternatives au PIB», *Institut de recherches et d'informations socio-économiques*, 31 août 2011, [En ligne]. Disponible au : <http://www.iris-recherche.qc.ca/blogue/qu%E2%80%99est-ce-que-le-pib> [Consulté le 2 décembre 2012], p. 3.

<sup>15</sup> À ce sujet, le rapport cité ici abonde dans le même sens, à savoir que le PIB est strictement une mesure économique, et ne doit pas être confondu avec une quelconque notion de bien-être. Il nous apparaît donc pertinent de citer un rapport présenté par un éminent économiste qui s'est penché sur ces questions. Stiglitz, Joseph E., et al., «Report by the Commission on the Measurement of Economic Performance and Social Progress», rapport rendu public le 14 septembre 2009 [En ligne]. Disponible au : <http://www.stiglitz-sen-fitoussi.fr/en/index.htm>, [consulté le 4 décembre 2012], p. 21.

<sup>16</sup> Morin, Edgar, op. cit., p. 24.

sans exception; le PIB ne peut comptabiliser des activités qui procurent du bien-être comme les loisirs, une eau pure et un air frais, mais justifie la dégradation de l'environnement par la pollution.<sup>17</sup>

Le développement fait office de vérité dans le monde économique actuel<sup>18</sup>. Des critiques ont donc été adressées à ce courant de la décroissance sur ce point particulier, mais sur d'autres également. La critique est principalement portée par Jean-Marie Harribey, Denis Clerc, Geneviève Hazam, et Jeroen Van den Bergh, qui considèrent ridicule l'idée de refuser les bienfaits du développement aux pays pauvres, ce à quoi Latouche et Flipo rétorquent que cette vision découle d'un déterminisme historique hérité du marxisme selon lequel on ne peut arrêter la marche du progrès. Ils ajoutent qu'il est difficile de déterminer les besoins des Africains en produits occidentaux, étant donné que c'est faire fi des divergences culturelles. Puisque les besoins sont en général créés de toutes pièces, par exemple le téléphone portable ne représentait pas un besoin en 1950, mais il est devenu indispensable aujourd'hui, comment peut-on déterminer les besoins d'un Papou?

Une autre critique porte sur ce qu'ils appellent une certaine forme d'idéalisme du niveau local (produire localement, selon la formule de Latouche), au détriment d'autres formes de production plus efficaces, idéalisme qui est comparé à un désir

---

<sup>17</sup> Il s'agit là de la thèse défendue par Renaud Gignac et Philippe Hurteau, à savoir que le PIB est comptabilisé sans se soucier de la raison qui sous-tend les dépenses. Par exemple, les dépenses de réparation suite à un déversement pétrolier sont comptabilisées dans le PIB. Il est par conséquent contestable de se féliciter de tout accroissement du PIB, sans se soucier des causes qui sous-tendent ce même accroissement. La destruction de l'écosystème ne doit donc pas être justifiée par un désir de croissance du PIB. Pour plus de détails, voir Gignac, Renaud, et Hurteau, Philippe, op. cit., p.3.

<sup>18</sup> Pour s'en convaincre, considérons l'action du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), un réseau mondial dédié à l'étude et à la promotion du développement dans le monde. Serge Latouche a traité de la question en détails dans son livre *Survivre au développement*, Mille et une nuits, Paris, 2004. Voir également Galbraith, John Kenneth, *Les mensonges de l'économie. Vérité pour notre temps*, Grasset, Paris, 2004.



de retour en arrière. De plus, le flou dégagé autour du concept de décroissance<sup>19</sup>, laisse place à une trop grande interprétation, et rendrait donc le concept peu utile. Van den Bergh (2011) soutient par ailleurs que la décroissance de l'économie ne garantit pas que les activités les plus polluantes décroissent, puisque les crises appellent souvent des choix plus «sales». Kallis rétorque qu'il s'agit de choisir les activités à faire décroître, au moyen d'une «décroissance sélective». Il ajoute que certains concepts comme liberté sont difficilement définissables, mais que ceci n'empêche pas de guider une certaine action politique. Enfin, faire des objecteurs de croissance des adorateurs de l'âge de pierre, *via* le rejet de certaines formes de progrès, représente pour Cheynet un détour rhétorique malhonnête. Le refus d'un progrès qui est néfaste pour la vie ne signifie pas forcément le désir de vivre dans des cavernes.

Ivan Illich est un précurseur dans le courant de la décroissance. Il a en outre critiqué l'asservissement de l'homme à l'outil. Il considère en effet que l'esclavage a été remplacé par la machine, au détriment de l'autonomie humaine, qui est maintenant au service de l'outil<sup>20</sup>. Il plaide en faveur d'outils conviviaux, qui se dissocieraient de l'âge industriel, dont les machines asservissent l'homme qui doit maintenant vivre à un rythme défini par la productivité mécanique. Par ailleurs, quand on fait l'apologie des nouveaux outils médicaux, on fait fi des impacts négatifs que ceux-ci peuvent avoir sur la santé humaine; de même que l'on prescrit des médicaments pour contrer les effets secondaires d'une autre médication, on guérit des maux qui sont provoqués par les instruments de la modernité. On ne peut par conséquent compter sur un prodige technologique, d'autant plus que l'infrastructure numérique soi-disant propre apparaît maintenant comme une source importante de dégâts écologiques, consommant de 5 à 10% de

---

<sup>19</sup> On s'interroge à savoir quelle décroissance est proposée : décroissance de quoi? Jusqu'à quel point?

<sup>20</sup> Illich, Ivan, *La convivialité*, Éditions du Seuil, Paris, 1973.

la facture énergétique des pays industrialisés, en plus de produire des tonnes de déchets et qui sont en croissance exponentielle<sup>21</sup>.

Une critique plus incisive est l'impossibilité de coupler l'économie capitaliste avec une décroissance. En effet, la relation de crédit instaure une obligation à la croissance, afin de rembourser capital et intérêts. Fotopoulos, Trainer et Van Griethuysen émettent des réserves formelles sur la possibilité de tabler sur une décroissance, tout en conservant l'économie de marché. En effet, Fotopoulos considère que les amendements que le projet de décroissance souhaite apporter au capitalisme sont insuffisants, puisque contrairement à ce que les objecteurs de croissance affirment, l'idéologie de croissance a simplement été utilisée pour justifier l'économie de marché et les dynamiques qui lui sont propres; il serait naïf de croire que simplement changer de valeurs ou seulement condamner la croissance économique en soi permettra de changer les choses<sup>22</sup>. La solution ne peut que passer par le remplacement de l'économie de marché. En ce sens, Latouche (2010) est réaliste quant à la possibilité de réellement renverser le capitalisme; il prône donc l'ouverture d'espaces de dissidence, centrés autour du local. Trop lucide face à la riposte des grands capitalistes, il ne peut se faire d'illusions sur les chances de voir l'économie basculer, d'autant plus qu'il est conscient de la menace des assassinats politiques<sup>23</sup>. Bien entendu, d'autres débats pertinents alimentent la littérature, et l'essentiel de ceux-ci sera présenté dans la troisième partie de ce mémoire.

---

<sup>21</sup> Gaudillière Jean-Paul, Flipo Fabrice, «Inégalités écologiques, croissance « verte » et utopies technocratiques», *Mouvements*, Vol. 60, Avril 2009, p. 87.

<sup>22</sup> Fotopoulos, Takis, «Is degrowth compatible with a market economy?», *The International Journal of Inclusive Democracy*, Vol. 3, no. 1 Janvier 2007, p. 8.

<sup>23</sup> Latouche cite en ce sens Salvador Allende, qui dans une allocution à l'ONU quelques mois avant d'être assassiné, prévoyait cette fin inéluctable, constatant lui-même que les grandes firmes transnationales lui avaient déclaré la guerre. Voir Latouche, Serge, op. cit., p. 116.

## QUESTION ET PROPOSITION DE RECHERCHE

De nature théorique, ce mémoire explorera les avenues proposées par ce courant alternatif qu'évoque la décroissance. Spécifions que l'approche de ce travail constitue une recherche de solutions aux problèmes écologiques et sociaux découlant du libéralisme. Pour ce faire, nous avons sélectionné un corpus de textes qui rendent bien compte de ce qu'est la décroissance, ainsi que ses principales critiques. Puisqu'essentiellement théorique, il ne fait face à aucune limite spatiale, d'autant que le concept se veut universel en présentant une approche autrement différente de penser l'économie sur la planète. Toutefois, nous limiterons l'analyse principalement aux auteurs qui ont écrit au XXI<sup>e</sup> siècle, exception faite de Nicholas Georgescu-Roegen, père du concept d'entropie. Nous verrons plus en détail quelle est l'importance cruciale que joue ce concept pour les objecteurs de croissance, ou tenants de la décroissance. Cette approche théorique basée sur une étude des textes des auteurs qui ont écrit sur la décroissance à ce jour nous permettra ensuite d'évaluer en quoi le concept de décroissance apporte ou non des réponses aux défis soulevés et auxquels fait face l'humanité au XXI<sup>e</sup> siècle. De nature essentiellement théorique et argumentatif, ce travail aura pour objectif de définir clairement le courant de la décroissance, d'analyser les critiques qui lui sont faites, avant de formuler des pistes de solutions qui feront suite à l'analyse. En plus de se baser sur des ouvrages plus généraux, le chercheur aura pour mandat d'évaluer l'utilité de tels concepts dans l'organisation politique et économique, principalement en Occident.

Suite aux questions soulevées ci-haut, il est permis de nous interroger à savoir si la décroissance apporte des réponses pertinentes aux défis écologiques, économiques et sociaux que ses auteurs relèvent. Dans cette optique, la question de recherche de ce mémoire sera : la décroissance peut-elle représenter une alternative concrète au développement basé sur la croissance?

## MÉTHODE ET STRUCTURE

Il sera possible d'articuler ce mémoire autour de la proposition de recherche suivante : la décroissance ne peut en aucun cas être conçue comme une alternative pertinente à l'heure actuelle. Cela n'est pas envisageable pour deux raisons essentiellement économiques. La première est qu'il ne peut être envisagé de décroissance économique sans récession, et tous les effets néfastes qui l'accompagnent inévitablement. La seconde tient à l'incompatibilité du capitalisme avec l'absence de croissance. La relation de crédit entretient l'obligation de croître, au même titre que tout investisseur compte sur une croissance pour réaliser des profits et ainsi survivre, ce qui permet de créer de l'emploi. De plus, la possibilité de s'engager dans un capitalisme sans croissance apparaît irréalisable, puisque tout crédit appelle à une croissance, sans laquelle le remboursement est impossible. Or, aucun acteur n'est dispensé du crédit, au premier chef les États dont la dette est en pleine explosion à l'heure actuelle.

Ces critiques de la pertinence de la décroissance seront traitées plus en détail dans le premier et le troisième chapitre. Cela dit, l'utilité relative de la décroissance réside au cœur même de son analyse critique : sans remise en cause du statu quo, aucune amélioration n'est possible. À défaut de proposer un modèle clé en main, l'ouverture d'un espace de débat incite à la prudence; l'ampleur de la tâche théorique pour les auteurs qui sont en faveur de la décroissance réside dans le défi de vaincre les contradictions inhérentes au courant.

Le développement et la croissance peuvent apporter ce qu'il y a de mieux de la culture occidentale, par exemple les droits de l'homme, bien qu'il transporte avec lui ses pires vices. Voilà ce que dénonce Latouche, qui refuse de voir dans les autres sociétés des façons de faire forcément archaïques, parce que différentes. Face à ces constats, la décroissance représente une avenue intéressante à étudier

vu le regard global qui est posé sur les enjeux auxquels font face les humains. L'objection de croissance apparaît pour proposer des avenues autres que le chemin suivi actuellement par la mondialisation de l'économie capitaliste.

Dans ce travail, il sera spécifiquement question de cet ambitieux chantier qu'est la critique des théories économiques du développement. Cette analyse permettra de juger de la pertinence du concept, face à des enjeux principalement écologiques, mais aussi sociaux. Nous prétendons par ailleurs que le pouvoir d'attraction du courant demeure faible vu l'aspect «rationnement» auquel il apparaît renvoyer. En effet, proposer une diminution de la consommation (*via* des heures de travail réduites, par exemple), est un projet qui risque fort peu de mobiliser les électeurs. En outre, le risque de voir la croissance s'essouffler par manque de pétrole confère à la question de la réduction de la consommation une autre dimension tout aussi actuelle.

Par ailleurs, si la décroissance est présentée comme une alternative souhaitable non seulement au niveau environnemental, elle souhaite également inciter à se désintoxiquer du consumérisme qui mine le tissu social et exacerbe l'individualisme. Or, on ne peut envisager gagner la bataille théorique sans proposer une alternative qui améliore le modèle contesté. Voici la faiblesse des propositions faites par les objecteurs de croissance. Sur le plan théorique, c'est difficilement envisageable vu l'inadéquation entre décroissance et économie de marché énoncée plus haut. Ajoutons à cela la recherche d'une amélioration constante des conditions (représentée dans l'imaginaire collectif par le progrès), qui constitue une caractéristique fondamentale de l'espèce humaine. En ce sens, pour être plus porteur, le projet politique des objecteurs de croissance devra essentiellement muter de théorie critique en un projet synonyme de bien-être et d'espoir, au sens de l'utopie d'une vie meilleure pour tous, ce qui n'est pas le cas au moment d'écrire ces lignes.

Le cadre de recherche est celui de l'analyse critique de textes scientifiques concernant spécifiquement le sujet retenu. Une analyse comparative des arguments permettra de dégager des conclusions sur la pertinence du concept de décroissance. Des critères factuels et rationnels guideront les démarches de l'auteur dans sa quête de savoir économique. De nombreux faits historiques seront présentés à l'appui de l'argumentation rationnelle. En établissant une relation de corrélation entre certains faits présentés et le concept d'entropie, nous pourrions dégager des conclusions. Pour opérationnaliser le cadre d'analyse, une étude des travaux portant sur des expériences empiriques viendra appuyer la réflexion sur la question de recherche.

Les sources qui serviront à ce travail sont toutes d'ordres théorique et statistique. Aucun travail de terrain ne sera mené, bien que des recherches portant sur des questionnaires seront citées dans la deuxième partie portant sur les expériences pratiques d'alternatives décroissantes. Ces travaux sont ceux de Pir et de Hopkins, et portent tous deux sur les villes en transition.

L'essentiel des sources se trouve dans les ouvrages, et les articles scientifiques parus dans des revues. Les ouvrages généraux présentent la théorie de la décroissance, et les articles participent à un débat vigoureux entre partisans et détracteurs. À ces sources s'ajouteront certaines statistiques qui seront tirées de la Banque Mondiale et du FMI. Cela servira à appuyer le propos, en démontrant certains faits à l'aide de tableaux et de graphiques. L'essentiel sera d'analyser les écrits portant sur le concept de décroissance afin d'en dégager des conclusions. Il s'agira d'opérer une discussion de cohérence interne des propositions et de leur pertinence dans le contexte économique actuel. L'objectif sera de comprendre les

idées principales de ce courant et d'en évaluer la pertinence en tant qu'alternative théorique et pratique au modèle de développement économique mondial.

Conséquemment, le premier chapitre de ce mémoire traitera de l'édifice théorique sur lequel se base la décroissance, à savoir le concept d'entropie. Suite à la définition des principaux concepts utilisés dans le travail et à un bref rappel historique, la présentation de l'entropie permettra de postuler de la pertinence théorique de la décroissance. Ce premier chapitre sera ensuite divisé en trois parties représentant les divers axes de la décroissance, soit 1) les aspects économiques, 2) les aspects sociaux, et 3) les aspects politiques.

Le deuxième chapitre du mémoire fera la présentation d'expériences alternatives. Cela aura pour avantage d'arrimer des expériences empiriques aux thèses présentées. Cette étude permettra de conclure sur les difficultés à surmonter les défis soulevés dans la réflexion préalable à ce travail, à savoir la rapide dégradation de l'environnement et l'épuisement inéluctable des ressources. Cette opérationnalisation de la théorie est essentielle dans l'objectif de convaincre de la validité de celle-ci. En effet, trouver une application pratique à une théorie est le meilleur moyen de confirmer sa validité.

Pour terminer, le troisième chapitre reposera sur une présentation des principaux débats qui entourent les thèses post-développementistes, à savoir la posture des objecteurs de croissance qui refusent de cautionner le développement économique, du moins dans sa forme actuelle. La présentation de ces débats aura pour conséquence de dégager les avantages, mais également les faiblesses de la décroissance. L'étude des principaux arguments en faveur de la décroissance aura pour cible de faire état de l'avancée des connaissances en ce qui concerne l'économie politique, plus spécifiquement la partie de la discipline qui s'intéresse

à la préservation de l'environnement. Ces débats nous mèneront à conclure de l'impossibilité de proposer une décroissance économique sans obtenir des effets indésirables liés à la récession. En effet, l'économie de marché requiert la croissance, sans quoi elle ne peut en aucun cas fonctionner.

En conclusion, nous compléterons avec les conclusions de ce mémoire, avant de lancer la discussion sur les opportunités et les défis qui se profilent suite à celles-ci. Il nous sera permis de nous questionner à savoir quels pourraient être les moyens de réguler la pollution dans un contexte où la gouvernance mondiale est inefficace. Ce constat s'accompagne de la prévision de certains économistes selon lesquels nous avons atteint un point de basculement dans la production de pétrole, et que par conséquent nous devons nous adapter à une économie sans croissance que nous le voulions ou non. Cette perspective ouvre la porte à d'immenses défis pour l'humanité, mais également la possibilité de réinventer le monde sous une différente forme, et où la consommation tient une place moins importante.



## CHAPITRE 1.

### COURANT THÉORIQUE DE LA DÉCROISSANCE

*«Celui qui croit que la croissance peut être infinie dans un monde fini est soit un fou, soit un économiste»*

*Kenneth Boulding*<sup>24</sup>

Dans ce chapitre, nous nous attarderons à présenter les divers courants qui caractérisent la décroissance. La première partie s'attardera à présenter brièvement les sources historiques et philosophiques du concept. Puis nous élaborerons sur l'entropie, concept-clé dans la démarche de compréhension de ce courant. Ensuite, il nous sera permis de nous attarder sur les aspects économiques en lien avec cette critique esquissée contre la croissance du PIB. Suivra une présentation des aspects sociaux du concept, et enfin des aspects politiques qui sous-tendent l'action en lien avec la théorie critique.

La réflexion servant de prémisses de base s'attarde à l'idée proprement occidentale selon laquelle la croissance est une nécessité absolue. Or, cette croissance infinie est insoutenable en soi, puisqu'il faudrait plusieurs planètes afin d'assurer le même mode de vie aux sept milliards d'êtres humains, selon Paul Aries<sup>25</sup>. L'objectif de la démarche est de faire prendre conscience de l'idéologie qui entoure l'économie. Au centre de cette idéologie se situe cette idée que nous pouvons sans cesse croître et ce faisant créer toujours plus de déchets, extraire

---

<sup>24</sup> Kenneth Boulding, (1910-1993), président de l'*American Economic Association*. Cité sur le site de l'*Institut d'études économiques et sociales pour la décroissance soutenable*, [www.decroissance.org](http://www.decroissance.org).

<sup>25</sup> Aries, Paul, op. cit., p. 41. Le calcul du nombre de planètes nécessaires à la généralisation du mode de vie occidental fait consensus chez les auteurs qui prônent la décroissance. Le calcul varie toutefois si on souhaitait généraliser le mode de vie des États-Unis (estimé à neuf planètes) ou de la France (estimé à trois), selon Serge Latouche, op. cit., p. 44.

une ponction supplémentaire d'énergies non renouvelables du sous-sol, tout en repoussant toujours les limites, sans toutefois en subir les conséquences. Voici un constat partagé par Peter Barrett, directeur du *Centre de recherche pour l'Antarctique* à l'université de Victoria, en Nouvelle-Zélande : « (...) la poursuite de la dynamique de croissance actuelle nous met face à la perspective d'une disparition de la civilisation telle que nous la connaissons, non pas dans des millions d'années, ni même dans des millénaires, mais d'ici la fin de ce siècle.»<sup>26</sup>

Le concept de décroissance a une longue histoire, bien qu'il se soit répandu récemment chez les intellectuels face à l'ampleur de la crise écologique et sociale. En effet, l'initiative de ce qui fut appelé le Club de Rome entourant la remise de son rapport *Halte à la croissance* en 1972 tirait déjà à l'époque la sonnette d'alarme. Les conclusions, qui furent rejetées par la majorité du monde économique, mentionnaient l'idée d'un arrêt de la croissance, surtout eu égard à l'épuisement prévisible des ressources naturelles<sup>27</sup>. De nombreux auteurs de cette époque ont grandement influencé la recherche sur la décroissance. Pensons notamment à Ivan Illich, André Gorz, François Partant, Cornelius Castoriadis, et bien sûr Nicholas Georgescu-Roegen, indiscutablement le plus influent, celui qui a posé la base sur laquelle asseoir la réflexion critique sur la croissance. De ce fait, la problématique de la gestion des limites de la croissance est devenue au fil du temps un enjeu intellectuel et politique, surtout suite aux ratés du développement au Sud<sup>28</sup> et à l'absence de repères au Nord, s'inscrivant dans une étude plus large sur la bioéconomie, l'après-développement et l'a-croissance<sup>29</sup>.

La définition de la décroissance varie quelque peu d'un auteur à l'autre, toutefois la cible demeure intrinsèquement liée à la contestation de l'orthodoxie

---

<sup>26</sup> Cité par Latouche, Serge, op. cit., p. 10.

<sup>27</sup> Ibid., p. 33.

<sup>28</sup> Point qui sera développé plus avant au cours de ce mémoire.

<sup>29</sup> Ibid., p. 21.

économique. Nous faisons ici référence à tout courant théorique qui se fonde sur le [néo] libéralisme, en se basant surtout sur les écrits des auteurs classiques, et dont l'approche du *laissez-faire* fait toujours l'objet de débats aujourd'hui. Pour Paul Aries, la décroissance est un mot-obus qui vise à détruire l'idéologie dominante<sup>30</sup>. Pour ce faire, il croit que le courant se doit également de se transformer en projet politique. Slogan politique à implications théoriques pour Serge Latouche, l'intention est de provoquer un abandon de l'idée de la croissance pour la croissance, dont le seul but est la recherche du profit par les détenteurs du capital, et dont l'environnement fait les frais, avec des conséquences désastreuses<sup>31</sup>. Latouche se fait l'avocat d'une «a-croissance», comme on peut être «a-théiste».

Pour les objecteurs de croissance, le concept même de croissance et sa prépondérance sont une « idéologie », une croyance, ce qui est loin d'être une démarche scientifique<sup>32</sup>. Il est clair que nombre de sociétés ont connu une croissance à un moment ou à un autre, et ce sous plusieurs rapports, toutefois sa mythification est un phénomène plus récent. Le point de basculement serait le mot d'ordre du développement lancé par le président Truman en 1946, afin de bloquer la menace révolutionnaire socialiste, tout en attirant les pays décolonisés dans le camp libéral<sup>33</sup>. Selon Flipo, la croissance est tellement ancrée dans l'imaginaire collectif, que constater sa disparition se comparerait à un phénomène aussi fort que la mort de Dieu tel qu'attesté par Nietzsche au XIXe siècle, influencé en ce sens par le Siècle des Lumières<sup>34</sup>. L'intention des objecteurs de croissance est de révéler à quel point le phénomène de croissance est enraciné

---

<sup>30</sup> Aries, Paul, op. cit., p.11.

<sup>31</sup> Latouche, Serge, op. cit., p.24.

<sup>32</sup> Aries, Paul, op. cit., p.82.

<sup>33</sup> Aries, Paul, op. cit., p. 16.

<sup>34</sup> Nietzsche constatait la mort de Dieu dans les esprits de la populace, pas au sens strict du terme. À ce sujet, voir Flipo Fabrice, « La décroissance : une utopie au présent », *Mouvements*, Vol. 4, no. 41, 2005, p.38.

dans l'esprit de la civilisation occidentale moderne et que par conséquent, toute tentative de maîtrise de cette croissance passe par une mutation profonde de notre pensée<sup>35</sup>.

Le terme de décroissance se prête bien aux langues latines, et sa connotation n'est pas entièrement négative; en effet, la décrue d'un fleuve intempestif ne peut qu'être accueillie avec soulagement, toutefois la traduction vers les langues germaniques est plus problématique. Si le terme est plus adapté aux langues latines, cela pourrait être lié au fait que l'épicentre de ce courant se situe dans le Midi de la France ainsi qu'en Italie<sup>36</sup>, bien que leurs vues soient relayées ailleurs en Occident. D'ailleurs, s'il est possible de situer géographiquement les origines de la réflexion sur la décroissance, il en va de même face à ses influences historiques. En effet, Denis Clerc situe un tournant en 1980 dans le livre d'André Gorz *Adieux au prolétariat*, où il prend certaines distances face à Ivan Illich et au marxisme orthodoxe. Gorz penchera alors pour une société dualiste, dans l'objectif avoué d'opérer une réduction de la sphère hétéronome, marquée par la nécessité, au profit de la sphère autonome, marquée par la liberté<sup>37</sup>. En clair, le capitalisme est haïssable non pas à cause de la propriété privée des moyens de production, «(...)», mais parce que la logique de croissance indéfinie du capital et de la marchandise y deviennent hégémoniques, et que les relations sociales marquées par l'argent tendent à s'y substituer à toutes les autres formes de relations sociales»<sup>38</sup>.

Suite à cette observation, il est possible d'effectuer une genèse de la pensée sur la décroissance qui s'oppose à la marchandisation des relations sociales.

---

<sup>35</sup> Cheynet, Vincent, *Le choc de la décroissance*, Éditions du Seuil, Paris, 2008, p.45.

<sup>36</sup> En Italie, le mouvement s'appelle *decrescita*.

<sup>37</sup> Clerc, Denis, «De l'état stationnaire à la décroissance : histoire d'un concept flou», *L'Économie Politique*, Vol. 22, Février 2004, p. 87.

<sup>38</sup> Idem.

L'évolution de la pensée d'André Gorz dans une direction autre que le socialisme orthodoxe a en ce sens influencé tout le courant sur la décroissance. Sa conclusion est que les moyens de production du capitalisme sont des moyens de domination par la division et la hiérarchisation des tâches qui en découlent. Les ouvriers ne peuvent s'emparer de ces moyens de production sans en reproduire le système de domination, au même titre que des soldats ne pourraient s'approprier l'armée sans en changer radicalement le mode d'organisation et les règles<sup>39</sup>. Il rejoint en ce sens les courants anarchistes, qui considèrent le pouvoir comme un obstacle au changement<sup>40</sup>. Nous considérerons cette position plus en détail au troisième chapitre. Par ailleurs, tous les auteurs en faveur de la décroissance ne se situent pas dans cette mouvance, et nous pourrions constater leurs objections dans la section 3 du présent chapitre.

Généralement, les auteurs qui se réclament de cette filiation décroissante se définissent comme objecteurs de croissance, refusant ainsi l'injonction à la croissance, au même titre que les objecteurs de conscience refusent l'ordre de guerre. Selon Vincent Cheynet : «Les objecteurs de croissance font ainsi acte de non-violence en refusant la guerre économique.»<sup>41</sup> Il ajoute par ailleurs que la décroissance est certes fondamentale au niveau écologique, mais c'est avant tout son caractère d'émancipation sociale et humaine qui en est la finalité<sup>42</sup>.

Il serait ardu de critiquer le développement sans s'attarder à la notion de développement durable. Selon Cheynet, ce terme permet de concilier l'inconciliable, c'est-à-dire une augmentation de la production et donc de la consommation, tout en protégeant l'environnement; il note toutefois que les

---

<sup>39</sup> Gorz, André, *Écologica*, Éditions Galilée, Paris, 2008, p. 17.

<sup>40</sup> Pour une présentation de la théorie anarchiste, voir Carter, Alan, «Outline of an anarchist theory of history», in David Goodway, *For anarchism: History, theory and practice*, New York-Londres, Routledge, 1989, pp. 176-197.

<sup>41</sup> Cheynet, Vincent, op. cit., p.61.

<sup>42</sup> Cheynet, Vincent, op. cit., p.213.

intérêts de l'entreprise Renault ou du producteur d'énergie nucléaire Areva seront toujours en contradiction avec ceux des défenseurs de l'environnement<sup>43</sup>. Or ce concept «fourre-tout» est déchiré selon Latouche entre la vision «réaliste»-celle du monde des affaires- et celle des humanistes, rêveurs et autres. Il ajoute :

Pour les «réalistes», l'important est que le développement tel qu'il a cours actuellement puisse durer indéfiniment-position des industriels, de la plupart des politiques et de la quasi-totalité des économistes. Michel de Fabiani, président de British Petroleum France, nous en donne la recette : «Le développement durable, c'est d'abord produire plus d'énergie, plus de pétrole, plus de gaz, peut-être plus de charbon et de nucléaire, et certainement plus d'énergies renouvelables. Dans le même temps, il faut s'assurer que cela ne se fait pas au détriment de l'environnement.<sup>44</sup>

Nous laisserons ici le lecteur tirer ses propres conclusions de cette citation. Il nous faut à présent aborder le concept central derrière la réflexion de la décroissance, tiré du traité de bioéconomie de Nicholas Georgescu-Roegen. Ce concept est crucial si nous souhaitons entamer la réflexion sur des bases solides. En effet, son principe est de remettre en cause la croyance selon laquelle il serait possible de compter sur une croissance mondiale sans limites du PIB.

## 1.1 LE CONCEPT D'ENTROPIE

De nombreuses civilisations ont connu la croissance avant de disparaître soudainement. On peut certes penser aux civilisations Sumer, Babylone et Maya, qui ont disparu suite à un effondrement global<sup>45</sup>. L'exemple le plus marquant demeure toutefois celui de l'île de Pâques, abandonnée par ses habitants après avoir vraisemblablement coupé le dernier arbre. L'environnement se trouve

---

<sup>43</sup> Cheynet, Vincent, op. cit., p.76.

<sup>44</sup> Latouche, Serge, op. cit., p.116.

<sup>45</sup> Aries, Paul, op.cit., p. 23

aujourd'hui soumis aux échanges marchands, mais ne figure pas dans les calculs des coûts des intrants. Tout au long de l'histoire, nous pouvions observer l'impact de notre consommation énergétique, en constatant la diminution du stock de bois; la logique actuelle nous coupe de cette réalité, car la majeure partie est puisée dans le sol, et redistribuée via un système complexe et mondialisé<sup>46</sup>.

Plus près de nous, on peut citer l'île de Nauru, située dans le Pacifique, au nord des îles Salomon. L'exploitation des phosphates a complètement ravagé ce petit territoire qui abritait pourtant des pêcheurs et des agriculteurs depuis des siècles. Ceux-ci furent contraints de déclarer une «faillite absolue» en 2004, après épuisement des phosphates, non sans voir la majorité des habitants devenir obèses. Ils sont aujourd'hui à la recherche d'une autre île pour vivre<sup>47</sup>. Latouche nous met en garde contre ce genre de comportement avec le théorème de l'algue verte : une algue s'implante dans un étang et croît selon une progression géométrique de raison deux; personne ne s'y intéresse jusqu'à ce qu'elle ait colonisé la moitié de la surface. Après plusieurs décennies de croissance, il ne lui suffira que d'une seule année pour provoquer une asphyxie complète de la vie subaquatique et donc la mort de l'écosystème<sup>48</sup>.

Pour Garcia, la crise actuelle n'est pas nouvelle puisque plusieurs civilisations ont connu ces contraintes écologiques (Mayas, Rome, île de Pâques, etc.); elle est inusitée, car la *civilisation globale* fait maintenant face à ses limites écologiques<sup>49</sup>. En ce sens, Richard Heinberg considère l'économie comme un système, l'obligeant donc à obéir aux mêmes lois qui gouvernent les systèmes biologiques. Les plantes et animaux ont tendance à croître rapidement durant leur jeunesse,

---

<sup>46</sup> Cheynet, Vincent, op. cit., p. 207.

<sup>47</sup> Cheynet, Vincent, op. cit., p. 82.

<sup>48</sup> Latouche, Serge, op. cit., p. 44.

<sup>49</sup> Garcia, Ernest, «Degrowth, the past, the future, and the human nature», *Futures*, Vol. 44, Mars 2012, p. 550.

avant d'atteindre une taille stable appelée maturité, ce qui est contrôlé par les gènes, mais aussi par la disponibilité de la nourriture<sup>50</sup>. L'économie est donc liée selon lui à la quantité d'énergie disponible (la nourriture du système industriel), au crédit qui en représente l'oxygène et à la planification économique<sup>51</sup>.

En outre, la démonstration de l'impossibilité d'une croissance infinie dans un monde fini découle en grande partie de l'analyse de l'économiste roumain Nicholas Georgescu-Roegen, qui inventa le concept de bioéconomie, en utilisant la mécanique classique newtonienne. Il conclut que l'économie exclut l'aspect irréversible du temps, ignorant donc l'entropie, cette impossibilité de renverser la transformation des énergies et de la matière<sup>52</sup>. Les déchets et la pollution produits par le processus de production économique sont ignorés des fonctions de production conventionnelles, au même titre que les intrants provenant du sous-sol; la Terre disparaît ainsi des fonctions de production vers 1880<sup>53</sup>.

La loi de l'entropie découle de la seconde loi de la thermodynamique de Sadi Carnot, pour qui les différentes transformations de l'énergie (mouvement, chaleur, etc.) ne sont pas totalement réversibles<sup>54</sup>; un morceau de charbon brûlé ne peut être reconstitué, car son énergie a été utilisée irrémédiablement. Roegen ajoute : «Du point de vue de la thermodynamique, la matière-énergie absorbée par le processus économique l'est dans un état de basse entropie et en sort dans un état de haute entropie.»<sup>55</sup> Dans ce cas précis, la basse entropie représente la ressource avant son utilisation par l'industrie, alors que la haute entropie représente les

---

<sup>50</sup> Heiberg, Richard, *The end of growth, Adapting to our new economic reality*, New Society Publishers, Gabriola Island, Canada, 2011, p. 10.

<sup>51</sup> Idem.

<sup>52</sup> Latouche, Serge, op. cit., p. 23.

<sup>53</sup> Idem.

<sup>54</sup> Ibid., p. 22.

<sup>55</sup> Georgescu-Roegen, Nicholas, *La décroissance : Entropie- Écologie- Économie*, 1979. Présentation et traduction de MM. Jacques Grinevald et Ivo Rens. Nouvelle édition, 1995 [Première édition, 1979]. Éditions Sang de la terre, Paris, 1995, p. 42.



déchets qui en résultent. Les deux choix s'offrant à l'humanité à la lumière de cette analyse consistent à vivre peu de temps, mais intensément, ou alors ralentir et vivre plus longtemps, en préservant un certain héritage pour les générations futures.

La raison géométrique qui préside à la croissance apparaît à la lumière de cette analyse comme contestable. Pour Nicholas Georgescu-Roegen «La conclusion est évidente. Chaque fois que nous produisons une voiture, nous détruisons irrévocablement une quantité de basse entropie qui, autrement, pourrait être utilisée pour fabriquer une charrue ou une bêche.»<sup>56</sup> La solution ne peut se trouver dans le recyclage, car la transformation (du verre, de l'aluminium, etc.) consomme énormément d'énergie non renouvelable. La seule solution inépuisable est d'utiliser le flux abondant du soleil via la photosynthèse. En contrepartie, la fabrication de panneaux solaires n'échappe pas à la loi de l'entropie, puisque les ressources nécessaires à leur élaboration se retrouvent en quantité limitée.

Par ailleurs, pour réfuter cet argument, les économistes misent sur la nouvelle économie de l'immatériel qui est supposée remplacer l'industrie. Dans les faits, cette «économie du savoir», ne fait que compléter l'ancienne, car elle repose sur un transfert massif de la production matérielle vers les économies émergentes<sup>57</sup>. On peut lier la diminution de la base industrielle en Occident avec la hausse au même moment de l'industrialisation ailleurs dans le monde, principalement en Asie du Sud-Est. Il ne s'agit alors que d'un déplacement des activités plus polluantes d'une région du monde à une autre, non pas de l'abandon de la base productive. De plus, les technologies inhérentes à ce virage de l'immatériel sont gourmandes en intrants matériels : «[...] la seule fabrication d'un ordinateur

---

<sup>56</sup> Ibid., p. 52.

<sup>57</sup> Latouche, Serge, op.cit., p. 48.

consomme par exemple 1,8 tonne de matériaux, dont 240 kilos d'énergie fossile [...].»<sup>58</sup>

En outre, l'augmentation de l'efficacité ne peut qu'être une bonne nouvelle. Toutefois, les progrès écologiques sont parfois faibles : la nouvelle Fiat 500 sortie en 2007 consomme 5,1 litres aux 100 kilomètres. Son inspiration, qui date de 1957, consommait 5,5 litres aux 100 kilomètres<sup>59</sup>, soit une économie de 0,4 litre en 50 ans, performance décevante à tout le moins. Il est déplorable de constater nombre d'exemples encore moins reluisants dans l'industrie automobile, où l'amélioration technologique est contrebalancée par l'augmentation du poids des véhicules due à l'ajout d'accessoires.

Partant de ce fait, Nicholas Georgescu-Roegen nous met en garde contre ces «savants» qui prêchent pour une économie sans limites, et qui n'ont pas «(...) réalisé que nous ne pouvons produire des réfrigérateurs, des automobiles ou des avions à réaction «meilleurs et plus grands» sans produire aussi des déchets «meilleurs et plus grands»<sup>60</sup>. La loi de l'entropie explique comment et pourquoi une machine, au même titre qu'un organisme vivant, s'use et doit être remplacée, signifiant ainsi un prélèvement supplémentaire de basse entropie dans le stock limité de l'environnement. Nicholas Georgescu Roegen établit ainsi un parallèle entre l'histoire humaine et le prélèvement de ressources naturelles : la dégradation irrévocable de nature entropique de la matière-énergie aurait ainsi selon lui joué un rôle majeur dans de nombreuses migrations, notamment celle des Européens vers le «Nouveau Monde»<sup>61</sup>.

---

<sup>58</sup> Ibid., p.47.

<sup>59</sup> Cheynet, Vincent, *op. cit.*, p. 37.

<sup>60</sup> Georgescu-Roegen, Nicholas, *op. cit.*, p. 49.

<sup>61</sup> Ibid., p.47.

À la dégradation entropique s'ajoute le phénomène d'«effet rebond» ou «paradoxe de Jevons». Il s'agit d'une observation faite par l'économiste classique Stanley Jevons. Il remarqua que les chaudières à vapeur diminuaient constamment leur consommation de charbon grâce aux perfectionnements, mais que la consommation totale augmentait toujours parce que leur nombre se multipliait<sup>62</sup>. Dans son livre de 1865, *Sur la question du charbon*, Jevons a observé que la consommation anglaise de charbon a été propulsée après l'introduction de la machine à vapeur de James Watt, qui était bien plus efficace que celle de Thomas Newcomen. Les innovations de Watt ont transformé le charbon en une source d'énergie plus rentable, ce qui a conduit à généraliser l'utilisation de sa machine à moteur à vapeur au sein des entreprises. Aujourd'hui, cela explique que la quantité de gaz à effet de serre diminue par rapport à chaque dollar de PIB, mais que la croissance de l'économie propulse la production de ces mêmes gaz toxiques. L'augmentation générale de la production vient par conséquent annuler les avancées techniques qui auraient permis une diminution tant souhaitée. Sur une base individuelle, cela signifie que se porter acquéreur d'une voiture moins gourmande permet de faire de plus longues distances, grâce à ces mêmes gains en efficacité qui dégagent une marge de manœuvre financière.

Plus récemment, le concept d'empreinte écologique fut développé en 1996 par Wackernagel et Rees. L'objectif de cet indicateur est de démontrer les effets des actions humaines sur l'environnement, en calculant l'espace, représenté par les terres immergées nécessaires pour supporter le style de vie contemporain<sup>63</sup>. Bien entendu, le territoire nécessaire à la vie humaine ne peut croître indéfiniment. Selon le *Global Footprint Network*, la Terre a actuellement besoin d'un an et demi pour régénérer ce que nous utilisons en une seule année<sup>64</sup>.

---

<sup>62</sup> Latouche, Serge, op.cit., p. 48.

<sup>63</sup> Stöglehner, Gernot «Ecological footprint — a tool for assessing sustainable energy supplies», *Journal of Cleaner Production*, Vol. 11, 2003, p. 267.

<sup>64</sup> Pour plus d'informations à ce sujet, voir l'annexe A.

## 1.2 ASPECTS ÉCONOMIQUES DE LA DÉCROISSANCE

Avant de procéder, il importe de s'interroger sur ce qu'est l'économie. Pour les auteurs en faveur de la décroissance, il s'agit fondamentalement d'un mode de pensée qui pousse à maximiser sa puissance avec le minimum de moyens<sup>65</sup>. Au-delà de toute perception idéologique, l'économie est un moyen de subvenir aux besoins de l'homme, *via* la production. Ce qui est critiqué ici, c'est la place prépondérante que l'économie prend aujourd'hui dans nos vies, dans les décisions politiques et dans les discours. Cette «science économique» est à la fois trop et pas suffisamment matérialiste, note Nicholas Georgescu-Roegen (1979). Trop peu, car elle ne prend aucunement en compte la réalité physique, et trop matérialiste, car la «science» réduit l'être humain au rôle d'agent économique, à savoir celui de producteur-consommateur<sup>66</sup>. Il ajoute, par ailleurs, que la représentation dans les manuels d'économie par un diagramme circulaire fait la démonstration de cette perception contestable d'un mouvement de va-et-vient entre production et consommation dans un système fermé<sup>67</sup>. Cette représentation d'un modèle mécanique autosuffisant fait totalement abstraction de l'environnement dans lequel cette même économie se déploie, avec ses intrants (ressources) et ses extrants (pollution et déchets), et niant de ce fait l'entropie, ou la dégradation irréversible de la matière.

Suite à ces observations, il est permis de comparer le schéma conceptuel de la décroissance avec celui des partisans de la croissance. Il s'agit là d'une représentation personnelle de l'auteur de ces lignes. On peut y déceler la voie théorique poursuivie par les objecteurs de croissance quant au refus du développement, aussi «durable» soit-il.

---

<sup>65</sup> Aries, Paul, *op. cit.*, p. 30.

<sup>66</sup> Cheynet, Vincent, *op. cit.*, p. 18.

<sup>67</sup> Georgescu-Roegen, Nicholas, *op. cit.*, p. 40.

Figure 1.1- Schéma conceptuel de la décroissance

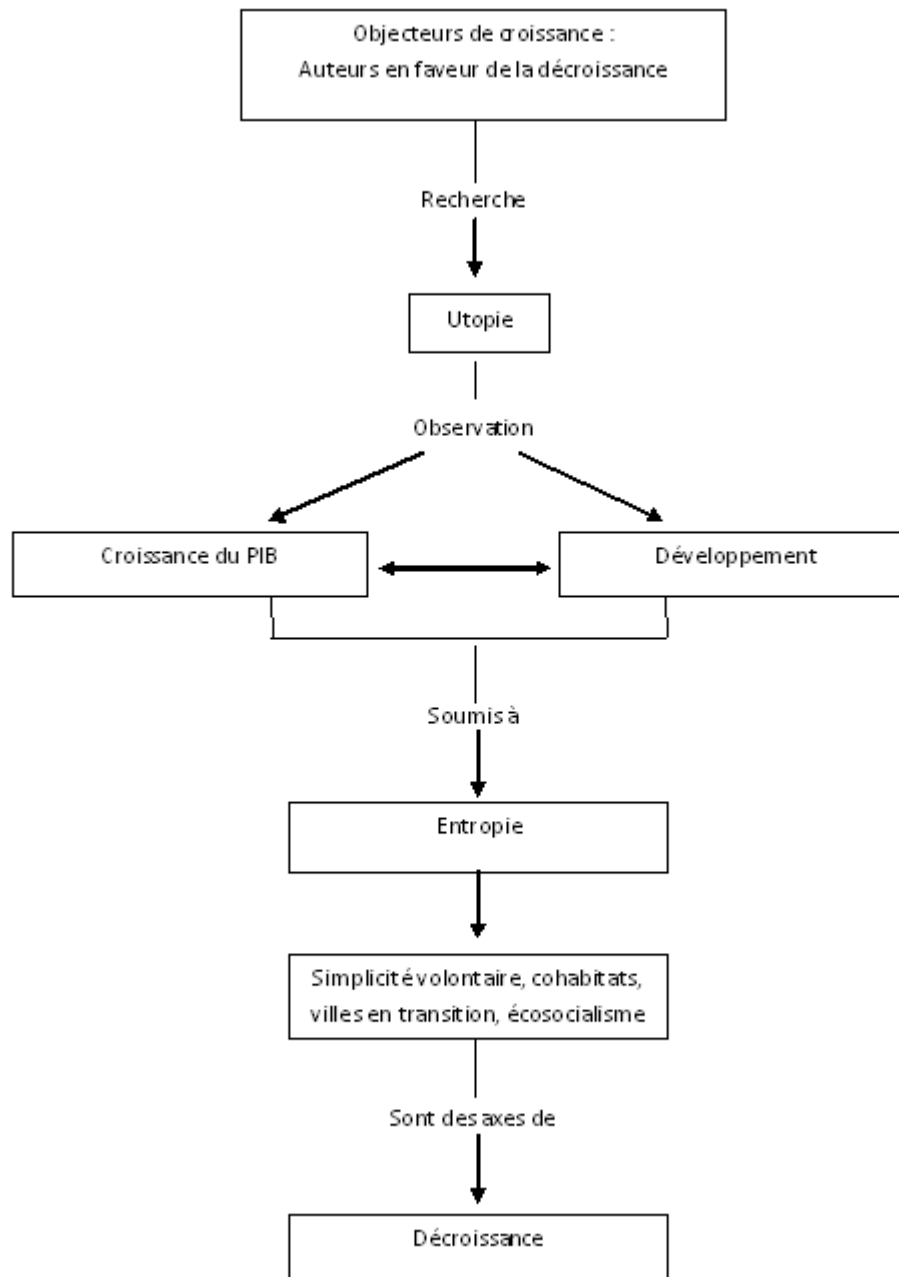
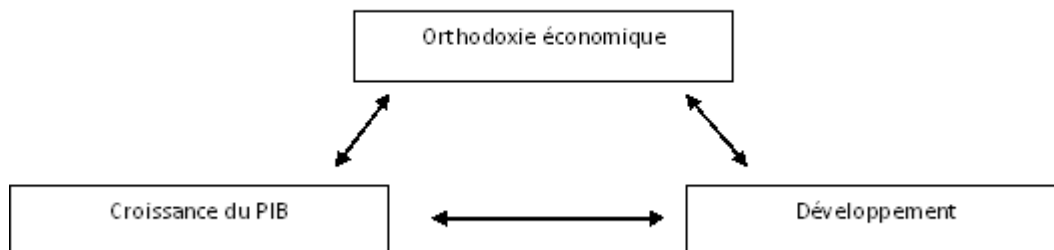


Figure 1.2- Schéma conceptuel de l'économie actuelle



En effet, ces auteurs considèrent que l'adjectif durable n'est qu'un appareil apposé au concept de développement, puisque dans les faits les politiques ont bien peu évolué dans l'objectif de rendre le développement conforme au principe de l'entropie, condition *sine qua non* à la pérennisation de la vie sur la planète. On constate, à la lecture du schéma représentant l'économie actuelle, que les concepts s'influencent et se renforcent mutuellement. Cette dynamique est aujourd'hui soutenue par le désir de rendre le développement «durable», ce qui fait l'objet du débat qui nous occupe ici. Si les objecteurs de croissance s'opposent au développement tel qu'il se poursuit à l'heure actuelle, c'est qu'ils remettent en cause l'aspect durable de celui-ci.

La cible des objecteurs de croissance est de replacer l'économie à sa juste place par rapport aux valeurs, soit un moyen, et non une fin en soi<sup>68</sup>. Dans le contexte actuel où la science économique règne en maître absolu, la «croissance» est comprise comme une augmentation du PIB. Il s'agit là d'une conception vieille de quatre siècles en Europe, époque où l'économie et le social ont entamé leur séparation<sup>69</sup>. Cette séparation, telle qu'étudiée par Polanyi, affecte les règles de notre société; l'économie n'est alors plus soumise au contrôle social, mais bien le

<sup>68</sup> Ibid., p. 22.

<sup>69</sup> Latouche, Serge, op. cit., p. 37.

contraire, la société se soumettant de bon gré aux lois du marché<sup>70</sup>. Il décrit ainsi le phénomène d'une économie soumise uniquement aux lois du marché : «On peut assurément dire d'un tel système, capable d'organiser la totalité de la vie économique sans aide ou intervention extérieure, qu'il est autorégulateur»<sup>71</sup>. Selon lui, la *Main invisible* devient le seul principe organisateur de l'économie pour la majeure partie du XIXe et le début du XXe siècle en occident. Dans son ouvrage *La Grande Transformation*, il constate la fin de ce régime de laissez-faire hérité du XIXe siècle, car trop malmené par la Grande Dépression. Un régime plus interventionniste prendra le relais à la suite des recommandations de Keynes (1936), qui préconisera une intervention ponctuelle de l'État dans le but de l'atteinte du plein-emploi.

Ce qui est paradoxal, c'est que les économistes inventent le concept de rareté qui sous-tend l'équilibre du marché, tout en se posant comme optimistes et pessimistes. L'optimisme vient de la croyance inébranlable que l'homme est le seul maître de la nature. Le pessimisme tient au fait que la disparition des biens communs qu'étaient les communaux propulse dans une inadmissible misère une masse de paysans prolétariés<sup>72</sup>. Pour Edgar Morin, les sociétés archaïques et traditionnelles étaient intégrées à la vie du cosmos, jusqu'à ce que les religions monothéistes disjoignent l'homme du monde animal en lui conférant le privilège ultime d'avoir été créé à l'image de Dieu; la résurrection annoncée par Paul cristallise cette croyance, puisque l'homme ne serait ainsi pas voué à la putréfaction au même titre que les animaux<sup>73</sup>. Descartes complète la disjonction, qui perdure aujourd'hui : pour lui, l'homme est l'unique sujet dans l'univers, car il est le seul à posséder une âme, ce qui en fait le «maître et possesseur de la

---

<sup>70</sup> Polanyi, Karl, *La Grande Transformation (1944)*, (trad. Catherine Malamoud), éd. Gallimard, Paris, 1983, p 87.

<sup>71</sup> Idem.

<sup>72</sup> Latouche, Serge, op. cit., p. 136.

<sup>73</sup> Morin, Edgar, op. cit. p. 80.

nature»<sup>74</sup>. Tout l'édifice de la croyance inébranlable dans les pouvoirs de l'économie vouée à la croissance éternelle repose sur la séparation de l'espèce humaine de son environnement; croyance qui justifie la poursuite de la croissance malgré ses effets destructeurs : marée noire, accidents nucléaires, désertification, extinction de nombreuses espèces, misère, exploitation.

Il est essentiel d'effectuer un bref retour à certaines bases philosophiques de l'économie politique, qui reprennent essentiellement la vision de Jean-Baptiste Say (1803), un des précurseurs du libre-échange au XIX<sup>e</sup> siècle. Celui-ci pose comme une évidence le caractère inépuisable des ressources naturelles, puisqu'obtenues gratuitement. Comme elles ne peuvent être ni multipliées ni épuisées, elles ne peuvent faire l'objet des sciences économiques<sup>75</sup>. Ce refus des limites n'est toutefois pas généralisé chez tous les économistes classiques, puisque John Stuart Mill posait comme problème l'inéluctabilité d'un «état stationnaire», inhérent à la logique économique. Il n'était pas le seul à abonder en ce sens. En effet, Adam Smith mentionne l'état stationnaire dans son œuvre maîtresse *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*. Considérant que la croissance était la source de toute richesse, il craint le jour où l'économie atteindra un point de basculement et où la croissance économique s'estompera, car freinée par la croissance de la population et une baisse des retours sur investissement<sup>76</sup>.

Il sera ensuite relayé par David Ricardo (1817), qui soutenait que les mécanismes économiques entrent en contradiction avec la pérennité de la croissance

---

<sup>74</sup> Idem.

<sup>75</sup> Cheynet, Vincent, op. cit., p. 17.

<sup>76</sup> Kerschner, Christian, «Economic de-growth vs. steady-state economy», *Journal of Cleaner Production*, Vol. 18, 2010, pp. 545.



économique, qui ne serait qu'un feu de paille<sup>77</sup>. Pour ces économistes classiques, l'état stationnaire doit être évité à tout prix. En ce sens, Malthus a également perçu les limites du modèle économique *via* la rareté de la terre. Il préconisait donc une croissance zéro de la population, afin d'élever son niveau de vie. Une population qui augmente, et qui contraint conséquemment à la mise en culture de terres moins productives, finit par appauvrir la société tout entière par le biais d'une augmentation de la rente foncière<sup>78</sup>. L'augmentation de la rente au-delà d'un certain seuil augmente le coût de la nourriture, ce qui favorise une hausse des salaires, donc réduit les profits, ce qui bloque les investissements productifs. La cause en est l'insuffisance de capitaux et de débouchés<sup>79</sup>.

À cette vision classique de l'état stationnaire que l'on pourrait qualifier de pessimiste, s'oppose la vision plus optimiste de Mill (1848), qui était convaincu que les humains seraient heureux de ne plus avoir à se battre pour survivre, et qu'il s'agirait même d'une avancée pour la vie sociale de son époque, que de vivre dans un état stationnaire<sup>80</sup>. Il résumait ainsi sa pensée :

(...) je ne suis pas enchanté de l'idéal de vie que nous présentent ceux qui croient que l'état normal de l'homme est de lutter sans fin pour se tirer d'affaire, que cette mêlée où l'on se foule aux pieds, où l'on se coudoie, où l'on s'écrase, où l'on se marche sur les talons et qui est le type de la société actuelle, soit la destinée la plus désirable pour l'humanité, au lieu d'être simplement une des phases désagréables du progrès industriel. »<sup>81</sup>

Cette conception a ainsi été perçue très différemment selon les auteurs. Si l'économie devait tendre vers un équilibre, qu'il soit désirable ou non, le recul historique nous permet de conclure qu'il n'en fut rien, à tout le moins pas depuis

---

<sup>77</sup> Clerc, Denis, «De l'état stationnaire à la décroissance : histoire d'un concept flou», *L'Économie Politique*, Vol. 22, Février 2004, p. 78.

<sup>78</sup> Ibid., p. 79.

<sup>79</sup> Idem.

<sup>80</sup> Kerschner, Christian, op. cit., p. 545.

<sup>81</sup> Stuart Mill John, « De l'état stationnaire », *Revue du MAUSS*, Vol. 37, janvier 2011, p. 421.

les deux siècles qui se sont écoulés. Si la rareté de la terre ou du charbon devait entraver la logique capitaliste en réduisant l'intérêt à investir, on reproche aujourd'hui à ces économistes classiques de ne pas avoir pris en compte la substituabilité des facteurs et l'apport de nouvelles technologies. L'abrogation des *Corn Laws* en 1846 permit l'importation de denrées alimentaires produites à l'étranger au Royaume-Uni, et l'introduction de nouvelles techniques agricoles plus productives a eu pour effet d'annuler l'effet de rente. De même, le pétrole remplaça graduellement le charbon comme source primaire d'énergie.

Lorsque le Club de Rome remit son rapport en 1972 qui préconisait une croissance zéro du PIB, on put lui opposer la même logique : l'épuisement d'une ressource ne signifie pas la fin de l'économie de marché, mais la recherche d'une ressource qui lui soit substituable. Au même titre que le pétrole a pris le dessus sur le charbon, il est possible de croire que la fin des ressources abondantes de ce combustible permettra le développement d'une alternative. Ce raisonnement est logique, et il serait ardu de prétendre qu'aucune ressource ne pourrait prendre le relais. Le principe d'entropie s'applique néanmoins; on ne peut substituer éternellement, d'autant plus que l'observation des phénomènes passés n'est pas forcément garante de l'avenir. Les terres cultivables sont en nombre limité sur Terre, de même que les ressources sont épuisables. Par exemple, il est possible de remplacer l'acier par l'aluminium comme composante principale d'une voiture, mais on ne peut échapper au processus d'extraction de ressources; substituer une ressource épuisable par une autre ne règle pas le problème de la finitude de la Terre. À cela s'ajoute le problème des externalités, soit la pollution engendrée par toute production d'énergie et par voie de conséquence de tout bien manufacturé.

La théorie économique est très claire sur ce point : lorsqu'une ressource se raréfie, son prix va augmenter jusqu'à ce qu'une alternative devenue plus rentable ne prenne le relais. Richard Heinberg considère qu'il sera impossible de remplacer

une source aussi abondante et bon marché que le pétrole. La raison en est fort simple. Le pétrole est obtenu presque gratuitement, car il a été produit par des millions d'années de dégradation naturelle, ne nécessitant aucun effort humain. Au contraire, l'éthanol par exemple nécessite un effort substantiel et un apport énergétique énorme pour produire le même résultat (culture, récolte, transport)<sup>82</sup>. Le constat est le même pour toutes les alternatives connues; on peut produire du pétrole à base de presque n'importe quel matériel organique, toutefois, c'est très coûteux. Et le processus en soi pourrait utiliser plus d'énergie que le résultat ne pourra en fournir<sup>83</sup>. Ainsi donc, la substitution peut se poursuivre indéfiniment, du moins en théorie, mais l'énergie qui en est produite est loin d'être aussi bon marché. Le problème est le même pour la voiture électrique, où un grave problème de stockage persiste malgré plus d'un siècle de recherches sur le sujet. Voilà ce qui amène Heinberg à conclure que les substituts au pétrole sont inférieurs en termes de performance économique, et donc ne pourront soutenir la croissance économique<sup>84</sup>.

On peut arguer également que l'économie mondiale connaît des crises périodiques, provoquant des pertes d'emplois considérables à chaque fois, ce qui accentue la misère et la paupérisation de milliers de chômeurs. Morin explique la crise de 2008 non pas comme l'unique conséquence de la bulle des crédits aux États-Unis, qui est elle-même causée par un appauvrissement des ménages désireux de conserver leur niveau de vie, mais plus globalement par une faillite de la régulation mondiale<sup>85</sup>. Il considère que «(...) le FMI a encouragé partout les dérégulations et il s'est d'abord occupé non de contrôler le capital financier,

---

<sup>82</sup> Heinberg, Richard, op. cit., p. 158.

<sup>83</sup> Ibid., p. 161.

<sup>84</sup> Idem.

<sup>85</sup> Morin, Edgar, op. cit., p. 103.

mais d'imposer la rigueur aux populations, et c'est tout récemment qu'il s'est converti à la relance économique.»<sup>86</sup>

Pour Jeff Rubin, économiste canadien, l'augmentation des prix de l'énergie n'est pas un symptôme de nos problèmes économiques, mais bien sa cause. Les prix élevés du pétrole auraient par conséquent causé la dernière récession<sup>87</sup>. Constat appuyé par Richard Douthwaite, économiste britannique, qui explique également la crise financière de 2008 par une incapacité des producteurs de pétrole à suffire à la demande mondiale en hausse<sup>88</sup>, puisqu'il devient de plus en plus ardu et coûteux d'extraire l'or noir à partir de sources non conventionnelles<sup>89</sup>. Par exemple, il est bien plus coûteux d'extraire le pétrole du schiste au Dakota du Nord que le pétrole léger d'Arabie Saoudite. Pour Leonardo Maugeri de la *Harvard Kennedy School*, il demeure profitable d'exploiter ce pétrole de schiste aussi longtemps que le prix se situera au-dessus des 65\$ le baril<sup>90</sup>. Son coût d'extraction est par conséquent bien plus élevé que le pétrole du Moyen-Orient, qui permettait de dégager des profits lorsque le prix se situait aux environs de 20\$ le baril au début du millénaire. De plus, Rubin soutient que «l'exploitation des sources d'énergie nécessaires pour faire tourner notre économie coûte de plus en plus cher, autant pour notre portefeuille que pour l'environnement»<sup>91</sup>. Ce n'est pas un hasard si l'exploitation pétrolière en eau profonde, les sables bitumineux et les gaz de schiste, autrefois considérés comme des alternatives trop coûteuses, sont rapidement devenus rentables. Heinberg ajoute que la croissance

---

<sup>86</sup> Idem.

<sup>87</sup> Rubin, Jeff, *La fin de la croissance*, Traduit de l'anglais par Rachel Martinez, Éditions Hurtubise, Montréal, 2012, p. 25. L'économiste fait un lien entre le prix du pétrole et les dernières crises économiques mondiales, arguant qu'il s'agit là d'une tendance lourde et difficilement réversible compte tenu de l'épuisement des puits de pétrole conventionnels.

<sup>88</sup> À ce sujet, voir le graphique de l'annexe B.

<sup>89</sup> Douthwaite, Richard, «Degrowth and the supply of money in an energy-scarce world», *Ecological Economics*, vol. 84, 2012, p. 1.

<sup>90</sup> Maugeri, Leonardo. «Oil: The Next Revolution», Discussion Paper, 2012, Vol.10, Belfer Center for Science and International Affairs, Harvard Kennedy School, Juin 2012, p.3.

<sup>91</sup> Ibid., p. 26.

économique nécessite plus de production industrielle, plus de commerce et donc plus de transport, tous des facteurs nécessitant plus d'énergie<sup>92</sup>. Cela signifie pour Heinberg que si l'offre d'énergie ne peut suivre la cadence et que l'énergie devient conséquemment plus coûteuse, la croissance économique vacillera et les systèmes financiers construits autour de la perspective d'une croissance perpétuelle vont s'écrouler<sup>93</sup>.

La mythification de la croissance, avec une contribution notable des médias de masse (une reprise de la croissance aux États-Unis est toujours accueillie avec un certain triomphalisme), masque un besoin insatiable de croissance; elle est nécessaire à la réalisation de la quadrature du cercle fiscal, en outre une croissance de 2% est nécessaire pour ne pas accroître, mais bien diminuer le chômage<sup>94</sup>. Certains pourraient objecter que la croissance économique crée de l'emploi, et que le chômage devrait par conséquent diminuer *de facto*. Ce à quoi Nicolas Ridoux rétorque : « (...) entre 1978 et 2005, le PIB en France a connu une croissance de plus de 80%. Dans le même temps, le chômage n'a pas diminué, mais il a doublé, passant de 5% à 10%<sup>95</sup>. En outre, le crédit est un élément primordial du système économique. Or, la relation de crédit avec intérêts se base sur la présomption même que la croissance permettra de rembourser capital et intérêts. Cela pousse chaque débiteur, au premier chef les administrations publiques, à espérer une croissance pour arriver à payer ses dettes.

De plus, Cheynet soutient que les médias dominants sont financés en grande partie par la publicité, qui est au service d'un modèle d'entreprise – soit la multinationale – aux dépens d'une autre forme économique, à savoir les petites entreprises de proximité, coopératives, artisanat; McDonald's profite d'une

---

<sup>92</sup> Heinberg, Richard, op. cit., p. 16.

<sup>93</sup> Idem.

<sup>94</sup> Latouche, Serge, op. cit., p. 40.

<sup>95</sup> Cité par Cheynet, Vincent, op. cit., p.83.

publicité que le petit restaurateur de quartier ne peut se permettre<sup>96</sup>. Il apparaît par conséquent indéniable que ces mêmes médias se font les promoteurs et ardents défenseurs du modèle économique qui les finance<sup>97</sup>.

La décroissance proposée n'est pas celle de tout pour tous. Il s'agit d'abord de décroître dans les économies trop croissantes du Nord, afin de laisser une place au Sud pour améliorer ses conditions de vie. Cette logique de partage plus équitable des ressources finies de la planète s'inscrit dans une perspective humaniste. Aries rapporte l'estimation selon laquelle la production mondiale de denrées serait excédentaire de 23% par rapport aux besoins; la rareté n'est donc qu'un mauvais partage accompagné d'un mésusage où les biens inutiles inaptes à satisfaire les vrais besoins<sup>98</sup> nous sont vendus à grand renfort de publicité. Proposer la décroissance au Bangladesh serait plutôt ridicule...

Pour calculer la croissance de l'économie, le PIB est la mesure la plus unanimement utilisée. Il mesure le niveau d'activité économique sur un territoire précis et pour une période donnée<sup>99</sup>. Le PIB est une mesure de la production du marché, Stiglitz considère qu'il est toutefois fréquemment interprété comme un indicateur du bien-être économique<sup>100</sup>. De nombreux auteurs ont exposé les limites de cet indicateur qui se veut universel, analyse unanimement appuyée par les objecteurs de croissance. Pour Renaud Gignac :

---

<sup>96</sup> Cheynet, Vincent, op. cit., p. 85.

<sup>97</sup> Idem.

<sup>98</sup> Aries, Paul, op. cit., p. 181.

<sup>99</sup> Gignac, Renaud, et Hurteau, Philippe, «Mesurer le progrès social : vers des alternatives au PIB», *Institut de recherches et d'informations socio-économiques*, 31 août 2011, [En ligne]. Disponible au : <http://www.iris-recherche.qc.ca/blogue/qu%E2%80%99est-ce-que-le-pib> [Consulté le 2 décembre 2012], p. 3.

<sup>100</sup> Stiglitz, Joseph E., et al., «Report by the Commission on the Measurement of Economic Performance and Social Progress», rapport rendu public le 14 septembre 2009 [En ligne]. Disponible au : <http://www.stiglitz-sen-fitoussi.fr/en/index.htm>, [consulté le 4 décembre 2012], p. 21.

Le PIB comptabilise toutes les formes d'activité économique, sans établir de distinction entre celles qui apportent de réels bénéfices au plan social et celles qui sont neutres, voire nuisibles. De plus, le PIB omet de prendre en compte plusieurs composantes essentielles du bien-être humain, tels le temps de loisir, la santé physique et mentale, l'accessibilité des logements, la qualité des liens sociaux ou encore la vie démocratique. Le PIB ne dit rien non plus sur la répartition des revenus, sur l'épuisement des ressources naturelles ou encore sur la contribution de l'économie à l'aggravation des changements climatiques. Un niveau de PIB élevé n'est donc clairement pas un gage de progrès social.<sup>101</sup>

Au demeurant, le PIB ne peut prendre en considération toutes les activités qui ne sont pas comptabilisées par une transaction financière. Sont donc écartés d'emblée tous les actes de bienfaisance, le travail fait à la maison ou bénévolement, pour ne citer que ceux-là. Également, certains secteurs sont difficilement mesurables : la santé, l'éducation, la recherche et la finance ne peuvent être que partiellement appréhendées<sup>102</sup>. À l'opposé, la pollution occasionnée par la production industrielle ne pourra être soustraite lors du calcul du PIB. Par ailleurs, comment peut-on mettre un prix sur la qualité de l'air frais, une eau pure ou bien du temps libre? Ce sont pourtant des facteurs contribuant au bien-être. De plus, le PIB rend uniquement compte du revenu provenant chaque année de l'exploitation des ressources naturelles, sans fournir d'indication relative aux réserves de ces mêmes richesses. En ce sens, on affirme que le PIB est un indicateur de *flux*, à l'opposé d'un indicateur de *stock*, comme si le tableau de bord d'une voiture ne comportait qu'un indicateur de vitesse, sans aucune jauge d'essence<sup>103</sup>.

Enfin, compter pour positif tout accroissement du PIB, c'est faire abstraction des dépenses de réparation inhérentes aux tempêtes, aux catastrophes naturelles ou

---

<sup>101</sup> Gignac, Renaud, et Hurteau, Philippe, op.cit., p. 2.

<sup>102</sup> Stiglitz, Joseph E., et al., op. cit., p. 21.

<sup>103</sup> Gignac, Renaud, et Hurteau, Philippe, op.cit., p. 5.

aux accidents. En effet, le meilleur exemple est représenté par les dépenses liées aux réparations à effectuer suite à une catastrophe naturelle; c'est ainsi que la tempête de décembre 1999 en France aurait contribué à augmenter le PIB français de 1,2%<sup>104</sup>. Suite aux catastrophes, certains économistes n'hésitent pas à jubiler face aux dépenses encourues, sans se soucier le moins du monde des victimes ou des émotions de leurs proches. Conséquemment, le PIB indique (partiellement et imparfaitement) la santé de l'économie, mais aucunement la santé et le bien-être des citoyens. On considère de valeur égale les dépenses pour éduquer la jeunesse et pour reconstruire une école détruite par le feu, si l'on s'en tient à observer l'accroissement du PIB.

Certes, lorsque les comptes nationaux sont attaqués sur ces questions, ils déclarent que le PIB ne mesure pas le bien-être, que ce n'est pas sa raison d'être. Il n'en demeure pas moins que tout est fait pour le faire croire au public. «Dans les jeux olympiques de la croissance, le palmarès des PIB par tête est présenté, aussi bien par les hommes politiques que les médias, comme le résultat de la course mondiale au bien-être, sinon au bonheur.»<sup>105</sup> Plusieurs indicateurs alternatifs ont fait leur apparition ces dernières années, avec l'objectif de corriger les imperfections du PIB. De ceux-ci, l'Indice de Développement Humain (IDH) est le plus populaire. Les objecteurs de croissance demeurent sceptiques quant à leur véritable utilité, bien qu'on ne rejette pas d'emblée toute valeur explicative; Latouche apprécie leur rôle critique. Il est toutefois sceptique quant à la possibilité de quantifier et mesurer le bonheur<sup>106</sup>. Il serait donc difficile de bâtir une *autre* société en se basant uniquement sur les indicateurs de bien-être, malgré toute la bonne volonté des chercheurs qui les ont développés.

---

<sup>104</sup> Latouche, Serge, op. cit., p. 71.

<sup>105</sup> Ibid., p. 69.

<sup>106</sup> Ibid., p. 85.



Un autre constat frappant des objecteurs de croissance est l'inégalité générée par le système actuel. En effet, Hervé Kempf calcule que 20% des êtres humains s'accaparent à eux seuls 86% des ressources naturelles de la planète<sup>107</sup>. Dans un monde limité, la surconsommation de certains privilégiés ne peut se faire qu'au détriment des autres<sup>108</sup>. Sur ce point, William Rees fournit un exemple éloquent. Il estime que les Pays-Bas doivent importer un territoire équivalent à 100 000 km<sup>2</sup> uniquement pour la nourriture, en provenance principalement des pays du Sud<sup>109</sup>. Selon Paul Aries : «La croissance est devenue une machine à produire des inégalités sociales. En 1960, l'écart entre les 20% les plus riches et les 20% les plus pauvres était de 1 à 30; il est aujourd'hui de 1 à 80; 54 pays sont plus pauvres qu'en 1990 [...]»<sup>110</sup>. Cet accroissement des inégalités peut être explicité par nombre d'exemples qui remettent en cause le concept de développement durable. Il devient évident lorsqu'on observe l'évolution du PIB mondial, multiplié par sept en cinquante ans, que le développement aurait dû mener à une disparition de la pauvreté chronique.

Amartya Sen s'est penché sur la problématique du développement inégal inhérent à la croissance rapide du PIB en Inde, en comparant plusieurs indicateurs. Il en conclut que lorsque le gouvernement n'intervient pas sous la forme d'investissement dans les services sociaux, principalement en santé et en éducation, il est possible d'assister à une croissance économique rapide et en même temps à une chute relative face aux pays voisins en ce qui a trait aux indicateurs de développement humain<sup>111</sup>. Bien qu'il considère que la croissance puisse avoir des effets considérables sur l'élévation du niveau de vie, elle doit

---

<sup>107</sup> Pour approfondir la question de l'inégale distribution des richesses, voir Kempf, Hervé, *Comment les riches détruisent la planète*, Éditions du Seuil, Paris, 2007, cité par Latouche, Serge, op. cit., p. 12.

<sup>108</sup> Cheynet, Vincent, op. cit., p. 25.

<sup>109</sup> Citation tirée de Latouche, Serge, op. cit., p.43; Cité initialement par Gadrey, Jean, et Jany-Catrice, Florence, *Les nouveaux indicateurs de richesse*, La Découverte, Paris, 2005, p.72.

<sup>110</sup> Aries, Paul, op. cit., p. 53.

<sup>111</sup> Sen, Amartya, et Drèze, Jean, «Putting growth in its place», *Outlook*, 14 novembre 2011, p.2.

toutefois être accompagnée de politiques publiques adéquates permettant de faire profiter tous les citoyens de cette expansion économique; c'est ce qu'il a appelé le développement par la «croissance sous médiation» (*«growth-mediated»*)<sup>112</sup>. Faute de médiation adéquate, l'Inde a par conséquent reculé par rapport à presque tous les pays voisins en ce qui a trait aux données de base sur le développement, malgré une fulgurante progression du PIB (environ 5% par année entre 1990 et 2010)<sup>113</sup>. Cette dichotomie est bien visible dans le tableau qui suit. On peut voir que malgré une amélioration dans tous les domaines liés à la santé et à l'éducation, le pays a essuyé une glissade relative et se situe maintenant dans le peloton de queue, terminant même bon dernier dans certains domaines. Il est par ailleurs intéressant de noter que les pays considérés pour cette évaluation, tous des pays asiatiques, ne sont pas de grandes puissances développées au sens propre du mot (les pays membres de l'OCDE). Cette comparaison s'effectue ainsi face à des pays comparables et de la même région.

---

<sup>112</sup> Idem.

<sup>113</sup> Ibid., p.3

Tableau 1.1- Indicateurs sociaux de l'Inde entre 1990 et 2010



**Le glissement des indicateurs sociaux de l'Inde en comparaison avec les pays voisins**

|  |                   | Asie du Sud |            |           |           |           |            |            |
|--|-------------------|-------------|------------|-----------|-----------|-----------|------------|------------|
|  |                   | Inde        | Bangladesh | Bhoutan   | Népal     | Pakistan  | Sri Lanka  | Chine      |
| RNB par habitant<br>(PPA, \$ int. courants)                | 1990*             | 877 (4e)    | 543 (6e)   | 1280 (2e) | 513 (7e)  | 1210 (3e) | 1420 (1er) | 813 (5e)   |
|  | 2010              | 3560 (4e)   | 1800 (6e)  | 4950 (3e) | 1200 (7e) | 2780 (5e) | 4980 (2e)  | 7570 (1er) |
| Espérance de vie à la<br>naissance (années)                | 1990              | 58 (4e)     | 54 (5e)    | 52 (6e)   | 54 (5e)   | 61 (3e)   | 69 (1er)   | 68 (2e)    |
|  | 2010              | 64 (4e)     | 67 (3e)    | 67 (3e)   | 67 (3e)   | 67 (3e)   | 74 (1er)   | 73 (2e)    |
| Taux de mortalité infantile<br>(par millier de naissances) | 1990*             | 81 (3e)     | 99 (6e)    | 96 (4e)   | 97 (5e)   | 96 (4e)   | 26 (1er)   | 38 (2e)    |
|  | 2010              | 48 (6e)     | 38 (3e)    | 44 (5e)   | 41 (4e)   | 70 (7e)   | 14 (1er)   | 16 (2e)    |
| Mortalité-5 ans et moins                                   | 1990*             | 115 (3e)    | 143 (7e)   | 139 (5e)  | 141 (6e)  | 124 (4e)  | 32 (1er)   | 48 (2e)    |
|  | 2010              | 63 (6e)     | 48 (3e)    | 56 (5e)   | 50 (4e)   | 87 (7e)   | 17 (1er)   | 18 (2e)    |
| Ratio de mortalité<br>maternelle                           | 1990              | 570 (4e)    | 870 (5e)   | 940 (6e)  | 870 (5e)  | 490 (3e)  | 91 (1er)   | 110 (2e)   |
|  | 2008              | 230 (4e)    | 340 (6e)   | 200 (3e)  | 380 (7e)  | 260 (5e)  | 39 (2e)    | 38 (1er)   |
| Taux de fertilité total<br>(nb enfants par femme)          | 1990*             | 3,9 (5e)    | 4,5 (4e)   | 5,7 (2e)  | 5,2 (3e)  | 6 (1er)   | 2,5 (6e)   | 2,3 (7e)   |
|  | 2009              | 2,7 (3e)    | 2,3 (5e)   | 2,5 (4e)  | 2,8 (2e)  | 3,5 (1er) | 2,3 (5e)   | 1,6 (6e)   |
| Accès aux installations<br>sanitaires (%)                  | 1990              | 18 (5e)     | 39 (3e)    | n/d       | 11 (6e)   | 28 (4e)   | 70 (1er)   | 41 (2e)    |
|  | 2008              | 31 (6e)     | 53 (4e)    | 65 (2e)   | 31 (6e)   | 45 (5e)   | 91 (1er)   | 55 (3e)    |
| Immunisation infantile<br>(vaccin DTP, %)                  | 1990*             | 59 (5e)     | 64 (4e)    | 88 (2e)   | 44 (7e)   | 48 (6e)   | 86 (3e)    | 95 (1er)   |
|  | 2008*             | 66 (6e)     | 94 (3e)    | 96 (2e)   | 82 (4e)   | 80 (5e)   | 98 (1er)   | 96 (2e)    |
| Immunisation infantile<br>(vaccin rougeole, %)             | 1990*             | 47 (7e)     | 62 (4e)    | 87 (2e)   | 57 (5e)   | 50 (6e)   | 78 (3e)    | 95 (1er)   |
|  | 2008*             | 71 (6e)     | 98 (1er)   | 97 (2e)   | 80 (5e)   | 82 (4e)   | 97 (2e)    | 94 (3e)    |
| Années de scolarisation<br>moyennes                        | 1990              | 3 (3e)      | 2,9 (4e)   | n/d       | 2 (6e)    | 2,3 (5e)  | 6,9 (1er)  | 4,9 (2e)   |
|  | 2010              | 4,4 (5e)    | 4,8 (4e)   | n/d       | 3,2 (6e)  | 4,9 (3e)  | 8,2 (1er)  | 7,6 (2e)   |
| Taux d'alphabétisation,<br>femmes 15-24 ans (%)            | 1991 <sup>a</sup> | 49 (3e)     | 38 (4e)    | n/d       | 33 (5e)   | n/d       | 93 (1er)   | 91 (2e)    |
|  | 2009 <sup>b</sup> | 74 (3e)     | 77 (2e)    | 68 (4e)   | 77 (2e)   | 61 (5e)   | 99 (1er)   | 99 (1er)   |
| Proportion (%) d'enfants en<br>situation de malnutrition   | 1990 <sup>c</sup> | 59,5 (5e)   | 61,5 (6e)  | 34 (3e)   | n/d       | 39 (4e)   | 29 (2e)    | 13 (1er)   |
|  | 2010 <sup>d</sup> | 43,5 (6e)   | 41,3 (5e)  | 12 (2e)   | 38,8 (4e) | n/d       | 21,6 (3e)  | 4,5 (1er)  |

\*Moyenne de trois ans autour de l'année de référence (1989-1991 lorsque l'année de référence est 1990). \*1990 pour la Chine, il s'agit d'une interpolation entre les figures de 1981 et 2001. \*2006 pour l'Inde, 2005 pour le Bhoutan, 2008 pour le Pakistan et le Sri Lanka, 2009 pour les autres pays (derniers estimés de la Banque Mondiale). \*1988 pour le Bhoutan, 1991 pour le Pakistan, 1987 pour le Sri Lanka. \*2005 pour la Chine, 2006 pour l'Inde et le Népal, 2007 pour le Bangladesh, 2008 pour le Bhoutan, 2009 pour le Sri Lanka (derniers estimés de la Banque Mondiale).

Sources: Années de scolarisation moyennes et espérance de vie du Rapport sur le Développement Humain 2010, en ligne (<http://hdr.undp.org>); autres indicateurs du *World Development Indicators*, en ligne ([www.data.worldbank.org](http://www.data.worldbank.org)). Quelques données spécifiques à certains pays pour 1990 sont sujettes à une marge d'erreur significative; l'objectif est de démontrer des tendances plutôt que des chiffres exacts.

Source : Sen, Amartya, et Drèze, Jean, «Putting growth in its place», *Outlook*, 14 novembre 2011, pp. 14-15.

Les auteurs qui prônent le développement durable considèrent indéniable le pouvoir de la croissance du PIB afin d'éliminer la pauvreté, voilà pourquoi ils s'opposent à la décroissance. Pour Serge Latouche, le développement durable est un oxymore, un procédé rhétorique juxtaposant deux mots antinomiques, comme «obscur clarté», et dont se servent les technocrates pour nous convaincre de l'impossible, telles une «guerre propre», une «mondialisation à visage humain», etc.<sup>114</sup> Cela permet de justifier la perpétuation du pillage du patrimoine de ressources naturelles limité allié à une pollution en constante augmentation, *via* un discours sur l'aspect «durable» du concept de développement, qui est sensé apporter le bien-être aux populations exploitées.

L'idée n'est pas de refuser les bienfaits du développement aux pays pauvres; il est seulement contradictoire d'en faire la promotion dans sa forme actuelle qui ne respecte aucunement les limites de la biosphère, en plus d'avoir des effets contestables, comme nous venons de le voir dans le cas de l'Inde. Les débats autour du concept de développement seront développés plus longuement dans le troisième chapitre, car il s'agit d'une pomme de discorde importante. Enfin, l'inégale répartition de la richesse est aisément saisissable lorsqu'on conçoit que les vaches européennes reçoivent 2 euros par jour en subvention, donc plus que le salaire de 2,7 milliards d'êtres humains sur la planète<sup>115</sup>.

Ces observations pourraient nous mener sur la pente dangereuse de la réduction de la population, telle que préconisée par Malthus, par l'entremise d'une réduction de la natalité chez les pauvres<sup>116</sup>. Comme nous l'avons mentionné plus haut, la décroissance découle d'un humanisme qui ne saurait sombrer dans de telles résolutions, néanmoins cette question épineuse demeure à expliciter dans la

---

<sup>114</sup> Ibid., p. 114.

<sup>115</sup> Latouche, Serge, op.cit., p. 55.

<sup>116</sup> Cheynet, Vincent, op. cit., p. 126.

littérature décroissante. Or, la surpopulation est un problème bien réel<sup>117</sup> qui ne peut que s'aggraver, surtout si on en croit les prévisions démographiques de l'ONU<sup>118</sup>. Ce débat est piégé par essence, voilà pourquoi il est primordial de placer les valeurs avant toute analyse; en dernière instance il n'y a pas trop d'humains, mais trop d'automobilistes sur Terre<sup>119</sup>, selon la formule de Vincent Cheynet. Pour Latouche, une décroissance démographique en douceur est concevable, comme l'illustre l'exemple italien<sup>120</sup>, japonais ou russe.

Somme toute, la décroissance ne constitue pas à l'heure actuelle un autre modèle économique. Le projet n'est pas au sens propre de constituer une bio-économie, entendue comme une économie intégrant l'écologie, mais bien de sortir de l'économisme et par conséquent de replacer l'économie en second plan par rapport aux autres dimensions; elle doit redevenir un moyen et non une fin en soi, affirment Paul Aries et Vincent Cheynet<sup>121</sup>. Pour ce faire, il est primordial de rompre avec le paradigme selon lequel la nature est à notre service et existe uniquement afin de satisfaire les besoins de l'homme<sup>122</sup>. Latouche esquisse brièvement les contours de ce que pourrait être une politique de décroissance. Or, il note que le simple ralentissement de la croissance du PIB que pourrait recouvrir une telle politique masquerait en fait des régressions plus ou moins fortes au niveau microéconomique d'activités nocives, avec au premier chef le nucléaire et l'automobile, une croissance zéro des activités utiles comme l'alimentation,

---

<sup>117</sup> À ce sujet, voir Castoriadis, Cornelius, *Une société à la dérive, Entretiens et débats*, 1974-1997, Éditions du Seuil, Paris, 2005.

<sup>118</sup> L'ONU estimait en 2012 que la population mondiale devrait se situer à environ 9,3 milliards d'êtres humains vers 2050, si la baisse de la natalité se poursuit au même rythme. Pour plus d'informations, voir le rapport sur le site web de l'ONU : [http://esa.un.org/unpd/wpp/Documentation/pdf/WPP2010\\_Volume-I\\_Comprehensive-Tables.pdf](http://esa.un.org/unpd/wpp/Documentation/pdf/WPP2010_Volume-I_Comprehensive-Tables.pdf), [consulté le 3 décembre 2012], p. XVI.

<sup>119</sup> Cheynet, Vincent, op.cit., p. 127.

<sup>120</sup> Latouche, Serge, op.cit., p. 145.

<sup>121</sup> Cheynet, Vincent, op. cit., p. 22, et Aries, Paul, op. Cit., p.162.

<sup>122</sup> Aries, Paul, op. Cit., p.219.

l'habillement et le logement, ainsi qu'une croissance de la production de biens relationnels marchands et non marchands<sup>123</sup>.

Finalement, on émet des réserves quant à l'efficacité de mesures de taxation afin de réduire les émissions. Selon Aries, les inégalités sociales sont un frein majeur rendant vaines de telles mesures : taxer davantage le carbone aura à son avis pour effet de vider les rues des voitures des pauvres afin que les riches circulent plus librement ou de «permettre aux mêmes obèses de partir à Noël aux Antilles pendant que les pauvres auraient froid dans des appartements mal isolés, mal chauffés, loin des centres-villes. L'expérience des péages urbains prouve que c'est bien là leur premier effet.»<sup>124</sup>

### 1.3 ASPECTS SOCIAUX DE LA CRITIQUE DE LA CROISSANCE

Les théoriciens de la décroissance lient la prépondérance de l'économie dans le social aux maux actuels de la société occidentale, dont le dogme de la croissance ne peut en aucun cas être remis en cause. Cette critique s'articule autour de trois axes importants, qui ne seront qu'effleurés ici<sup>125</sup> : l'absence de limites, l'utilitarisme prônant le bonheur par la consommation, et la croyance aveugle dans le progrès et son effet émancipateur.

Latouche conçoit trois raisons pour lesquelles la société de croissance n'est pas souhaitable, à savoir l'augmentation des inégalités et des injustices, parce qu'elle crée un bien-être chimérique, et qu'elle ne constitue pas pour les «nantis» une

---

<sup>123</sup> Latouche, Serge, op. cit., p.34.

<sup>124</sup> Aries, Paul, op. Cit., p.111.

<sup>125</sup> Il ne s'agit pas de fournir une analyse exhaustive mais bien de présenter la décroissance et ses multiples aspects, dont la prédominance de la critique économique est représentée par l'espace qui lui a été accordé.

société conviviale, mais bien une «antisociété» malade de sa propre richesse.<sup>126</sup>

Freitag, quant à lui, résume à merveille les maux inhérents à la voie empruntée jusqu'ici en Occident :

(...)en vue de la généralisation du bonheur qu'il promettait, ce «développement» a déjà coûté, en le prenant au pire, un accroissement de l'injustice, de la misère, de l'exploitation, de la spoliation, des guerres, de la destruction des solidarités sociales, et ceci à une échelle beaucoup plus vaste que toutes les misères d'antan ; il a aussi déjà entraîné un bouleversement majeur de toute la biosphère, dont nous commençons seulement à mesurer l'ampleur et les conséquences ; mais, par-dessus tout peut-être, il a également conduit à une perte du sens qui nourrissait symboliquement les diverses manières (culturelles, religieuses, politiques) de « vivre ensemble » auxquelles les êtres humains pouvaient se rapporter pour inscrire leur vie singulière dans un sens et un monde communs. Les réels progrès qu'il a apportés à ceux qui ont pu en profiter ont été payés très cher par le plus grand nombre, matériellement, culturellement, politiquement.<sup>127</sup>

La décroissance se veut positive, aussi les auteurs qui s'en font les défenseurs auraient la même posture même si on ne se trouvait pas face à une crise écologique imminente. Cela les amène à refuser la société de compétition, où le rejet de toutes limites expliquerait l'effondrement social, impliquant la consommation record d'antidépresseurs en France<sup>128</sup>, l'augmentation de la violence sous diverses formes, etc. La demande de limites est inacceptable par l'idéologie de la consommation, encore une fois confortée dans sa position par Jean-Baptiste Say, qui soutenait que le bonheur est proportionnel au nombre de biens consommés<sup>129</sup>. «Pour lutter contre l'épidémie d'obésité, des médecins et des parents ont demandé que des députés légifèrent pour protéger les enfants des

---

<sup>126</sup> Latouche, Serge, op.cit., p. 53.

<sup>127</sup> Freitag, Michel, op. cit., p. 11.

<sup>128</sup> Latouche, Serge, op.cit., p. 60.

<sup>129</sup> Ibid., p. 61.

publicités. Aussitôt, dans le quotidien *Libération*, un «chercheur» s'insurge en y décelant une forme de «paternalisme», pour ne pas dire de fascisme.»<sup>130</sup>

Aries considère qu'il est nécessaire aujourd'hui de réaffirmer nos systèmes de valeurs, au moyen d'une hiérarchisation. Bien que figurant toujours au fronton de nos mairies, les valeurs de nos sociétés sont mortes, à défaut d'enfanter du réel<sup>131</sup>. Cheynet ajoute que le refus actuel de la société de se poser des balises constitue un grand risque d'engendrer un système autoritaire. Par contre, quand la loi défend le bien commun, elle est la pierre d'assise sur laquelle repose la civilisation<sup>132</sup>. Il dénonce en outre la destruction des lois -et par conséquent des limites- par la société de croissance, pour les limiter à la protection des biens privés. L'ultralibéralisme, qui refuse la majorité des limites politiques, ne serait alors à son avis que la conséquence de l'idéologie de croissance<sup>133</sup>.

Au demeurant, on nous présente le bonheur comme une interminable marche en avant du désir d'un objet à l'autre, et dont la saisie du premier ne constituant que le chemin menant au second<sup>134</sup>. Émile Durkheim conteste ce présupposé utilitariste de la félicité en tant que somme de jouissances égoïstes liées à la consommation. Il considère que cela constitue le chemin le plus sûr vers l'anomie, donc au dysfonctionnement social et au suicide. «Selon l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé), le nombre annuel de morts par suicide atteint presque le million à l'échelle mondiale, loin devant les homicides (500 000) et les victimes des guerres (250 000).»<sup>135</sup> En ce sens, les objecteurs de croissance estiment fondamental de protéger la société contre la publicité qui entretient cette illusion

---

<sup>130</sup> Cheynet, Vincent, op. cit., p. 95.

<sup>131</sup> Aries, Paul, op. cit., p. 248.

<sup>132</sup> Cheynet, Vincent, op. cit., p. 95.

<sup>133</sup> Idem.

<sup>134</sup> Latouche, Serge, op.cit., p. 61.

<sup>135</sup> Idem.



que le bonheur serait dans la consommation et la possession. Par ailleurs, ils souhaitent créer une rupture avec l'individu atomisé qui fut créé pour satisfaire les besoins de la société économique. En ce sens, le slogan de la décroissance (plus de liens, moins de biens), recouvre bien cet objectif.

L'objection de croissance estime effectivement que l'humanité va devoir apprendre à redevenir économe, toutefois la signification de cette économie diffère de la conception habituelle. La sobriété est simplement l'opposé de la société de gaspillage, c'est-à-dire d'une société dont les fondements reposent sur une satisfaction décomplexée, sur la jouissance du consommateur indûment hédoniste<sup>136</sup>. Cela ne signifie en aucun cas de basculer d'une posture de consommateurs maladifs à celle de puritains, de chastes ou de commissaires politiques. Pour Cheynet, «faire prévaloir le sens sur la jouissance n'est pas la négation de cette dernière, bien au contraire. Pour ne pas sombrer dans cet écueil, toute société se doit d'avoir pour objectif la culture de la vertu des individus qui la composent.»<sup>137</sup>

De plus, le refus de voir le progrès comme l'unique salut de l'humanité représente une posture controversée dans le monde moderne. Bien des commentateurs ont exprimé un certain rejet de la notion même de décroissance, arguant que l'objectif était de nous ramener à l'âge de pierre. Ce rejet du progrès ne doit toutefois en aucun cas être interprété de la sorte, ce qui est plus intelligible lorsqu'on passe par la généalogie du concept de progrès depuis les Lumières. Désignant d'abord un progrès intellectuel et moral au XVIII<sup>e</sup> siècle, le sens évolua vers celui des sciences et de la technique, supposé apporter de lui-même l'émancipation de l'homme<sup>138</sup>. Flipo estime par ailleurs que le «progrès»,

---

<sup>136</sup> Aries, Paul, op. cit., p. 191.

<sup>137</sup> Cheynet, Vincent, op. cit., p. 101.

<sup>138</sup> Ibid., p. 185.

tel que défini par «l'avancée de la technologie» représente un trait culturel distinguant la société occidentale, et n'est par conséquent pas à l'extérieur de celle-ci comme une sorte de destin qui échapperait à notre contrôle<sup>139</sup>.

L'essentiel du rejet des objecteurs de croissance se situe autour de cette conception unidimensionnelle et unilatérale du progrès, conception découlant d'une vision téléologique de l'histoire où le progrès ne constitue que le développement des forces économiques productives, niant de ce fait le caractère improductif de certains biens et services<sup>140</sup>. Par surcroît, la technique et la recherche se trouvent désormais soumises aux impératifs économiques, dont les orientations n'ont rien de neutre ou de généreux<sup>141</sup>. En clair, ce n'est pas parce que le clonage peut être fait qu'il est souhaitable. Il en va de même de nombreuses inventions humaines avec au premier plan la bombe nucléaire. Cet abandon de la foi aveugle dans le pouvoir inaliénable du progrès procède de la même logique que la croissance, deux idéologies de la société contemporaine, et qui se renforcent l'une l'autre. Pour Cheynet, il s'agit même d'un fondamentalisme, car tous sans exception, fondamentalisme religieux, politique ou scientifique, considèrent leurs adversaires non pas comme de légitimes interlocuteurs, mais bien tels des incarnations du Mal, des ennemis qu'il faut abattre<sup>142</sup>.

À ce sujet, il est utile de prendre ici en compte l'avertissement de Gencer. Il existe en effet un risque de récupération de cette critique de la modernité par la

---

<sup>139</sup> Flipo, Fabrice, «Le développement durable est-il l'avenir de la démocratie ?», *Revue du MAUSS*, Vol. 26, Février 2005, p. 295. Voir aussi Latouche, Serge, *Petit traité de la décroissance sereine*, Mille et une nuits, Librairie Arthème Fayard, Paris, 2007, p.298.

<sup>140</sup> Flipo Fabrice, « Capitalisme, anticapitalisme et antiproduktivisme, Commentaire sur le texte de J.-M. Harribey », *Revue du MAUSS*, Vol. 29, Janvier 2007, p. 236.

<sup>141</sup> Latouche, Serge, op.cit., p. 188.

<sup>142</sup> Cheynet, Vincent, op. cit., p. 180.

droite pour en faire des conceptions conservatrices<sup>143</sup>, voire malthusiennes. Cheynet considère qu'il existe un grand risque que la décroissance soit comprise en ce sens, non comme une ouverture, mais bien comme le souhait de revenir en arrière. Cela s'explique à son avis par une autre dérive selon laquelle tout ce qui provient du passé est mauvais, alors que l'avenir serait incontestablement radieux<sup>144</sup>. Cependant, une autre définition du progrès demeure, celle de l'émancipation face au religieux; ce mot piège a amorcé un retournement en incorporant émancipation et foi dans la technoscience. «La rhétorique dominante use et abuse de cette assimilation pour renvoyer dans une posture «antiprogressiste» (sous-entendu : réactionnaire) ceux qui n'abdiquent pas toute pensée critique devant les innovations technologiques»<sup>145</sup>. Finalement, Cheynet rappelle que cette même conception réductrice du progrès fut celle du fascisme, du nazisme et du stalinisme, bien avant que les libéraux ne leur emboîtent le pas<sup>146</sup>.

De même, la décroissance mène aussi bien une lutte à la misère qu'à la richesse matérielle, dans la perspective d'un combat contre les inégalités et les modes de vie responsables de la destruction de l'environnement. Dans cet ordre d'idées, les objecteurs de croissance estiment que le surcroît de richesses matérielles est un fléau social et humain équivalent à l'extrême pauvreté<sup>147</sup>. En ce sens, Clive Hamilton, dans une étude sur les 17 nations les plus riches, a constaté qu'il n'y avait aucune relation entre un revenu plus élevé et une plus grande appréciation

---

<sup>143</sup> Gencer Baykan, Baris, «From limits to growth to degrowth within French green politics», *Environmental Politics*, Vol. 16, no. 3, Juin 2007, p. 516.

<sup>144</sup> Cheynet, Vincent, op. cit., p. 146.

<sup>145</sup> Ibid., p.173.

<sup>146</sup> Idem.

<sup>147</sup> Aries, Paul, op. cit., p. 105.

de la vie<sup>148</sup>. De plus, Rahnema a consacré des recherches aux maux des couches les plus aisées, et dont les conclusions pourraient surprendre *a priori* :

La misère morale des nantis, «habillée», de ses plus beaux atours et donc bien moins visible de l'extérieur, est paradoxalement plus pernicieuse que celle qui frappe les indigents : à l'obsession proprement pathologique du plus-avoir, au désir incessant d'accumuler pour soi et de retirer aux autres pour le seul plaisir d'exercer sur eux un pouvoir s'ajoutent des facteurs extérieurs tels que les nombreux critères de réussite sociale, l'impitoyable dynamique de la compétition, la règle d'or du profit à tout prix ou la marchandisation de toutes les relations humaines.<sup>149</sup>

#### 1.4 ASPECTS POLITIQUES DE LA DÉCROISSANCE

*«Il y a ceux qui voudraient améliorer les hommes et il y a ceux qui estiment que cela ne se peut qu'en améliorant d'abord les conditions de leur vie. Mais il apparaît que l'un ne va pas sans l'autre, et on ne sait par quoi commencer.»*

*André Gide*<sup>150</sup>

Les principaux auteurs ne s'entendent pas sur le rôle du politique dans le développement de la décroissance. Serge Latouche s'opposa à Paul Aries, quand celui-ci décida d'appuyer la formation du Parti Pour la Décroissance (PPLD). Latouche considère en effet que ce saut à la politique active ne peut que nuire au mouvement naissant. De ce fait, cela le conduit à ne voir de salut que dans le retour au local, condamnant *de facto* les décroissants à demeurer marginaux, selon Vincent Cheynet. De plus, l'hypothèse de Latouche selon laquelle des politiques de décroissance ne peuvent apparaître que dans une société

---

<sup>148</sup> Cité par Alexander, Samuel, «Planned economic contraction: the emerging case for degrowth», *Environmental Politics*, Vol. 21, no.3, Mai 2012, p.354.

<sup>149</sup> Majid Rahnema, *Quand la misère chasse la pauvreté*, cité par Latouche, Serge, op. cit., p.63.

<sup>150</sup> Cité par Morin, Edgar, op. cit., p. 13.

décroissante est problématique pour Konrad Ott, puisque la décroissance est bien loin d'être hégémonique<sup>151</sup>. On peut penser que le changement de mentalité souhaité ne peut se faire que via la diffusion à large échelle des idées de la décroissance, ce que refusent les médias de masse, pour les raisons mentionnées précédemment.

L'aspect utopique de la décroissance représente un spectre qui pourrait paraître comme négatif, tout dépendant de la perception. La catastrophe communiste du XXe siècle a fourni des munitions à une multitude de journalistes, chroniqueurs et intellectuels, pour qui l'utopiste doit être soupçonné de vouloir entraver la liberté<sup>152</sup>. Cette vision dominante de l'utopie largement diffusée est un contresens, car elle se veut un lieu imaginaire, un objectif vers lequel on tend, et qui doit être constamment remis en cause. En ce sens, le communisme qui fut pratiqué était à mille lieues de cette conception de l'utopie, car il appliquait une idéologie fermée promettant des lendemains plus heureux. En outre, Cheynet considère qu'une civilisation ne peut, au même titre qu'un individu, vivre sans quête de sens<sup>153</sup>. Notons au passage que les utopies littéraires ont le pouvoir de concevoir «un autre monde», spécialement parce qu'elles sont séparées du monde, par exemple le royaume entouré de montagnes chez Voltaire dans *Candide*<sup>154</sup>.

Un autre aspect sur lequel les auteurs sont en désaccord est relatif à ce qui peut être qualifié de «pédagogie des catastrophes». Ce concept fait appel à la conscience collective afin que des choix plus judicieux soient faits suite aux catastrophes qui affligent une communauté. Cheynet s'oppose à Latouche sur ce point également, présentant l'exemple de la crise de 1929 qui mena au pouvoir

---

<sup>151</sup> Ott, Konrad, «Variants of de-growth and deliberative democracy: A Habermasian proposal», *Futures*, Vol. 44, Mars 2012, p. 572.

<sup>152</sup> Cheynet, Vincent, op.cit., p. 88.

<sup>153</sup> Ibid., p. 89.

<sup>154</sup> Sippel, Alexandra, op. cit., p. 21.

les nazis, les franquistes et les fascistes, rappelant que les situations de survie favorisent les pouvoirs forts, dont les dérives se font au détriment de la société<sup>155</sup>.

Afin de synthétiser les positions des différents auteurs, observons le tableau qui suit. Nous pourrions appréhender les divergences d'opinions entre les auteurs sur certains aspects sensibles en lien avec leur lecture des enjeux auxquels fait face l'humanité, ainsi que les défis à relever pour les objecteurs de croissance.

Tableau 1.2- Position de quelques objecteurs de croissance sur certains enjeux

| Auteur          | Parti pour la décroissance | Pédagogie des catastrophes | Utopie | Localisme vs universalisme <sup>156</sup> | Moteur du changement |
|-----------------|----------------------------|----------------------------|--------|---|----------------------|
| Serge Latouche  | Contre                     | Pour                       | Pour   | Localisme                                 | Dissidence           |
| Vincent Cheynet | Pour                       | Contre                     | Pour   | Universalisme                             | Action politique     |
| Paul Aries      | Pour                       | Contre                     | Pour   | Universalisme                             | Action politique     |
| Fabrice Flipo   | Contre                     | Pour                       | Pour   | Localisme                                 | Dissidence           |
| André Gorz      | Pour                       | Contre                     | Pour   | Universalisme                             | Dissidence           |

On peut y déceler deux positions marquées. D'une part, Latouche et Flipo se méfient des solutions politiques à l'heure actuelle et croient que l'humanité peut apprendre des catastrophes, ce qui les pousse à privilégier les solutions locales, sans pour autant nier la nécessité de les généraliser. Ils considèrent par conséquent, à la suite d'André Gorz, que le moteur du changement principal serait d'entrer en dissidence, soit de favoriser des initiatives locales, dont la

<sup>155</sup> Cheynet, Vincent, op. cit., p. 137.

<sup>156</sup> La distinction entre localisme et universalisme est basée sur une certaine prépondérance dans les écrits en faveur d'une solution locale aux problèmes cités plus haut. Toutefois, tous les auteurs ont une position nuancée, aucun ne rejetant d'emblée l'universel. Le localisme marque une préférence pour les initiatives ascendantes (*bottom-up*). L'universalisme refuse de demeurer confiné aux marges, c'est un projet de société qui doit se généraliser à l'ensemble du corps social.

multiplication mènera à l'écroulement du système. De plus, une «décroissance conviviale»<sup>157</sup>, permettrait une réduction en douceur des besoins et donc de la consommation, ce qui limiterait les chances de se voir confrontés à une forme d'«écofascisme», soit l'arrivée au pouvoir d'un totalitarisme rendu inéluctable par l'épuisement des ressources naturelles. D'un autre côté, Cheynet et Aries souhaitent plutôt influencer l'opinion publique afin de faire évoluer les mentalités dans le but de faire avancer la réflexion en faveur d'un arrêt de la croissance économique.

Majid Rahnema et Jean Robert nous rappellent à ce propos que le seuil minimal de légitimité nécessaire à un pouvoir ou à une institution pour se maintenir ne se situe pas au niveau où les sujets ou clients le considèrent bon ou souhaitable. En effet, il suffit que ceux-ci estiment que sa disparition serait pire que son maintien<sup>158</sup>. Ils ajoutent que le développement représente le moyen le plus sûr d'atteindre cette *légitimité minimale* : en se déclarant pour sa continuité, un politicien à la recherche de légitimité indique qu'il s'oppose à la disparition des brosses à dents ou au rationnement du papier de toilette, ou bien à la disparition des congés payés, et de mille autres choses<sup>159</sup>. Cheynet estime que la première proposition de la décroissance n'a donc aucunement pour objectif de concevoir un contre-système ni une contre-idéologie de décroissance en lieu et place de l'idéologie de croissance, mais bien de réinsuffler aux citoyens l'esprit critique face à la pensée dogmatique et aux discours de propagande. Ensuite, et ensuite

---

<sup>157</sup> Concept central de l'œuvre de Serge Latouche dans ses écrits sur la décroissance. En effet, le terme «convivial», issu des travaux d'Ivan Illich, est apposé au mot «décroissance» par Latouche dans l'objectif de marquer l'intention de bâtir une société fondée sur la convivialité et le rejet de la société consumériste, principalement en «re-localisant» la vie sociale, qui primerait alors par rapport à l'économique. Cette société «conviviale», fondée sur le programme «en 8 R», est exposé plus en détail dans la seconde partie de l'ouvrage cité plus haut, *Le pari de la décroissance*.

<sup>158</sup> Rahnema, Majid, et Robert, Jean, op. cit., p. 227.

<sup>159</sup> Idem.

seulement, dans un deuxième temps, se pose la question de la mise en œuvre au niveau individuel et collectif d'une politique de décroissance<sup>160</sup>.

À la lumière de cette analyse, Aries considère que le défi consiste à redonner l'autonomie aux citoyens, c'est-à-dire une capacité d'agir et de critiquer, mais aussi une autonomie permettant de se réappropriier les institutions, en plus de les améliorer et d'en inventer d'autres<sup>161</sup>. Conséquemment, la relocalisation de l'aspect politique désiré par la décroissance sera à même de se produire grâce à une certaine forme d'«éducation», capable de générer une réappropriation du politique.

En effet, la possibilité de choisir ce qui doit être fabriqué ou renchéri permettra de mobiliser les électeurs face aux enjeux qui les touchent, à en croire Aries<sup>162</sup>. Le principe est celui d'augmenter le coût des produits et services néfastes, pour établir la gratuité de ceux-là qui seront considérés comme primordiaux par la majorité. Aussi, Cheynet considère les lois comme des limites, et représentent par conséquent déjà en soi une idée de décroissance. Il fournit en exemple la loi Évin, en France. Son principe s'apparente à la décroissance : elle compte faire diminuer la consommation de drogues afin d'améliorer le mieux-être social. Bien entendu, il faut être vigilant, car les lois peuvent être bénéfiques ou exécrables. «La loi ne remplit plus son rôle lorsqu'elle fait passer les intérêts particuliers avant le bien commun.»<sup>163</sup>

Ceci dit, une précision s'impose ici, et elle marque la discordance entre les auteurs. Pour Flipo, aucune révolution n'est possible en prenant le pouvoir. Il considère avec Sun Tze, qui en fait mention dans *l'Art de la guerre*, que

---

<sup>160</sup> Cheynet, Vincent, op. cit., p. 80.

<sup>161</sup> Aries, Paul, op. cit., p. 244

<sup>162</sup> Ibid., p.84.

<sup>163</sup> Cheynet, Vincent, op. cit., p. 94.



seulement une transformation de la société peut permettre la métamorphose de ses dirigeants<sup>164</sup>. L'enjeu principal est donc de mobiliser le citoyen, en lui permettant de participer à l'interprétation du monde dans lequel il vit. Flipo entrevoit le défi, quand il mentionne que la force des dominants, et à ce titre du capitalisme, c'est sa capacité à offrir. «Le capitalisme donne des voitures, des résidences secondaires, etc. Et il nous en promet encore davantage pour l'avenir. La décroissance cherche à délégitimer ce pouvoir dans l'opinion publique et le quotidien.»<sup>165</sup>

Un des moyens qu'on espère mettre en pratique pour parvenir à une société de décroissance est la généralisation d'espaces de gratuité, lieux de moins en moins abondants au sein de l'espace public. Pour ce faire, Aries croit que l'école doit jouer un rôle fondamental, dans l'apprentissage des rites de la culture de la gratuité<sup>166</sup>. Cela s'inscrit à l'opposé de la logique actuelle de la privatisation de tout ce qui était gratuit, et en ce sens l'exemple de la privatisation de l'eau est plus qu'explicite. La gratuité peut être une façon de combattre l'idéologie de consommation qui sous-tend l'économie productiviste, toujours selon Aries<sup>167</sup>.

Afin de bien saisir ce que représente la critique de la croissance, nous avons résumé les éléments les plus importants dans le tableau qui suit. Y sont repris essentiellement les éléments d'analyse qui ont guidé ce mémoire jusqu'à ce point.

---

<sup>164</sup> Flipo Fabrice, « La décroissance : une utopie au présent », *Mouvements*, Vol. 4, no. 41, 2005, p. 39.

<sup>165</sup> Ibid., p.42.

<sup>166</sup> Aries, Paul, op. cit., p.210.

<sup>167</sup> Ibid., p.209.

Tableau 1.3- Principales différences entre la croissance et la décroissance

| Aspect                          | Courants en faveur d'une poursuite de la croissance   | Courant en faveur de la décroissance   |
|---------------------------------|---|--|
| <b>Économique</b>               |   |  |
| Empreinte écologique (entropie) | Le développement durable se base essentiellement sur la substituabilité des ressources, qui mise sur un progrès technique pour pallier à l'épuisement de ressources non renouvelables   | On ne peut substituer éternellement les ressources dont la nature limitée est additionnée à leur nature entropique (la dégradation est irréversible). Les terres cultivables ne peuvent être multipliées par exemple. À cela s'ajoute le problème de la pollution.   |
| PIB                             | Indicateur le plus important pour comprendre l'économie. Une baisse de la croissance du PIB s'accompagne de crainte d'une récession, qui s'accompagne de pertes d'emplois.  | Le PIB est un mauvais indicateur, puisqu'il compte pour positives toutes les activités économiques, même celles qui sont nécessaires afin de nettoyer la pollution générée par une production industrielle ou un déversement.  |
| Développement                   | Permet d'améliorer les conditions de l'existence en fournissant les biens et services nécessaires à un relatif confort, en plus de diminuer les inégalités et d'affranchir les individus de l'emprise qu'avait sur eux la communauté autrefois. | Cause dans les faits une augmentation des inégalités. Issu du sociocentrisme occidental qui pousse à juger les besoins des autres pays en fonction de la trajectoire suivie en Occident, sans se soucier de savoir si c'est bénéfique ou non pour ceux à qui il est imposé.  |
| <b>Social</b>                   |   |  |
| Progrès                         | Fortement en faveur. Le progrès est la clé dans le combat mené face aux changements climatiques, à la pollution et à la diminution du stock de ressources naturelles.   | Refus de considérer tout progrès comme bénéfique. Par exemple, le nucléaire permet une production électrique sans émissions de CO <sub>2</sub> , mais des déchets radioactifs sont produits. Le risque de catastrophe est patent (ex. Fukushima et Tchernobyl), et la bombe nucléaire fait poser la question bien réelle de la possible annihilation de la vie en cas de déclenchement de conflit. |
| Utilitarisme                    | Doctrines éthiques qui préconisent d'agir de façon à maximiser le bien-être, soit à évaluer une action en fonction des résultats souhaités.   | Le bonheur est infiniment plus complexe que la quantité de biens possédés. En plus d'être impossible à quantifier, il est ardu de définir combien vaudrait une eau pure ou un air frais, pourtant deux composantes essentielles.   |
| <b>Politique</b>                |   |  |
| Élus, institutions              | Bien qu'il y ait des discordances entre les différents courants, leur objectif principal doit être de favoriser la croissance du PIB.   | Favoriser une production à échelle locale. Refuser le PIB comme unique mesure; en ce sens, séparer les activités productives des activités de réparation (nettoyage d'un site contaminé par exemple).  |
| Moteur du changement            | Le progrès généré par la propriété privée des moyens de production doit permettre de résoudre la crise écologique.  | Deux visions s'opposent : ou bien l'action politique, ou bien la prise en charge de la production par les individus eux-mêmes qui re-localisent les activités productives. Cette deuxième option fut nommée «dissidence» dans le tableau 1.  |

Pour résumer, il est serait inapproprié de considérer la décroissance comme une théorie. La présentation faite ci-haut nous porte à concevoir ses positions critiques comme un éventail de positions prises contre certaines tendances du système qui ne concourent pas forcément au bien-être social, bien plus que comme une théorie, au même titre que le marxisme. Le concept conserve son sens puisqu'il maintient un objectif de faire réagir ceux qui n'ont pas envisagé certaines critiques soulevées, notamment la question de la finitude de la planète et l'inadéquation du PIB avec le bien commun. Néanmoins, il nous faut convenir avec Denis Clerc que les critiques issues de la décroissance ne sont pas formulées uniquement pour des raisons matérielles, car elles entretiennent un rapport avec une conception plus «spirituelle» : ce n'est pas par l'accumulation d'objets que l'homme se réalise <sup>168</sup>. Il ajoute que malgré l'aspect environnemental, le fondement demeure moral «(...) au sens où, pour eux, la croissance économique est une illusion, un peu à la façon dont celui qui marche vers l'horizon croit progresser vers le bout du monde alors qu'il ne fait que repousser les limites.» <sup>169</sup>

Il est difficile de le contredire sur ce point. L'aspect moral prend le dessus sur l'aspect purement logique qui permettrait de faire mouche au même titre que la théorie de Keynes. Quand Keynes fait l'éloge de l'individualisme, avant d'émettre des réserves, précisément où se situera le champ d'intervention de l'État pour lui <sup>170</sup>, cela lui permet d'entrer au cœur de l'économie. Il parviendra ainsi à obtenir l'oreille des dirigeants, notamment grâce à ses fonctions politiques. L'économiste anglais s'en prend à l'aspect irréfutable de la théorie classique, arguant que ses hypothèses ne sont jamais ou presque vérifiées et que faute de vérification, cette théorie se retrouve incapable de résoudre les problèmes

---

<sup>168</sup> Clerc, Denis, «De l'état stationnaire à la décroissance : histoire d'un concept flou», op. cit., p.88.

<sup>169</sup> Idem.

<sup>170</sup> Keynes, John Maynard, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Payot, Paris, 1963, p. 393.

économiques concrets<sup>171</sup>. Cette participation aux débats semble pour le moment être refusée aux auteurs en faveur de la décroissance, faute d'avoir réussi à faire abstraction de la dimension morale qui prédomine et qui lui fait perdre une certaine crédibilité.

Malgré les critiques que l'on peut formuler à son égard, la réflexion sur la décroissance touche certains angles morts de la science économique. Denis Clerc conclut sur une note mitigée :

Oui, il est vrai aujourd'hui que le changement technique marginalise ceux qui ne peuvent le suivre. Oui, il est vrai que la course aux marchandises ébranle la cohésion sociale plus qu'elle ne la cimente. Oui, il est vrai que le modèle de développement productiviste est destructeur de ressources non renouvelables et de liens sociaux. Oui, il est vrai que l'extension au monde entier de notre modèle de développement se heurterait très vite à des impossibilités environnementales ou physiques. Oui, il est vrai que les ressources énergétiques sont limitées et que notre voracité en réduit le volume disponible à allure accélérée. On pourrait continuer l'énumération. La question de la croissance et de sa viabilité n'est pas une fausse question, et les réponses des économistes qui bottent en touche en privilégiant le court terme relèvent d'une myopie coupable et dangereuse.<sup>172</sup>

Afin de pousser plus loin cette réflexion dans le deuxième chapitre, nous évaluerons deux types d'initiatives par le bas, qui sont en phase avec les objectifs liés à la décroissance, à savoir une réduction de l'empreinte écologique ainsi que la diminution de la prédominance des rapports sociaux basés sur l'argent. Cela aura pour objectif de déterminer si elles ont un réel effet sur les individus qui y participent, bien sûr en conservant une réserve quant à leur pouvoir d'attraction qui, selon nous, demeure limité. Ces deux expériences sont les cohabitats et la ville en transition Totnes.

---

<sup>171</sup> Ibid., p.392.

<sup>172</sup> Clerc, Denis, «De l'état stationnaire à la décroissance : histoire d'un concept flou», op. cit., p.96.

## CHAPITRE 2.

### EXPÉRIENCES PRATIQUES EN LIEN AVEC LA DÉCROISSANCE

*«La fin est dans les moyens comme l'arbre est dans la semence.»*

*Gandhi*

À la lumière des observations faites dans le chapitre précédent, il nous est permis de nous interroger : existe-t-il des alternatives concrètes face à cette crise écologique et sociale dénoncée par les objecteurs de croissance ? A-t-on déjà entamé la création d'«espaces de dissidence» tel que souhaité par Latouche ? À ceci, nous pouvons répondre qu'effectivement, nombre d'initiatives individuelles et collectives sont déjà en marche, et nous tenterons dans ce deuxième chapitre de ce mémoire d'en esquisser les contours, tout en évaluant leur apport plus ou moins pertinent à la théorie de la décroissance. Maintes expériences participent à la mise en action concrète des pistes proposées par les objecteurs de croissance, il nous sera toutefois permis d'évaluer la pertinence de seulement deux d'entre elles, à savoir celles qui paraissent les plus compatibles avec la décroissance. Nous entamerons ainsi la discussion en présentant les cohabitats, avant de nous pencher sur la ville en transition Totnes. L'étude de ces deux expériences nous permettra de vérifier en quoi elles peuvent apporter des réponses ou non à deux problèmes ciblés, notamment la réduction de l'empreinte écologique et à la rupture du lien social en Occident causée par l'individualisme.

Selon Latouche, il existe «deux voies individuelles pour décroître : la première, consommer moins, c'est la sobriété; la seconde, autoproduire et échanger selon la

logique du don.»<sup>173</sup> La simplicité volontaire est la première articulation de la résistance à la société de croissance. Cela consiste à réduire de manière équivoque et volontaire son existence individuelle afin d'améliorer sa qualité de vie; la décroissance en est son articulation politique<sup>174</sup>. Certaines expériences collectives reprennent ce *modus operandi*, et selon Aries, elles devraient par conséquent être accompagnées d'un mouvement politique, à en croire Aries. Fait important à noter, la simplicité volontaire n'est pas un ascétisme. Le partisan de la simplicité volontaire troque la consommation d'un bien superflu contre un enrichissement de nature différente. La frustration ne devrait donc pas faire partie de la vie sobre sciemment choisie<sup>175</sup>. Conscients que ces initiatives personnelles et collectives risquent fort de demeurer marginales, certains objecteurs de croissance mettent en garde contre ce piège de créer une «contre-société», à l'opposé d'un projet de société global et structurant<sup>176</sup>. Toutefois, Aries demeure optimiste et conclut :

(...)ces expérimentations sont toujours fluctuantes et fragiles. Elles n'en sont pas pour autant moins nécessaires et fructueuses. Elles fonctionnent déjà comme des lieux de vie où peuvent s'inventer des expériences dont certaines passeront peut-être dans la société globale.<sup>177</sup>

Selon les mots de Cheynet, cet appel à la frugalité doit être interprété comme une façon de vaincre le paradoxe de la société de consommation, qui crée des individus aliénés, ceux-ci refusant d'abandonner une partie de cette aliénation<sup>178</sup>. Cela ne doit pas être interprété comme un impératif externe d'austérité, qui serait inévitablement vécu comme une contrainte morale, inopérante et contre-

---

<sup>173</sup> Latouche, Serge, op. cit., p. 111.

<sup>174</sup> Aries, Paul, op. cit., p. 110.

<sup>175</sup> Ibid., p. 252.

<sup>176</sup> Cheynet, Vincent, op. cit., p. 143.

<sup>177</sup> Aries, Paul, op. cit., p. 254.

<sup>178</sup> Cheynet, Vincent, op. cit., p. 111.

productive. L'autolimitation, de par son rationalisme même, renforcerait la dépendance, à en croire Marco Deriu<sup>179</sup>. Voilà pourquoi les objecteurs de croissance mettent l'accent sur un changement d'imaginaire, ce qui permettrait de limiter l'impact de la manipulation dont nous sommes victimes, de la part des publicitaires tout particulièrement. Pour Latouche, « (...) il ne s'agit pas de remplacer un impératif compulsif de consommation par un autre impératif non moins compulsif d'austérité, mais d'opérer une véritable «catharsis»<sup>180</sup>.

On cite fréquemment dans la littérature sur la décroissance les circuits de distribution courts en tant que moyens efficaces pour réduire les effets néfastes de la production industrielle sur l'environnement, en plus de diminuer l'utilisation des ressources limitées en hydrocarbures. Avec la mondialisation, les biens que nous consommons sont produits toujours à une distance plus phénoménale de notre domicile. L'initiative des villes en transition vise à renverser cette tendance. C'est la raison pour laquelle l'étude des impacts d'une telle initiative sera esquissée. Il existe de nombreuses autres expériences et concepts qui ne seront pas développés ici, par souci de concision. Des initiatives telles que les coop bio, écoles alternatives, *slow food*, villes lentes, et bien d'autres auraient pu être retenues, car pertinentes, néanmoins nous avons décidé de n'évaluer que les villes en transition et les cohabitats, vu leur apport particulier dans la perspective de développer des circuits de distribution courts et de diminuer notre consommation.

Premièrement, nous évaluerons la pertinence des cohabitats dans une approche de décroissance, pour ensuite évaluer la ville en transition Totnes au Royaume-Uni, la première d'un réseau étendu ayant vu le jour. Il s'agit d'un phénomène relativement nouveau, à savoir la grande insatisfaction générée par la seule posture critique au sein des mouvements sociaux. Ces derniers ne comptent plus

---

<sup>179</sup> Latouche, Serge, op. cit., p. 104.

<sup>180</sup> Idem.

se satisfaire de critiquer le capitalisme et de dresser la liste des imperfections du monde dérégulé, il est à présent indispensable de réhabiliter un discours utopique qu'il sera possible de compléter avec des expériences concrètes d'alternatives<sup>181</sup>. Partant de ce fait, l'étude de ces deux expériences aura pour effet de tenter cette jonction entre l'utopie de la décroissance et les expériences concrètes qui sont menées à l'heure actuelle, à tout le moins sur le plan théorique.

## 2.1 COHABITATS

Pour Bertrand Cassaigne, transformer la ville est un travail de longue haleine, et la couche de vert qui est trop souvent appliquée sans véritablement impliquer les citoyens caractérise une difficulté à dépasser la simple transmission d'informations<sup>182</sup>. Dans la perspective de véritablement modifier les comportements afin de diminuer l'inefficience énergétique et d'augmenter la convivialité, les cohabitats (*cohousing*) apparaissent comme une solution pragmatique favorisant la place de l'individu dans la cité, en opposition aux villes tentaculaires fondées sur la voiture individuelle. Les hommes et femmes du XXI<sup>e</sup> siècle font face à des défis majeurs : un marché du travail de plus en plus flexible, l'écèlement de la cellule familiale, l'«hyperisolement» des individus, le vieillissement de la population et les problèmes de mobilité<sup>183</sup>, en plus de la pollution engendrée par les transports et l'industrie. Le mode de consommation insoutenable s'ajoute à la liste des défis, en plus de la hausse des prix du carburant; la disparition prévisible du pétrole étant une impulsion majeure des villes en transition, présentées plus bas.

---

<sup>181</sup> Bourdeau, Vincent et Flipo, Fabrice, «Du bon usage de la communauté», *Mouvements*, Vol. 68, Avril 2011, p. 89.

<sup>182</sup> Cassaigne, Bertrand, «La ville durable», *Projet*, Vol. 313, Juin 2009, p. 79.

<sup>183</sup> Lietaert, Matthieu, «Cohousing's relevance to Degrowth Theories», *Journal of Cleaner Production*, Vol. 18, 2010, p. 576.



Les cohabitats présentent une réponse intéressante à ces problèmes colossaux. Ce sont des communautés de voisinage qui associent la liberté des maisons privées avec les avantages de la vie communautaire et du partage des ressources<sup>184</sup>. Ce mouvement démontre clairement qu'il est possible pour des êtres humains de développer des relations non marchandes, et cela à leur grand avantage. Les cohabitats sont basés sur une méthode flexible d'essai-erreur, plaçant les individus au centre de l'expérience, ce qui permet d'adapter le modèle aux contextes culturels différents<sup>185</sup>. Cette nouvelle forme de vie urbaine fit son apparition au Danemark en 1972 près de Copenhague, en tant qu'héritage d'un architecte et psychologue danois<sup>186</sup>. L'initiative s'est depuis répandue principalement aux États-Unis et en Europe.

Les membres d'un cohabitat sont en général les propriétaires de leur propre résidence privée, appelée unité d'habitation, regroupée autour de la «maison communautaire» où se situent des espaces collectifs, tels qu'une cuisine, salle de jeux, bureau, buanderie<sup>187</sup>, etc. Chacun possède ses commodités, mais la présence d'espaces communs permet de partager des repas qui sont cuisinés à tour de rôle. Cela permet de disposer de plus de temps libre le soir après le travail, puisqu'il n'est plus obligatoire de cuisiner et laver la vaisselle à tous les jours, mais environ une fois par mois pour tout le groupe, à tour de rôle. Il s'agit donc de retrouver la convivialité des sociétés pré-industrielles, où les liens sociaux entre les voisins sont plus forts, et de réduire les fardeaux inhérents à la vie moderne<sup>188</sup>. En impliquant les participants dès le stade de la conception du projet, cela permet de

---

<sup>184</sup> Définition trouvée sur le site web du *Réseau Canadien des Cohabitats*, <http://www.cohousing.ca/whatisF.htm>. Ce réseau se propose de créer des milieux de vie basés sur certains principes comme le partage et la présence marquée d'espaces communs. Pour ce faire, ils organisent des conférences et permettent à ceux qui souhaitent vivre en cohabitat de s'organiser.

<sup>185</sup> Lietaert, Mathieu, op. cit., p. 576.

<sup>186</sup> Ibid., p. 578.

<sup>187</sup> Site web du *Réseau Canadien des Cohabitats*, op. cit.

<sup>188</sup> Lietaert, Mathieu, op. cit., p. 578.

mettre en place un cadre participatif qui va à contre-courant de l'atomisation individuelle croissante, en particulier en milieu urbain. Dans cette perspective, les cohabitats tentent de concrètement réaliser l'objectif de la décroissance qu'est la recherche d'une meilleure qualité de vie<sup>189</sup>. L'espace commun permet en outre de réaliser des économies substantielles en termes de consommation par l'entremise du partage de ressources telles que les machines à laver, et la réutilisation des vêtements et des jouets pour les enfants. De plus, les cohabitats possèdent ce potentiel, par l'entremise des espaces communs, de créer des liens de communauté passant outre l'économie de marché, recréant de ce fait des liens sociaux entre membres du cohabitat. Ces liens ont par ailleurs comme vertu, selon une étude du docteur Jo Williams, de réduire les émissions de CO2 de 50%<sup>190</sup>.

Cela se confirme d'autant plus lorsqu'un système de partage de voitures est mis en place par la communauté, permettant de diminuer le nombre de voitures nécessaires. De plus, la présence marquée d'un axe piétonnier et la prévalence des espaces communs permettent de créer un sentiment de sécurité chez les parents, induit par la confiance développée avec les voisins. On n'a donc plus autant à craindre pour notre progéniture, habituellement laissée en proie aux aléas de la ville moderne<sup>191</sup>. Par conséquent, les cohabitats représentent une alternative indéniablement intéressante face aux défis que posent à la fois la dégradation de l'environnement, l'isolation individuelle de plus en plus marquée, et les risques liés à la vie moderne. En réduisant la nécessité de consommer, les cohabitats représentent pour Mathieu Lietaert un pas constructif vers la décroissance, au niveau familial et du voisinage<sup>192</sup>. Cette piste de solution vers la décroissance mériterait une attention plus particulière, et représente un axe de recherche qu'il

---

<sup>189</sup> Ibid., p. 576.

<sup>190</sup> Ibid., p.580.

<sup>191</sup> Ibid., p.578.

<sup>192</sup> Ibid., p.580.

sera essentiel de développer. En tant que réponse urbaine aux problèmes environnementaux, le potentiel de développement des cohabitats dans l'avenir semble fort prometteur. Enfin, la brièveté marquée de la démonstration esquissée ici s'explique par le choix d'analyser également l'efficacité de l'initiative des villes en transition, présentée dans la section qui suit.

## 2.2 TOTNES, UNE VILLE EN TRANSITION

L'histoire du réseau des villes en transition débute en Irlande en 2004, dans un cours de permaculture prodigué par le professeur Rob Hopkins. Il impliqua ses étudiants dans la recherche de solutions créatives pour adapter une agriculture durable, la production d'énergie, la santé, l'éducation et l'économie dans le cadre d'un plan de réduction énergétique<sup>193</sup>. Totnes, une ville britannique située dans le Devon (Sud-ouest de l'Angleterre), fut la première ville en transition à être mise sur pied en 2005. Depuis, le mouvement a pris de l'ampleur pour compter en 2011, 313 initiatives autour du globe, au Royaume-Uni (qui comporte environ 50% de toutes les initiatives) aux États-Unis, au Canada, en Italie, au Japon, en Allemagne, en Irlande, en Nouvelle-Zélande, au Chili<sup>194</sup>, etc.

Le mouvement des villes en transition est fondé sur un constat déjà avéré, mais en constante aggravation, à savoir la pénurie de ressources, en particulier énergétiques<sup>195</sup>. C'est ce qu'on appelle le pic pétrolier, ou *peak oil* en anglais.

---

<sup>193</sup> Pir, Alp, «In Search of a Resilient Food System, A Qualitative Study of the Transition Town Totnes Food Group», Thesis submitted in partial fulfillment of the requirements for the Degree of Master of Philosophy in Culture, Environment and Sustainability, Centre for Development and the Environment University of Oslo Blindern, Norway Décembre 2009, p. 26.

<sup>194</sup> Smith, Amanda, «The Transition Town Network: A Review of Current Evolutions and Renaissance», *Social Movement Studies: Journal of Social, Cultural and Political Protest*, Vol. 10, no.1, Janvier 2011, p. 99.

<sup>195</sup> Toubin, Marie, et al., «La Résilience urbaine : un nouveau concept opérationnel vecteur de durabilité urbaine ?», *Développement durable et territoires*, Vol. 3, no.1, Mai 2012, p. 6

Des chercheurs<sup>196</sup> ont démontré que la production mondiale de pétrole devrait atteindre sous peu un pic, ce qui nous contraindra à réduire notre consommation de façon irréversible. Cet épuisement prévisible des ressources est une source de motivation majeure pour les villes en transition. En effet, Hopkins considère par exemple que l'agriculture intensive dépendante du pétrole n'est pas viable dans une perspective de long terme<sup>197</sup>. Puisque le changement requis nécessite du temps, il est impératif d'amorcer le virage le plus tôt possible. Il s'agit alors de prôner un nouvel idéal urbain se basant principalement sur la réduction de l'empreinte écologique. Pour reprendre Hopkins : «De même, le changement climatique, notamment à travers l'aggravation des événements climatiques extrêmes, induit des modifications dans les possibles trajectoires du système urbain et nécessite une réorientation, i.e. une adaptation des villes»<sup>198</sup>. Les villes en transition apparaissent alors comme une tentative de préparer le passage vers un monde moins pétro-dépendant, et qui pourra résister aux multiples crises économiques, climatiques, et énergétiques. De cette nécessité découle le concept de résilience, central à toute ville en transition.

Hopkins perçoit la résilience comme une opportunité de repenser les communautés et de les concevoir différemment, pas nécessairement en termes de préparation aux désastres, mais bien afin de faciliter le passage vers une nette diminution de la consommation énergétique, un avenir comportant de faibles rejets de carbone, ce qui est souhaitable pour en assurer la pérennité<sup>199</sup>. La définition de la résilience proposée par Semal et Szuba est pragmatique : «(...) la capacité d'un ensemble ou d'un système à encaisser un choc exogène sans

---

<sup>196</sup> Pour une présentation détaillée du concept de pic pétrolier, voir Hopkins, Robert John, «*Localisation and resilience at the local level: the case of transition town Totnes (Devon, UK)*», A thesis submitted to the University of Plymouth in partial fulfillment for the degree of doctor of philosophy, School of Geography, Earth and Environmental Science, Faculty of Science and Technology, University of Plymouth, Octobre 2010, p. 24.

<sup>197</sup> Ibid., p. 164.

<sup>198</sup> Idem.

<sup>199</sup> Ibid., p.17.

s'effondrer de manière chaotique, et même au contraire à «rebondir» après ce choc pour aller de l'avant.»<sup>200</sup> L'objectif avoué de la résilience est de reconstruire une agriculture et une production alimentaire locale, localiser la production énergétique, et repenser la gestion des déchets<sup>201</sup>. Cette relocalisation est pour Hopkins un moyen de contrecarrer la mondialisation actuelle et ainsi de remettre en cause l'idée de croissance économique perpétuelle qui est dommageable pour l'environnement, en plus d'être insoutenable à long terme<sup>202</sup>.

Une économie plus localisée apparaît être la clé pour assurer la viabilité de Totnes, en permettant notamment de supporter les entreprises locales, renforçant le cycle économique local, où l'argent profite plus largement à la communauté. Cela entre en opposition directe avec la consommation de biens mondialisés, dont les bénéfices ne sont pas réinvestis dans la communauté<sup>203</sup>. Cette relocalisation ne signifie pas selon Hopkins une fin de l'échange marchand où tout serait produit localement, mais bien la création d'un équilibre entre les marchés locaux, régionaux, nationaux et internationaux<sup>204</sup>. Cette initiative par la base plaide pour une participation aussi large que possible et contre une prise de position politique trop marquée, laissant la place aux individus afin de décider ce qui est applicable selon leur contexte, et permettant par conséquent d'accommoder une vaste majorité de points de vue<sup>205</sup>.

Une des caractéristiques fondamentales du mouvement est qu'il tente de se poser comme optimiste, malgré le contexte qu'il sait difficile, dans le but de rompre

---

<sup>200</sup> Semal, Luc et Szuba, Mathilde, «Villes en transition : imaginer des relocalisations en urgence», *Mouvements*, Vol. 63, Mars 2012, p. 133.

<sup>201</sup> Smith, Amanda, op. cit., p. 100.

<sup>202</sup> Hopkins, Robert John, op. cit., p. 156.

<sup>203</sup> Ibid., p. 160.

<sup>204</sup> Idem.

<sup>205</sup> Connors, Phil, et McDonald, Peter, «Transitioning communities: community, participation and the Transition Town movement», *Community Development Journal*, Vol. 46, no. 4, Octobre 2011, p. 565.

avec les attitudes catastrophistes. Cet équilibre est difficile à atteindre, néanmoins Semal et Szuba y voient une force, puisque ce «catastrophisme agissant» a permis aux villes en transition «d’aborder de front certains thèmes de réflexion délicats tels que celui du rationnement et de sa désirabilité, largement présent dans le deuxième livre publié par le réseau»<sup>206</sup>. L’aspect rationnement, présenté comme une solution de partage lorsque l’énergie viendra à manquer, n’est pas en définitive un sujet facile à présenter; aussi les villes en transition proposent l’instauration de quotas individuels à l’échelle du Royaume-Uni dès maintenant, dans l’objectif d’entamer une décroissance énergétique nationale ordonnée et conséquente<sup>207</sup>.

Un des exemples historiques présentés à l’appui de cette thèse est précisément celui du Royaume-Uni. Le pays a su résister au blocus qui lui était infligé durant la Seconde Guerre mondiale : du jour au lendemain, tout le pays a dû réapprendre à être autosuffisant sur le plan alimentaire, et cela ne fut possible uniquement, car il existait toujours dans la population des savoir-faire aujourd’hui plus confidentiels, comme entretenir un potager, faire des conserves, élever des poules ou des lapins, réparer, coudre, bricoler<sup>208</sup>. Le « ré-apprentissage des savoir-faire » représente ainsi un chantier majeur pour les villes en transition, qui espèrent revivifier la vie locale en suscitant le partage de ces savoirs pratiques dans les écoles, les maisons de retraite, les associations locales, les kermesses, etc<sup>209</sup>.

L’essentiel pour Hopkins n’est donc pas de créer un modèle de société idéale utopique pour ensuite travailler à généraliser ce standard à la société entière, mais bien d’entamer des processus «ouverts», continus et «réflexifs» mobilisant un groupe de gens représentatif dans le but de discuter des moyens de changer leur

---

<sup>206</sup> Semal, Luc et Szuba, Mathilde, op. cit., p. 135.

<sup>207</sup> Idem.

<sup>208</sup> Semal, Luc et Szuba, Mathilde, op. cit., p. 134.

<sup>209</sup> Idem.

société<sup>210</sup>. Les villes en transition contribuent par conséquent à la réflexion collective sur les façons les plus efficaces de nous préparer psychologiquement et matériellement à une diminution future de nos consommations; il ne suffit pas de changer le système, nous devons aussi évoluer individuellement<sup>211</sup>. Le mouvement souhaite bien sûr se fonder sur un certain optimisme, mais il se construit dans un contexte qu'il sait difficile<sup>212</sup>. Semal et Szuba ajoutent :

Et à Totnes, l'expérience est un succès : des groupes de réflexion thématiques se forment sur l'alimentation, les transports, l'éco-habitat, la psychologie du changement... Le groupe local de transition parvient à ne pas apparaître comme un groupe écologiste supplémentaire dans une ville qui en comptait déjà tant, mais plutôt comme une plate-forme commune capable de fédérer toutes les expériences éparses pour proposer une vision alternative de ce que pourrait être Totnes en 2030, presque sans pétrole.<sup>213</sup>

À Totnes, nombre d'initiatives collectives ont fleuri, à commencer par la création d'une monnaie locale, le *Totnes Pound*. Un habitant a d'autre part créé une société de transport fonctionnant à l'huile de friture usée, et des groupes communautaires encouragent la mise en place de jardins potagers, la plantation de noyers dans la ville, etc. Ces groupes sont des lieux d'éducation à la citoyenneté de par leur organisation centrée autour de la démocratie participative<sup>214</sup>. Il est impossible ici de présenter toutes les facettes de la ville en transition, nous retiendrons seulement pour analyse les initiatives du groupe alimentaire. Seyfang et Pir ont tous deux mené des études qualitatives de terrain sur ce groupe (*Food group*), dont les conclusions significatives seront présentées

---

<sup>210</sup> Hopkins, Robert John, op. cit., p. 264.

<sup>211</sup> Semal, Luc et Szuba, Mathilde, op. cit., p. 136.

<sup>212</sup> Ibid., p. 135.

<sup>213</sup> Ibid., p.132.

<sup>214</sup> Garcin, Elodie, « *Villes en Transition : quelle place pour la diversité des contextes locaux face au cadre théorique commun ?* », Septembre 2010, Document rédigé dans le cadre du Master en Sciences de la population et du développement à l'Université Libre de Bruxelles, p.16.

ici. Pour mieux le situer, le groupe alimentaire de Totnes travaille afin de renforcer la résilience de la région de Totnes en ce qui a trait à la nourriture, en collaborant avec les fermiers de la région, afin de développer une infrastructure alimentaire relocalisée, et fait la promotion de la production de nourriture locale, notamment *via* le jardinage<sup>215</sup>.

Selon les données du rapport de 2007 du *Panel Intergouvernemental sur les Changements Climatiques*, la production industrielle, l'entreposage, la distribution et les pertes inhérentes au système alimentaire contribuent à la part la plus significative du réchauffement climatique<sup>216</sup>. Renverser cette tendance est un défi majeur qu'on tente de relever à Totnes. Toutefois, une analyse sociologique de la consommation permet de constater que les institutions et les infrastructures d'approvisionnement existantes limitent les changements possibles en «enfermant» les consommateurs dans des schèmes particuliers de consommation<sup>217</sup>. L'absence d'alternative bon marché à grande échelle à la consommation de la nourriture dans les supermarchés est en conséquence un frein majeur au développement d'habitudes différentes. Dans cette perspective, les conclusions de Seyfang quant aux résultats obtenus à Totnes en questionnant les acteurs locaux sont plutôt encourageantes. L'initiative du groupe alimentaire se révèle être un succès en ce qui a trait à la promotion d'une consommation durable, telle que mesurée par les indicateurs-clés tels que la localisation, la réduction de l'empreinte écologique, le développement de la collectivité, les actions collectives et la création de nouvelles institutions<sup>218</sup>. Les résidents ont par ailleurs démontré un fort appui quant à ces objectifs.

---

<sup>215</sup> Pir, Alp, op. cit., p. 51.

<sup>216</sup> Ibid., p.11.

<sup>217</sup> Seyfang, Gill, «Growing Sustainable Consumption Communities: The Case of Local Organic Food Networks», *International Journal of Sociology and Social Policy*, Vol. 27, no. 3/4, 2007, p. 121.

<sup>218</sup> Seyfang, Gill, op. cit., p. 131.



Toutefois, Seyfang note que les initiatives alimentaires font face à des difficultés financières énormes, qui ne pourront être dépassées qu'avec un soutien public efficace. La nécessité de créer des liens avec les divers paliers de gouvernement lui apparaît comme la seule solution possible afin de développer l'énorme potentiel de cette initiative vers une alternative crédible à la consommation actuelle<sup>219</sup>. Pir tire des conclusions quelque peu différentes. Bien qu'il convienne du manque de ressources du groupe alimentaire, il a pu déceler un grand degré de sensibilité aux questions environnementales et alimentaires chez les Totnésiens, conscientisation qui n'est pas réellement reflétée dans les habitudes de consommation. Il ne peut donc pas qualifier l'initiative d'efficace. Entre autres, la part du lion de l'approvisionnement en fruits et légumes revient toujours aux grandes surfaces. Cette conclusion est toutefois mitigée par le fait que les processus de changement comportementaux sont souvent des défis complexes qui ne peuvent être surmontés en peu de temps, et vu la relative jeunesse du mouvement, une étude ultérieure sera nécessaire afin de confirmer ces résultats décevants<sup>220</sup>.

Bien sûr, les initiatives par le bas comme les villes en transition suscitent des débats. Un défi majeur qui est posé sera d'augmenter le degré d'inclusion notamment des classes plus défavorisées et des communautés culturelles. En effet, Smith considère que pour être efficace, une telle initiative se doit absolument d'impliquer tous les membres de la communauté, ce qui n'est pas le cas pour le moment<sup>221</sup>. *A contrario*, Connors et McDonald mettent en garde le mouvement contre ce désir d'inclusion qui le pousse à ne pas prendre de position politique. En effet, ils signalent le danger que le mouvement demeure peu pertinent et marginal, ou bien qu'il soit coopté par l'État<sup>222</sup>. Ils soutiennent que nonobstant les

---

<sup>219</sup> Idem.

<sup>220</sup> Pir, Alp, op. cit., p. 92.

<sup>221</sup> Smith, Amanda, op. cit., p. 102.

<sup>222</sup> Connors, Phil, et McDonald, Peter, op. cit., p. 565.

principes théoriques d'inclusion et de participation, la structure décisionnelle de la ville en transition soit plutôt rigide et *top-down*<sup>223</sup>. Enfin, ils critiquent l'emphase qui est mise sur le local, ce qui pourrait avoir pour conséquence de perdre de vue les défis globaux comme les changements climatiques<sup>224</sup>. De plus, Connors et McDonald rappellent que de puissants intérêts corporatifs s'opposeront à de telles initiatives, afin d'élargir leur part de marché, et que le gouvernement fédéral prendra dans ce cas le rôle de médiateur. Ils se questionnent à la lumière de cette réflexion sur la pertinence d'un mouvement qui ne prend pas parti<sup>225</sup>.

Tel que mentionné plus haut, il semble que le niveau de sensibilisation de la population de Totnes concernant les défis environnementaux soit particulièrement élevé, mais cela ne s'est pas encore reflété dans des actions concrètes. Changer ses ampoules pour en utiliser à faible consommation d'énergie n'est pas un grand défi; les sondages démontrent selon Hopkins que lorsque des considérations pécuniaires entrent en jeu, les actions sont moins conséquentes<sup>226</sup>. En outre, l'utilisation généralisée de la voiture (85% des résidents environ)<sup>227</sup> démontre bien l'étendue des défis à surmonter pour quiconque souhaite faire évoluer les pratiques en Occident.

Néanmoins, les Totnésiens ont démontré à travers les sondages des compétences marquées dans plusieurs domaines névralgiques tels que l'autoproduction alimentaire. La contrainte financière et celle liée au manque de temps apparaissent alors comme les freins à la modification comportementale tant

---

<sup>223</sup> Ibid., p. 567.

<sup>224</sup> Ibid., p. 560.

<sup>225</sup> Ibid., p.566.

<sup>226</sup> Hopkins, Robert John, op. cit., p. 193.

<sup>227</sup> Ibid., p. 218.

espérée<sup>228</sup>. Or, Richardson et al. confirment que les villes en transition sont instigatrices d'un changement de mode de vie qui procure des bénéfices pour la santé et le bien-être<sup>229</sup>. La promotion de l'utilisation de modes de transport alternatifs à la voiture comme la marche ou le vélo permet d'initier une mutation des comportements qui se reflète sur leur santé. Par ailleurs, la modification des réseaux de transport est probablement la mesure qui sera la plus efficace face au défi du changement comportemental.

Il s'agit d'un travail de longue haleine, toutefois une partie de la classe politique de la région appuie cette tangente, ce qui apparaît nécessaire. Malgré cela, plusieurs personnes sondées par Hopkins ont noté que de nombreux élus conservateurs au niveau régional sont ouvertement sceptiques quant aux changements climatiques<sup>230</sup>. La difficulté à faire avancer les enjeux abordés par la ville en transition au niveau de la politique de comté explique en partie ses résultats mitigés. La première étape en vue d'établir un climat propice aux expériences du genre des villes en transition se situe donc au niveau de la transformation des institutions de la démocratie, afin qu'elles prêtent une oreille plus attentive aux désirs des communautés qui s'invitent dans la république<sup>231</sup>.

L'observation selon laquelle des changements peuvent s'opérer uniquement si l'infrastructure requise est fournie prend tout son sens à la lumière de ce que nous venons de constater. Pour Hopkins, voilà une des facettes majeures des villes en transition, c'est-à-dire une recherche de ce que pourraient être ces infrastructures, et des multiples façons de les construire<sup>232</sup>. La préférence pour l'action locale est soutenue par la volonté de redonner au citoyen une capacité d'action par un

---

<sup>228</sup> Ibid., p. 358.

<sup>229</sup> Richardson J, et al., «Do transition towns have the potential to promote health and well-being?, A health impact assessment of a transition town initiative», *Public Health*, 2012, p.7.

<sup>230</sup> Hopkins, Robert John, op. cit., p. 232.

<sup>231</sup> Bourdeau, Vincent et Flipo, Fabrice, op. cit., p. 97.

<sup>232</sup> Ibid., p. 149.

encouragement à agir à un niveau où son influence est palpable<sup>233</sup>. Connors et McDonald mettent en garde contre une trop grande promiscuité avec le gouvernement, malgré les avantages que cela peut procurer, au nombre desquels figurent la possibilité de financer les projets, avoir une équipe rémunérée, de même qu'un accès privilégié aux consultations et aux autorités. Le côté sombre de ces liens étroits est au moins aussi important : l'impossibilité de faire des remous et par conséquent de prendre des positions politiques qui déplaisent, en plus d'être incorporé à l'État et ainsi fournir des services qu'il devrait normalement prendre en charge, et qui sont fréquemment sous-financés et sous-payés. Enfin, notons qu'il s'agit là de dilemmes qui touchent tous les mouvements sociaux progressifs<sup>234</sup>.

Les auteurs cités ont dénoté l'impact positif du mouvement sur les gens sondés au niveau de la conscience individuelle, face aux défis écologiques présents et futurs. Par conséquent, cette initiative, en tant qu'expérience de recherche de résultats pragmatiques aux problèmes soulevés par les objecteurs de croissance, doit être considérée comme positive et porteuse de solutions. Bien entendu, des failles ont été soulevées, et l'objectif n'est pas de faire l'éloge de Totnes sans réserve. Or, si le mouvement souhaite prendre de l'ampleur, il devra trouver une solution aux défis que pose une plus grande inclusion de la communauté et les réticences politiques des opposants, principalement des élus. Ceci dit, il s'agit d'une tentative tout à fait en phase avec ce que la décroissance prône comme action locale visant à réduire l'empreinte écologique liée à l'activité économique. Un petit pas en avant est toujours préférable à un recul.

En dernier lieu, Cuba nous offre un exemple probant de décroissance, de par sa situation au début des années 1990. Compte tenu de l'effondrement de l'Union

---

<sup>233</sup> Garcin, Elodie, op. cit., p. 26.

<sup>234</sup> Connors, Phil, et McDonald, Peter, op. cit., p. 565.

Soviétique, il s'agissait alors de la fin d'une époque de perfusion énergétique qui avait débuté dans les années 1960. Bourdeau et Flipo citent cet exemple de crise énergétique en tant que «laboratoire d'expériences», dans le contexte où l'embargo des États-Unis gêne l'importation d'énergie pourtant nécessaire à l'agriculture de l'île<sup>235</sup>. Les solutions ne pouvaient par conséquent qu'être de nature locale.

L'un des phénomènes les plus impressionnants fut ainsi le développement de l'agriculture urbaine, la moindre parcelle, les toits et terrasses de La Havane étant désormais dévolus à la culture de fruits et légumes, voire à l'élevage de petits animaux –comme les lapins. Après quelques années, ce n'est pas moins de 50 % des besoins alimentaires cubains qui sont couverts par ce type d'agriculture<sup>236</sup>.

Pour se convaincre de l'ampleur de la tâche à laquelle Cuba fit face, il suffit d'examiner les deux graphiques qui suivent, dont les données sont tirées de la Banque Mondiale. On peut déceler une baisse marquée de l'utilisation d'énergie, de même que du PIB, coïncidant avec la fin de l'injection artificielle d'énergie bon marché par Moscou à Cuba. Il est même possible d'affirmer que le niveau d'utilisation d'énergie n'avait toujours pas retrouvé le pic de 1989 en 2000, dix ans plus tard. Ce manque à gagner a donné lieu à toutes sortes de solutions des plus innovantes et surtout locales. Voilà pourquoi cet épisode est aussi pertinent, non seulement de par son caractère universalisable, mais également afin de présenter comment s'édifie une ou des communautés<sup>237</sup>.

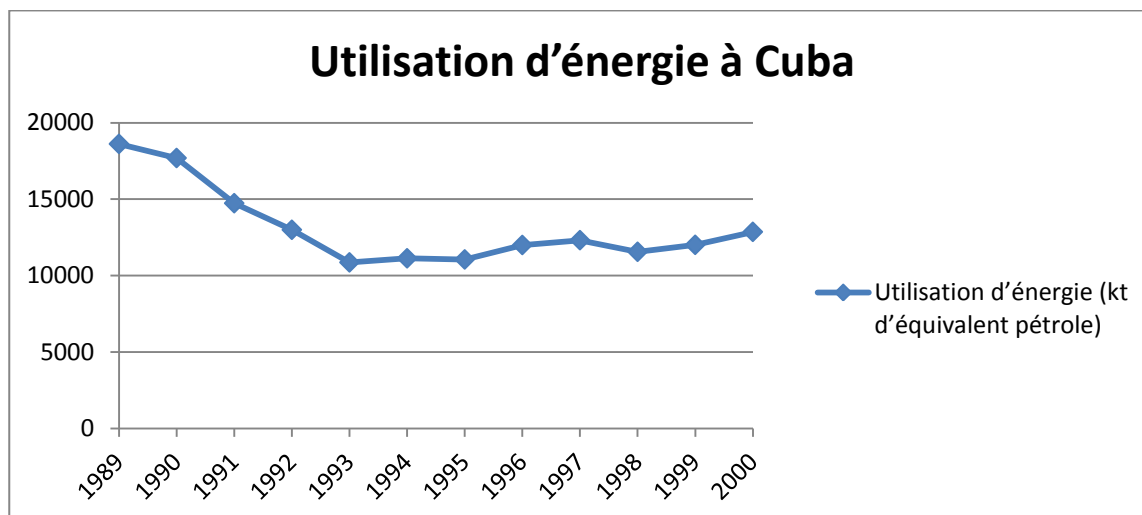
---

<sup>235</sup> Bourdeau, Vincent et Flipo, Fabrice, op. cit., p. 96.

<sup>236</sup> Ibid., p.97.

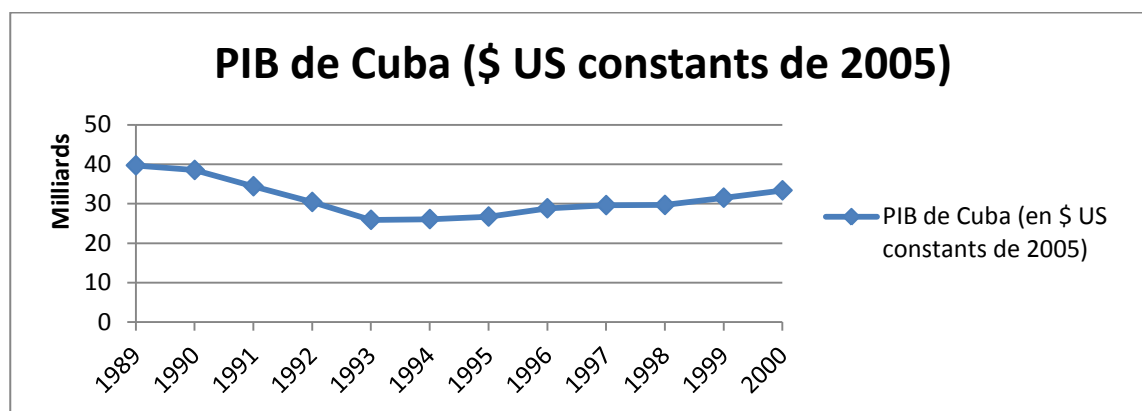
<sup>237</sup> Idem.

Figure 2.3- Utilisation d'énergie à Cuba entre 1989 et 2000 (en milliers de kilotonnes d'équivalent pétrole)



Source : Site web de la Banque Mondiale, disponible au : <http://donnees.banquemondiale.org/pays/cuba> [Consulté le 20 juillet 2013].

Figure 2.4- PIB de Cuba entre 1989 et 2000 (en \$ US constants de 2005)



Source : Site web de la Banque Mondiale, disponible au : <http://donnees.banquemondiale.org/pays/cuba> [Consulté le 14 novembre 2013].

À la lumière de ces données, il nous est permis de constater à quel point Cuba fut soumise à un stress énergétique intense, ce qui mena à trouver des solutions innovantes. Un tel précédent est instructif dans la perspective des objecteurs de

croissance, qui ont du mal à définir les processus qui devront être engagés. Selon Boillat et al., le fait que les standards élevés au niveau de l'éducation et de la santé aient pu être maintenus, tout en réduisant drastiquement l'empreinte écologique, démontre qu'il s'agit là d'une expérience vécue de décroissance réussie<sup>238</sup>.

Spécifions que l'étude de ces expériences n'avait pas pour objectif d'en faire une présentation exhaustive, mais bien d'effleurer un sujet fort complexe et particulier, qui doit être replacé dans son contexte au préalable. Ceci dit, il nous est permis d'afficher un certain optimisme face aux réalisations de ces lieux d'expérimentation collective, notamment dans la mesure où ils émergent dans un contexte où l'atomisation croissante du «citoyen-consommateur» ne permet pas d'envisager une modification notable des mœurs de celui-ci à grande échelle dans un avenir très proche.

Néanmoins, les cohabitats et les villes en transition possèdent un certain potentiel nécessaire afin de promouvoir un tel changement qui permettrait de nous désintoxiquer du consumérisme, en plus d'être bénéfique pour la biosphère. Ces deux mouvements ont démontré leur apport au niveau tant relationnel, qu'au niveau de l'amélioration de la santé et de la réduction de l'empreinte écologique, malgré les critiques essuyées, qui visent notamment à améliorer le niveau d'inclusion et l'efficacité. Il serait conséquemment contre-productif de ne pas en tenir compte. L'épisode de Cuba fournit quant à lui un scénario probant de diminution de la consommation d'énergie au niveau national, ce qui est fort à propos.

---

<sup>238</sup> Boillat, Sébastien, Gerber, Julien-François, Funes-Monzote, Fernando R., «What economic democracy for degrowth?, Some comments on the contribution of socialist models and Cuban agroecology», *Futures*, Vol. 44, 2012, p. 603.

Les villes en transition représentent incontestablement une expérience valable dans la perspective de rénover les institutions démocratiques. Il a déjà été mentionné qu'il s'agit d'un point névralgique si on souhaite faire avancer la cause de la décroissance. En ce sens, Infante et Gonzalez considèrent qu'il faut prêter une attention particulière à la manière dont le processus est mené. La meilleure manière de parvenir à une décroissance soutenable selon eux est de modifier nos schèmes de consommation *via* une diète plus végétarienne et une production de fruits et légumes biologiques de saison produits localement<sup>239</sup>. Nous avons pu constater au travers des réponses aux questionnaires que les résidents de Totnes étaient sur la voie d'une telle modification comportementale, bien que le processus entamé puisse prendre encore du temps.

Maingault estime que la réussite de ces nouvelles formes économiques a le potentiel de susciter des débats vigoureux au niveau national, voire de contribuer à une augmentation de la contestation de l'économie capitaliste. Il affirme que : «ces expériences économiques alternatives pourraient alors être un des vecteurs conduisant à des changements structurels plus larges dans le système économique et les modes de développement à l'échelle nationale puis mondiale»<sup>240</sup>. Trainer, bien qu'il partage cet avis, met en garde contre la faillite de telles initiatives, si elles ne sont pas intégrées à un mouvement politique global dont l'objectif central serait la destruction du système<sup>241</sup>.

Ces initiatives peuvent être considérées comme des pistes de solutions intéressantes afin de répondre à la question introductive, à savoir la pérennisation

---

<sup>239</sup> Infante Amate, Juan, et Gonzalez de Molina, Manuel, «'Sustainable de-growth' in agriculture and food: an agro-ecological perspective on Spain's agri-food system (year 2000)», *Journal of Cleaner Production*, Vol. 38, 2013, p.32.

<sup>240</sup> Maingault, Philippe, «Une croissance économique écologiquement soutenable est-elle possible?», *Ecologie & Politique*, Vol. 32, Janvier 2006, p. 138.

<sup>241</sup> Trainer, Ted, «De-growth-is not enough», *The International Journal of Inclusive Democracy*, Vol. 6, no. 4, Automne 2010, p. 7.



de la vie sur Terre. Malgré un bilan mitigé, les initiatives locales démontrent clairement des apports positifs sur les citoyens et leur comportement, ce qui influe conséquemment sur l'environnement. Il nous faut maintenant aborder les débats qui ont cours présentement entre auteurs qui sont en faveur et ceux qui s'opposent à la décroissance. En effet, une analyse critique de ces débats aura pour conséquence de clarifier notre position dans l'optique de prendre parti à la discussion. Organisés autour de cinq thèmes, les débats présentés nous permettront de clarifier les défauts théoriques ou incohérences liés au courant de la décroissance, dans la perspective de répondre à la question de recherche posée en introduction.

.

### Chapitre 3.

#### ANALYSE DES DÉBATS SUR LA DÉCROISSANCE

*«Rien n'obscurcit aussi efficacement notre vision de la société que le préjugé économiste»*

*Karl Polanyi*<sup>242</sup>

La posture des objecteurs de croissance, en refusant le développement, ne peut que susciter de vives réactions. L'exposition de ces critiques permettra de vérifier la cohérence des assertions présentées jusqu'ici et qui caractérisent le mouvement de la décroissance. Or, la remise en cause des arguments des objecteurs de croissance aura pour effet de clarifier certaines positions, et bien sûr d'en évaluer la justesse. Des auteurs cités plus bas remettent en question la pertinence théorique et pratique du modèle décroissant; présenter leurs objections permettra de tirer des conclusions quant à la pertinence de la décroissance, dans la perspective de répondre à la question de recherche posée en introduction.

Dans cette optique, il nous sera permis d'aborder cinq principales<sup>243</sup> critiques qui sont adressées aux partisans de la décroissance. Celles-ci seront abordées comme suit : 1) la décroissance est érigée comme objectif en soi, sans en clarifier les limites. 2) Il s'agirait d'un refus du progrès qui conduit à une apologie du «traditionnel». 3) Refuser le développement traduirait un relativisme culturel. 4) Certains auteurs dénotent une incompatibilité avec le capitalisme et avec la démocratie (5). Nous compléterons avec une courte discussion sur la nature

---

<sup>242</sup> Polanyi, Karl, *op. cit.*, p. 214.

<sup>243</sup> Le but n'est pas de faire une démonstration exhaustive de toutes les critiques adressées à la décroissance, mais plutôt de synthétiser autour de quelques grands axes, afin de lancer une discussion académique.

humaine, comparant de fait l'approche de certains auteurs quant à la volonté humaine d'améliorer son sort, ce qui constituerait une caractéristique fondamentale de cette même nature. Enfin, nous évaluerons la possibilité que la croissance soit en voie de disparition, suite à l'épuisement des sources de pétrole. La synthèse des analyses menées au cours des trois chapitres nous fournira les réponses nécessaires pour répondre à la question de recherche, ce qui sera esquissé brièvement à la fin de ce chapitre, avant d'être repris et développé plus longuement en conclusion.

### 3.1 LA DÉCROISSANCE COMME OBJECTIF EN SOI

Jean-Marie Harribey et Jeroen Van den Bergh s'attaquent au concept de décroissance qu'ils conçoivent comme étant flou, difficile à mesurer, et dont l'objectif de réduction du PIB ne permet pas de «sortir de l'économisme»; au contraire cela contribuerait à fétichiser le PIB en tant qu'indicateur. Van den Bergh va plus loin en affirmant que les effets positifs de la réduction du PIB restent à démontrer. Il relate la possibilité de voir les conséquences de cette réduction, qui pourraient être à long terme un fléchissement des investissements dans les technologies propres, les énergies renouvelables et la recherche. De plus, les firmes et les gouvernements sont bien peu enclins à se préoccuper d'environnement en situation de crise<sup>244</sup>. Peter A. Victor a réalisé une simulation basée sur l'économie canadienne<sup>245</sup> qui abonde à contresens de ces affirmations. Bien sûr, il s'agit d'un modèle, toutefois il ne peut pas être balayé du revers de la main puisque les économistes font eux-mêmes constamment usage de modèles similaires. Ses résultats sont concluants en ce qui a trait à la réduction des gaz à effet de serre : si l'économie canadienne continue sa croissance actuelle, l'augmentation de ces gaz toxiques serait de l'ordre de 80% entre 2005 et 2035. À

---

<sup>244</sup> Van den Bergh, Jeroen, «Environment versus growth-A criticism of «degrowth» and a plea for «a-growth»», *Ecological Economics*, Vol. 70, 2011, p. 882.

<sup>245</sup> Voir l'annexe C pour les détails et résultats de cette simulation.

l'inverse, si on optait pour un scénario de décroissance modérée et sélective de certains secteurs de l'économie canadienne, la réduction des gaz à effet de serre émis serait du même ordre, soit 80%, en plus d'avoir pour effets bénéfiques à son avis de réduire le chômage, l'index de pauvreté humain et la dette par rapport au PIB<sup>246</sup>.

Les conclusions de Victor sont frappantes. À cela, ajoutons le constat de Clerc, qui relate la différence entre les bilans environnementaux américain et français, où la croissance a été moindre : «(...) entre 1990 et 2004, le total cumulé des émissions de gaz à effet de serre a progressé de 7 milliards de tonnes aux États-Unis, tandis qu'il reculait de 0,5 milliard de tonnes en France.»<sup>247</sup> Cette différence s'explique par une croissance plus faible du PIB en France durant cette période. Le constat est le même au niveau des inégalités, or le résultat est frappant : durant la même période, le dixième le plus défavorisé de la population américaine a vu son pouvoir d'achat progresser de 650 dollars contre 2 900 euros<sup>248</sup> en France. Le vingtième le plus riche bénéficiait quant à lui d'une hausse de son pouvoir d'achat de 30 000 dollars, alors que les Français les plus riches devaient se «contenter» d'un maigre 4 800 euros<sup>249</sup>. Somme toute, croissance et réduction des inégalités ne peuvent être amalgamés aussi aisément que l'on souhaiterait le croire. Alors que pour plusieurs économistes, la croissance économique est la solution préconisée pour permettre aux pays en développement de sortir du cycle de la pauvreté, cette comparaison nous indique qu'en l'absence de politiques de l'État visant à la redistribution de la richesse créée, cette croissance ne profite qu'à une faible proportion de la population.

---

<sup>246</sup> Victor, Peter A., «Growth, Degrowth and Climate change: A scenario analysis», *Ecological Economics*, 2011, p. 6.

<sup>247</sup> Clerc, Denis, «De la croissance à la décroissance?», op. cit., p. 94.

<sup>248</sup> Si on prend en compte le taux de change en date du 14 novembre 2013, l'amélioration du pouvoir d'achat en France pour le vingtième le plus défavorisé (1990-2004) correspond à 3 886\$ US, comparativement à seulement 650\$ US aux États-Unis. Il s'agit donc d'un écart significatif.

<sup>249</sup> Ibid., p.93. Si on prend en compte le taux de change en date du 14 novembre 2013, l'amélioration du pouvoir d'achat des plus riches en France (1990-2004) se chiffrait à 6 432\$ US.

Quand Van den Bergh critique la possibilité de réduire la taille du PIB et de réaliser une diminution des activités polluantes, il semble confondre décroissance et récession. Il est vrai qu'en temps de récession, des activités polluantes peuvent être privilégiées. Ceci dit, il est primordial de mentionner que la décroissance préconisée se doit d'être sélective, en ce sens que les activités nuisibles telles que le nucléaire doivent décroître, afin de favoriser la croissance des activités culturelles par exemple. Toutefois, il est difficile de ne pas se ranger de son côté, c'est-à-dire que la possibilité de décroître dans un contexte non récessif ne s'est jamais vu, et les comportements des agents économiques en période de récession vont à l'encontre des objectifs visés. Cela signifie que le pessimisme engendré par une régression de l'activité économique entraîne les investisseurs à revoir à la baisse leurs prévisions sur la consommation. Ces prévisions se transforment selon Keynes en une prophétie auto réalisatrice, car cela entraîne une baisse de la consommation stimulée par les licenciements ou baisses de salaires, ce qui induit une nouvelle baisse des investissements qui se répercute sur la consommation; c'est ce qu'on appelle une spirale dépressive<sup>250</sup>. On ne fait pas suffisamment mention du danger d'entrer dans ce genre de dynamique dans la littérature en faveur de la décroissance. Or le danger est bien réel, et faute de s'attaquer à cette problématique, une décroissance du PIB paraît trop risquée pour être bénéfique.

Par ailleurs, Flipo rappelle que la décroissance n'est pas un objectif tangible, mais plutôt une théorie critique qui s'attaque au cœur du système, notamment grâce à son intérêt médiatique, de par son effet provocateur<sup>251</sup>. La décroissance n'est par conséquent pas seulement une question quantitative de faire un peu moins tout en gardant le même cap, mais bien plus fondamentalement de réorganiser les valeurs

---

<sup>250</sup> Combemale, Pascal, «Keynes et les keynésiens», *cahiers français*, no. 345, juillet-août 2008, p. 15.

<sup>251</sup> Flipo Fabrice, « Capitalisme, anticapitalisme et antiproduktivisme, op. cit., p. 237.

en réaffirmant la primauté de l'écologie et du social *via* un retour de l'économie dans le domaine politique<sup>252</sup>.

Giorgos Kallis, dans sa réplique à Van den Bergh, rétorque en outre que le concept de décroissance, malgré son apparente nébulosité, possède une utilité certaine, qui ne peut être quantifiée ou mesurée, au même titre que les concepts de liberté et d'égalité ont des acceptions divergentes, ce qui ne leur enlève rien de leur potentiel émancipateur. Il ajoute que la validité des concepts ne dépend pas uniquement de leur construction intellectuelle, mais aussi du changement social auquel ils peuvent contribuer. Il conclut que malgré l'impossibilité de le mesurer, nous pouvons intuitivement sentir ce qu'est une brèche dans la liberté<sup>253</sup>. Au demeurant, Kallis ne rejette pas d'emblée l'idée de créer des indicateurs qui mesureraient la décroissance, tels que les rejets de CO<sub>2</sub>, les déchets dangereux produits en kg per capita, le nombre total de kilomètres franchis par la nourriture, le niveau de pauvreté et l'indicateur d'égalité<sup>254</sup>. Une diminution des rejets alliée à une augmentation des indicateurs sociaux indiquerait alors que l'on se trouve dans la bonne direction.

### 3.2 LE RAPPORT AU PROGRÈS

Il est reproché à l'objection de croissance son rejet de certaines formes de progrès. Harribey constate un certain idéalisme philosophique, en opposition à un certain déterminisme économiciste, cristallisé dans un projet normatif d'un «retour au local», où un regard béat porté sur les sociétés traditionnelles soutient l'argumentaire favorisant un retour à la Terre-mère. Cette vision idyllique ne se soucie pas des formes de domination sociales inhérentes à ces mêmes sociétés,

---

<sup>252</sup> Fournier, Valérie, op. cit., p. 532.

<sup>253</sup> Kallis, Giorgos, «In defence of degrowth», *Ecological Economics*, Vol. 70, 2011, p. 876

<sup>254</sup> Idem.

qui ne sont pas moindres que dans les sociétés modernes, nonobstant leur rapport différent à la nature<sup>255</sup>.

Par surcroît, une agriculture locale peut paraître envisageable à Clerc (celle-ci pouvant conduire toutefois à une production moindre, ce qui est problématique), en revanche certainement pas en ce qui concerne les activités industrielles et une partie des activités tertiaires, pour lesquelles la spécialisation est essentielle<sup>256</sup>. Au demeurant, il considère le retour au local comme une régression rurale. En effet, la communauté villageoise serait alors centrale à l'organisation sociale, ce qui va à l'encontre de la liberté individuelle permise par la ville, un phénomène historique de conquête de la primauté de l'individu sur les collectivités qui le contraignaient<sup>257</sup>. Enfin, Clerc ne peut envisager une société sans outils scientifiques médicaux par exemple, qui permettent de guérir des maladies; il est en outre impossible de déterminer ce qui est utile ou inutile, puisqu'un lecteur mp3 peut m'apparaître comme un gadget inutile et nuisible, alors que d'autres lui attachent une importance particulière<sup>258</sup>.

Bernard Guibert, dans une réplique à Harribey, considère que l'opposition de ce dernier tient d'un déterminisme historique, «(...) héritières du marxisme ou des catégories de la sociologie du XIXe siècle- qui entérinent l'irréversibilité des processus sociaux au nom de la nécessité progressiste, et subordonnent l'élément humain à cette «nécessité de fer», prix à payer de la modernisation»<sup>259</sup>. Fabrice Flipo y voit un détour rhétorique, car refuser le développement ne signifie pas nécessairement idéaliser les sociétés traditionnelles, d'autant plus qu'il est

---

<sup>255</sup> Harribey Jean-Marie, «L'objection de croissance manquerait-elle de conscience ?», *Revue du MAUSS*, Vol. 34, Février 2009, pp. 288-289.

<sup>256</sup> Clerc, Denis, «De la croissance à la décroissance?», op. cit., p. 101.

<sup>257</sup> Idem.

<sup>258</sup> Ibid., p. 103.

<sup>259</sup> Guibert Bernard, «Décoloniser notre imaginaire de croissance ? Ça urge !», *Mouvements*, Vol. 33-34, Mars 2004, p. 242.

commode de placer tout ce qui est différent de l'Occident dans un grand sac marqué du sceau «traditionnel». Il préconise plutôt de porter un regard sur ces sociétés qui serait dénué d'ethnocentrisme<sup>260</sup>.

D'autre part, Illich a démontré l'absence de miracle technologique, puisque toute innovation a un coût, des externalités, des conséquences négatives. Il fournit de bons exemples en ce sens : l'automobile, outil qui devait nous faire gagner du temps et qui nous en fait perdre-si on considère les embouteillages, l'entretien, etc. À cela s'ajoute la pollution générée par son utilisation, et les dommages collatéraux liés aux accidents. Certains médicaments qui devaient avoir des effets bénéfiques ont par ailleurs des effets indésirables, et peuvent même créer de nouvelles pathologies<sup>261</sup>. Quand Denis Clerc fait l'apologie des IRM, scanners et autres outils médicaux, il ne prend pas en compte les effets négatifs liés à ces outils, et dont les impacts sont encore peu connus. Enfin, Flipo considère que la religion n'a pas complètement disparu, alors que la foi dans un déterminisme technologie a remplacé la foi en Dieu.

L'histoire serait par conséquent conçue uniquement en tant qu'un accroissement des pouvoirs de l'humanité sur la nature, d'où une théorie du bien équivalente au bien-être matériel. Cela conduit à concevoir la même réponse à tout problème : augmenter la division du travail pour conquérir la nature<sup>262</sup>. Les formes d'oppression ont ainsi évolué; la religion contrôlait autrefois les mœurs, aujourd'hui les publicitaires s'en chargent, en faisant la promotion d'outils qui libèrent autant qu'ils enchaînent. Par exemple, lorsque mon employeur m'offre un téléphone portable, cela devrait me permettre de communiquer efficacement,

---

<sup>260</sup> Flipo Fabrice, « Capitalisme, anticapitalisme et antiproductivisme, Commentaire sur le texte de J.-M. Harribey », *Revue du MAUSS*, Vol. 29, Janvier 2007, p. 239.

<sup>261</sup> Gaudillière Jean-Paul, Flipo Fabrice, op. cit., p. 87.

<sup>262</sup> Flipo, Fabrice, Capitalisme, anticapitalisme et antiproductivisme, Commentaire sur le texte de J.-M. Harribey », op. cit., p. 231.



ce qui peut être vécu comme une libération, mais m'enchaîne également au travail, puisque dorénavant je suis joignable en tout temps.

André Gorz abonde dans le même sens, quand il écrit :

Non seulement les techniques réduisent la capacité des hommes à résoudre leurs problèmes, mais que, de plus, dans notre système social capitaliste, elles engendrent des inégalités d'accès qui produisent de la pauvreté relative et de l'exclusion au moment même où elles réduisent cette capacité à agir : «la richesse rend pauvre». (...) Le développement des techniques médicales crée plus de pénuries, d'inégalités et de frustrations qu'il ne satisfait de besoins, tout en entretenant la pire des illusions, à savoir que la médecine saura bientôt guérir toutes les maladies et qu'il n'est donc pas urgent de les prévenir.<sup>263</sup>

Cette foi en la puissance de la technique explique grandement l'attitude des dirigeants en matière d'environnement. Beaucoup croient qu'une régulation efficace des activités polluantes est inutile, puisque de nouvelles technologies vont permettre de limiter ces effets. Gaudillière et Flipo nous rappellent à ce sujet l'exemple des scénarios hydrogène, présentés comme la planche de salut énergétique, et qui ce faisant valorisent des innovations qui sont encore à venir. Ce type d'utopie énergétique a été trop souvent utilisé dans les négociations climatiques pour relativiser ou remettre en cause des objectifs de réduction énergétique.<sup>264</sup> Est-il utile de rappeler que de nombreuses technologies ont été découvertes depuis 1992, année de la conférence de Rio<sup>265</sup>, ce qui n'a pas empêché une augmentation massive des rejets de dioxyde de carbone<sup>266</sup>. L'effet

---

<sup>263</sup> Cité par Clerc, Denis, «De l'état stationnaire à la décroissance : histoire d'un concept flou», op. cit. , p. 86.

<sup>264</sup> Gaudillière Jean-Paul, et Flipo Fabrice, op. cit., p. 85.

<sup>265</sup> Il s'agissait du Sommet de la Terre, où le processus fut enclenché afin de se questionner sur les solutions mondiales à apporter collectivement à la problématique du respect des contraintes écologiques. Ce processus mena à la signature du protocole de Kyoto en 1997.

<sup>266</sup> Augmentation de 80% de l'émission de dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) entre 1970 et 2004 sur la planète, selon le rapport de 2007 du GIEC. GIEC, 2007 : Bilan 2007 des changements climatiques. Contribution des

rebond prend ici tout son sens; l'augmentation de l'écoefficient ne peut inverser la tendance due à la croissance des activités industrielles à l'échelle mondiale.

Freitag ajoute : «face à l'échec planétaire du capitalisme, le Progrès ne peut plus consister à aller encore plus vite dans le même sens, vers les catastrophes déjà escomptées!»<sup>267</sup> Flipo considère qu'il s'agit de l'imposture des théories productivistes, qui prennent les fins pour les moyens, en affirmant que toute augmentation de la productivité est inévitablement bénéfique, sans se soucier si elles sont contreproductives du point de vue sociétal<sup>268</sup>. Un exemple intéressant est celui de la drogue : l'augmentation des capacités productives a permis une diversification incroyable de l'offre depuis 50 ans; peut-on toutefois en conclure qu'il s'agit d'une amélioration bénéfique à la société?

Quant à l'objection selon laquelle la ville libère, alors que le rural enferme, Clerc conçoit lui-même que l'individualisme causé par cette même «libération» est néfaste; en effet l'écroulement actuel du tissu social tire sa source en grande partie de l'individualisme consumériste. Il ne s'agit pas pour les objecteurs de croissance de faire l'apologie du local tel que veulent le croire leurs détracteurs, mais bien de trouver un équilibre entre totalitarisme religieux et individualisme exacerbé. Dans la mesure où l'amélioration de la vie de tous les habitants de la planète exigera un accroissement de la production des «biens», il devra être fait seulement localement et par transfert, selon un système d'équilibrages par compensation. Il existe déjà des «droits de polluer» qui sont vendus en bourse, et donc soumis à la spéculation, et cela constituait bien entendu la pire des tentatives de régler le problème : il aurait été plus pertinent selon Freitag de débiter par le

---

Groupes de travail I, II et III au quatrième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat [Équipe de rédaction principale, Pachauri, R.K. et Reisinger, A. (publié sous la direction de~)]. GIEC, Genève, Suisse, p.5.

<sup>267</sup> Freitag, Michel, op. cit., p. 29.

<sup>268</sup> Flipo Fabrice, « Capitalisme, anticapitalisme et antiproduktivisme, op. cit., p. 236.

«droit à l'enrichissement» ou, plus simplement, par le «droit au développement»<sup>269</sup>. Reste qu'accuser ceux qui critiquent les méfaits de certaines innovations technologiques de réactionnaires et de technophobes demeure la posture la plus fréquente dans le monde scientifique, et ce malgré les objections faites ici.

### 3.3 RELATIVISME CULTUREL

On reproche entre autres aux auteurs post-développementistes partisans de la décroissance de vouloir refuser les bienfaits du développement aux pays du Sud. Denis Clerc, Geneviève Azam et Jean-Marie Harribey sont de ces détracteurs. Denis Clerc résume : « (...) même si les pays du Sud ne suivent pas nos traces, parce qu'elles conduisent à une impasse, ils ne feront pas l'économie de certaines formes d'industrialisation et donc de croissance, parce qu'ils en ont impérativement besoin et qu'on ne sait pas faire autrement»<sup>270</sup>. Cette critique traduit selon ces derniers un certain relativisme culturel, qui fait voir dans tout développement une domination occidentale. Harribey considère que d'immenses besoins sociaux demeurent aujourd'hui à combler, réaffirmant le droit des populations pauvres à un temps de croissance, afin de notamment réduire les inégalités<sup>271</sup>. Il évite bien sûr de mentionner le désastreux bilan du développement en la matière, les inégalités augmentant sans cesse depuis trente ans, tel que mentionné précédemment.

Si Harribey convient de l'affirmation selon laquelle l'Occident, en posant comme finalité le développement industriel, serait un facteur de désintégration matérielle

---

<sup>269</sup> Freitag, Michel, op. cit., p. 16.

<sup>270</sup> Clerc, Denis, «De la croissance à la décroissance ?», *L'Économie Politique*, Vol. 39, Mars 2008, p. 105.

<sup>271</sup> Harribey Jean-Marie, «Les impasses de la croissance et de la décroissance infinies», *Mouvements*, Vol. 32, Février 2004, p. 117.

et culturelle des sociétés coutumières en imposant ce même développement de force, il ne peut admettre que cette critique remette en cause les droits humains fondamentaux<sup>272</sup>. Il est plus flou quant à savoir quels sont ces droits, et s'il s'agit d'un droit au développement dont il se fait l'avocat. Flipo constate que le développement, un concept d'origine biologique, et qui est chargé de naturalisme idéologique, ne devrait pas être mis dans le même panier que les droits de l'homme. Dans sa réplique à Harribey, il écrit : «Ce qui l'intéresse, c'est le développement technique et économique, et l'on sait que ce dernier est compatible avec la négation d'une bonne partie des droits de l'homme-voir l'URSS, la Chine, ou l'Arabie Saoudite, pour des raisons différentes»<sup>273</sup>.

Par ailleurs, les droits de l'homme qui se veulent universels ont été conçus dans le contexte bien spécifique de la société occidentale, reflétant en ce sens son histoire propre, et non celle de l'ensemble de l'humanité. En effet, la charte africaine des droits de l'homme, en plus de reprendre les droits individuels figurant dans les déclarations occidentales, y inclut des devoirs, soit ceux de préserver et de renforcer la solidarité sociale et nationale, selon Guy Roustang. Il ajoute : « (...) autrement dit dans les déclarations occidentales l'individu a une créance sur la société, alors que dans la charte africaine, l'individu a aussi une dette à l'égard de la société»<sup>274</sup>.

Afin de considérer la réponse des objecteurs de croissance face à cette objection, abordons l'épineuse question du développement dans les pays dits «sous-développés». Le concept de développement se nourrit principalement de son antagonisme, le sous-développement, mais qu'en est-il vraiment? Pour Flipo et

---

<sup>272</sup> Ibid., p. 115.

<sup>273</sup> Flipo Fabrice, « Capitalisme, anticapitalisme et antiproductivisme, Commentaire sur le texte de J.-M. Harribey », *Revue du MAUSS*, op. cit., p. 238.

<sup>274</sup> Roustang, Guy, « L'imaginaire économiciste et la question du sens », *Nouvelle revue de psychosociologie*, Vol. 2, Février 2006, p. 39.

Latouche, l'infériorité relatée chez les autres civilisations revêt uniquement un caractère physique, et par conséquent, seulement l'infériorité de caractère matériel autorise le terme de sous-développement<sup>275</sup>. On convient donc à la lumière de cette infériorité qu'on ne peut que faire un pas en avant dans les traces du développement tel qu'il s'est déroulé en Occident. Toute autre voie est écartée d'emblée, car inévitablement perçue comme un recul, le seul objectif étant de faire comme les nations «développées». En toute logique, le développement des forces productives devrait fournir les moyens d'améliorer les conditions de vie, et de réduire les inégalités<sup>276</sup>.

Or, dans les faits le bilan du développement est discutable : l'augmentation des inégalités est fulgurante entre les pays et même au sein des pays les plus aisés, et le bilan environnemental n'est guère plus reluisant<sup>277</sup>. Mais qu'en est-il alors du développement durable? En prétendant qu'il est possible de faire perdurer indéfiniment le système de production de masse, ce concept semble ignorer l'amplitude de la dépendance de l'économie à la biosphère, selon Cohen<sup>278</sup>. Il s'agit bien plus d'une opération marketing que d'une véritable volonté de préserver les ressources pour les générations futures, à en croire les auteurs décroissants. C'est dire que le mode de vie qui est présenté comme étant universel et qui doit se généraliser à l'ensemble de la planète n'est pas durable au

---

<sup>275</sup> Flipo, Fabrice, «Le développement durable est-il l'avenir de la démocratie ?», op. cit., p. 295. Voir aussi Latouche, Serge, *Petit traité de la décroissance sereine*, Mille et une nuits, Librairie Arthème Fayard, Paris, 2007, p.24.

<sup>276</sup> Ibid., p. 297.

<sup>277</sup> «Une étude de l'Académie des sciences des USA en 2002, dirigée par Mathis Wackernagel, montre que depuis 1980, nous consommons plus que ne peut produire la planète de façon durable : 70 % de la biosphère ont été utilisés en 1961 et 120 % en 1999. La disparité est très forte entre les pays : la moyenne mondiale représente 2,3 hectares par personne, mais 9,7 pour les USA, 5,4 pour le Royaume-Uni et 4,7 pour l'Angleterre.» Cité par Azam, Geneviève, op. cit., p. 109.

<sup>278</sup> Cohen, Aurélien, «Futurologie, décroissance et utopisme : quelques mises en garde de la bioéconomie», *Ecologie & Politique*, Vol. 37, Mars 2008, p. 82.

sens strict du terme, et cela constitue une imposture fondamentale qui est fortement dénoncée.

En ce qui concerne le droit des populations défavorisées à une certaine croissance afin de construire des écoles ou des routes, Edgar Morin abonde dans le même sens que les auteurs post-développementistes. Pour Morin, le développement est à la fois négatif et positif : positif, car il a permis d'apporter une certaine prospérité, des autonomies individuelles affranchies de l'autorité familiale, l'apparition des mariages choisis, la liberté sexuelle, de nouveaux loisirs, la consommation de nouveaux produits et a suscité des grands souffles démocratiques<sup>279</sup>. Le côté plus sombre le conduit toutefois à un constat d'échec : les nouvelles classes moyennes au sein des pays émergents sont intoxiquées au consumérisme, dont l'individualisme est sans cesse exacerbé par l'augmentation de la composante imaginaire des désirs qui rend les besoins insatiables, la corruption a gangré les États, les solidarités traditionnelles ont été détruites sans être remplacées, ce qui conduit à une multiplication des solitudes individuelles, causant une explosion de la criminalité, en plus de créer d'immenses zones de misère dont témoignent les bidonvilles d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine; en ce sens, le développement ne peut être considéré comme éthique<sup>280</sup>. Il apparaît évident après analyse que le développement peut apporter ce qu'il y a de mieux de la culture occidentale (par exemple les droits de l'homme), bien qu'il transporte assurément avec lui ses pires vices.

Voilà ce que dénonce Latouche, qui refuse de voir dans les autres sociétés des façons de faire forcément archaïques, parce que différentes. D'ailleurs, l'anthropologue Marshall Sahlins considère que « (...) l'économie primitive n'est pas une économie de misère, mais la première et jusqu'à présent la seule

---

<sup>279</sup> Morin, Edgar, op. cit., p. 24.

<sup>280</sup> Idem.

économie d'abondance, puisque les besoins sociaux y sont satisfaits sans sentiment de rareté»<sup>281</sup>. Morin constate en outre que le fait de considérer que les sociétés occidentales sont la finalité de l'histoire humaine est un produit du sociocentrisme occidental, qui constitue le moteur d'une occidentalisation déchaînée<sup>282</sup>. Ce sociocentrisme nous pousse à chercher les «besoins» de telle région en biens et services sans nous questionner si cela va contribuer au bien-être local. Selon Flipo, «on ne peut pas déduire le besoin en écoles d'un pays de son taux d'équipements scolaires inférieur à la moyenne française – les écoles peuvent tout aussi bien servir à l'impérialisme culturel qu'à l'émancipation»<sup>283</sup>.

Il est ici essentiel de rappeler le rôle nocif que jouent les hyper riches<sup>284</sup> en créant un sentiment de frustration qui se répand même à l'échelle planétaire, ce qui pousse à désirer une croissance sans jamais s'interroger sur le besoin que ce désir recouvre<sup>285</sup>. Dans *La puissance des pauvres*, Majid Rahnema et Jean Robert résument à merveille pourquoi les populations acculées à la misère souhaitent néanmoins bénéficier des fruits du développement.

George Orwell avait vu juste quand, dans 1984, il imaginait un gouvernement dont le pouvoir se fonderait sur un langage artificiel, le novlangue, dont étaient exclus tous les mots pouvant exprimer une émotion non manipulée, un attachement sincère ou une perception personnelle des choses. Ce que tu appelles la «langue de bois des politiciens» est un novlangue qui s'empare de mots comme «développement» et «croissance» puis «progrès», «indépendance», «démocratie», «économie», jusqu'à «pauvreté», et les transmute en mots-clés du dispositif de pouvoir. Ce n'est ainsi que l'on peut comprendre comment tant de pauvres acculés à la misère par les

---

<sup>281</sup> Aries, Paul, op. cit., p. 20.

<sup>282</sup> Morin, Edgar, op. cit., p. 26.

<sup>283</sup> Flipo Fabrice, « Capitalisme, anticapitalisme et antiproduktivisme, op. cit., p. 236.

<sup>284</sup> Il n'est jamais aisé de définir et tracer des contours bien définis à la richesse. Nous entendons ici la minorité de gens qui possèdent plusieurs millions de dollars et qui ont le loisir de s'offrir des luxes inaccessibles à l'écrasante majorité de la population mondiale.

<sup>285</sup> Clerc, Denis, «De la croissance à la décroissance ?», op. cit., p. 105.

processus de croissance économique revendiquent un droit à ce qui les écrase. C'est le cas, notamment, de biens des paysans-pas tous-qui, toute croissance étant un signe de vitalité, ne comprennent pas nos objections à la croissance économique. Il est évident pour nous, de l'extérieur, que l'idéologie et les *pratiques* du développement ont eu plus que jamais des effets désastreux sur leur mode de vie, mais, même au bord du gouffre où ils se sentent maintenant sur le point de basculer, ils continuent d'être séduits par les promesses du développement<sup>286</sup>.

Xue et al., dans un excellent article, se sont penchés sur la question de la pertinence de la décroissance pour la Chine, dont l'objectif demeure de «rattraper» les pays développés en matière de revenus<sup>287</sup>. Leurs conclusions sont claires : la croissance actuelle a des effets sociaux et environnementaux désastreux, et tôt ou tard il faudra aborder une certaine décroissance, surtout lorsqu'on considère l'empreinte écologique. Une empreinte écologique *per capita* similaire aux pays développés en Chine signifie une augmentation globale de 20% de l'empreinte écologique mondiale, et la bio-capacité de la Chine pourrait soutenir uniquement 43% de cette même empreinte, ce qui fera inévitablement peser le fardeau sur le reste du monde<sup>288</sup>. Il est fort intéressant d'obtenir de tels constats de la part de chercheurs placés dans la perspective d'un pays en développement, et qui sont tout de même conscients des limites qui devront tôt ou tard être imposées à la croissance économique. Ils ne vont toutefois pas jusqu'à préconiser un arrêt total de la croissance à l'heure actuelle. Ils utilisent seulement pour référence des thèmes chers à la décroissance comme l'empreinte écologique pour illustrer l'impossibilité d'une croissance à l'infini de la Chine.

---

<sup>286</sup> Rahnema, Majid, et Robert, Jean, op. cit., p. 227.

<sup>287</sup> Xue, Jin, et al., «Is the degrowth debate relevant to China?», *Environ Dev Sustain*, Vol. 14, 2012, p.93.

<sup>288</sup> Ibid., p. 100.



De plus, devant la perspective de voir la croissance freinée par la hausse du prix de l'énergie<sup>289</sup>, Heinberg croit que des millions de gens ne pourront jamais atteindre le niveau de consommation atteint par les nations industrialisées. Il souligne qu'à présent, les efforts qui devront être déployés afin d'améliorer la qualité de vie de ces nations ne pourront que mettre l'accent sur l'expression culturelle, les libertés politiques et les droits civiques, à défaut de pouvoir compter sur une croissance du PIB<sup>290</sup>.

### 3.4 LA DÉCROISSANCE EST-ELLE COMPATIBLE AVEC LE CAPITALISME?

Fotopoulos, Trainer et Van Griethuysen émettent des réserves formelles sur la possibilité de tabler sur une décroissance, tout en conservant l'économie de marché. En effet, Fotopoulos considère que les amendements que le projet de décroissance souhaite apporter au capitalisme sont insuffisants, puisque contrairement à ce que les auteurs post-développementistes affirment, l'idéologie de croissance a simplement été utilisée pour justifier l'économie de marché et les dynamiques qui lui sont propres; il serait naïf de croire que simplement changer de valeurs ou de seulement condamner la croissance économique en soi permettra de changer les choses<sup>291</sup>. La solution ne peut que passer par le remplacement de l'économie de marché.

Van Griethuysen relate quant à lui la relation privilégiée qu'entretient le crédit avec le capitalisme. Il considère que la relation de crédit en soi induit une obligation de croissance. La rationalité du créancier le conduit à uniquement reconnaître la valeur monétaire de la propriété, ce qui impose la solvabilité des

---

<sup>289</sup> Ce point fut explicité au premier chapitre, p. 33-34.

<sup>290</sup> Heinberg, Richard, op. cit., p. 7.

<sup>291</sup> Fotopoulos, Takis, «Is degrowth compatible with a market economy?», *The International Journal of Inclusive Democracy*, Vol. 3, no. 1 Janvier 2007, p. 8.

agents économiques, la monétarisation des activités économiques et leur rentabilité, toutes ces logiques constituant la rationalité spécifique d'une économie capitaliste basée sur la propriété privée<sup>292</sup>. Or les intérêts peuvent être remboursés uniquement si l'emprunteur a bénéficié d'une croissance quelconque. Dans les faits, le remboursement des intérêts ne pourrait plus exister dans une économie sans croissance, à en croire Trainer<sup>293</sup>.

Il appert par ailleurs que les débiteurs qui ne se conforment pas aux exigences de croissance sont éliminés de l'économie (par la saisie, fermeture ou le rachat), et il est impossible dans une telle économie de refuser le crédit qui devient une nécessité dès lors qu'il offre un avantage comparatif non négligeable aux concurrents<sup>294</sup>. La conclusion est par conséquent évidente : la croissance est une obligation absolue dans un tel système, et les créiteurs ne pourront jamais se préoccuper des externalités (par exemple l'environnement), puisqu'ils n'ont à cœur que la rentabilité de leur capital. Trainer obtient le même constat, et ils préconisent tous deux une régulation sociale, c'est-à-dire l'instauration de limites *via* les institutions, pour sortir de cette impasse. Trainer propose même de prohiber le gain, ce qui permettrait d'éliminer l'économie de marché<sup>295</sup>. En ce sens, il affirme que sans croissance, de nombreuses industries disparaîtraient inévitablement, puisque produire plus est leur raison d'être, ce qui provoquerait une transformation radicale du système bancaire<sup>296</sup>. La croissance et l'économie de marché apparaissent donc indissociables : on entre dans le marché afin de maximiser ses gains, et pour cela il est impératif d'investir là où les profits seront maximisés<sup>297</sup>. Le constat que nous pouvons en dégager est limpide : l'économie

---

<sup>292</sup> Van Griethuysen, Pascal, «Why are we growth-addicted?, The hard way towards degrowth in the involuntary western development path», *Journal of Cleaner Production*, Vol. 18, 2010, p. 591.

<sup>293</sup> Trainer, Ted, op. cit., p. 2.

<sup>294</sup> Van Griethuysen, Pascal, op. cit., p. 593.

<sup>295</sup> Trainer, Ted, op. cit., p. 5.

<sup>296</sup> Ibid., p. 2.

<sup>297</sup> Ibid., p.3.

telle que nous la connaissons ne peut survivre à une décroissance, qui lui retirerait sa force vitale, à savoir la perspective d'une croissance future, qui permet de faire perdurer le crédit, la spéculation qui l'entoure, mais surtout les entreprises qui misent sur leur rentabilité inhérente à la croissance de leurs activités.

Van Griethuysen, face à ce constat, est peu optimiste quant aux chances de voir le scénario du remplacement de l'économie capitaliste triompher. Conscient de l'opposition des groupes qui ont tout intérêt à favoriser l'expansion capitaliste et des immenses difficultés techniques inhérentes à un changement d'une telle amplitude, il considère que le trajet suivi par le développement occidental représente un obstacle à une réorientation de la sorte<sup>298</sup>. Latouche est bien conscient des difficultés que pose un changement aussi radical, en plus de s'inquiéter des conséquences désastreuses que cela pourrait occasionner, avec la forte possibilité que le chaos remplace l'économie de marché, plutôt que ces alternatives post-capitalistes. Kallis convient qu'il sera impossible d'opérer une décroissance sans un changement radical dans les institutions primordiales que sont la propriété, le travail, le crédit et l'allocation; le système qui en résulterait ne pourrait par conséquent plus être appelé capitalisme<sup>299</sup>.

Latouche propose ainsi, dans son «pari de la décroissance» d'effectuer un «dépassement» de la modernité, qu'il voudrait voir se passer en bon ordre<sup>300</sup>. À défaut d'intégrer les contraintes écologiques, la critique marxiste de la modernité demeure fortement ambiguë selon lui. Il dit : «l'économie capitaliste est critiquée et dénoncée, mais la croissance des forces qu'elle déchaîne est qualifiée de «productive» (alors même qu'elles sont au moins tout autant destructrices)»<sup>301</sup>. Cette critique de la théorie marxiste, associée aux exactions commises en son

---

<sup>298</sup> Van Griethuysen, Pascal, op. cit., p. 593.

<sup>299</sup> Kallis, Giorgos, op. cit., p. 875.

<sup>300</sup> Latouche, Serge, *Petit traité de la décroissance sereine*, op. cit., p. 137.

<sup>301</sup> Ibid., p.136.

nom au XXe siècle, conduit Latouche sur un chemin plus prudent, s'inspirant plutôt de l'écosocialisme de Michael Löwy et du municipalisme libertaire de Murray Bookchin<sup>302</sup>.

Il est essentiel de consacrer quelques lignes pour résumer ce qu'est l'écosocialisme. Ce concept vise, selon O'Connor, une réconciliation des intérêts économiques et écologiques, en se fondant sur un contrôle démocratique qui emploierait la rationalité écologique afin d'établir la suprématie de la valeur d'usage sur la valeur d'échange<sup>303</sup>. S'ajoutent trois conditions à l'atteinte de ces objectifs pour Löwy :

- Propriété collective des moyens de production, entendue comme propriété publique ou coopérative
- Planification démocratique permettant à la société d'établir ses objectifs quant à l'investissement et la production
- Reconfiguration de la structure technologique des forces productives, entendue comme une transformation sociale et économique<sup>304</sup>

En énonçant ces exigences, Löwy est conscient qu'il s'agit d'une transformation radicale qui ne pourra advenir que si les thèses écosocialistes deviennent majoritaires en un temps et un lieu donné. Il est conscient également que le socialisme bureaucratique totalitaire historique n'a pas été un garant de la préservation de l'environnement, car le système de planification antidémocratique s'est trouvé soumis aux mêmes impératifs capitalistes inhérents à la

---

<sup>302</sup> À ce sujet, voir entre autres : Bookchin, Murray, «Le municipalisme libertaire», *Alternative Libertaire*, Vol. 230, Été 2000, Extraits de *From Urbanization to Cities*, Londres, Cassel, 1995, Traduction de Jean Vogel.

<sup>303</sup> Löwy, Michael, «Écosocialisme et planification démocratique», *Ecologie & politique*, Vol. 37, Mars 2008, p. 165.

<sup>304</sup> Idem.

logique du profit. Cette logique ne peut considérer aucune variable écologique dans son calcul froid et quantitatif de l'accumulation du capital. Le problème ne serait donc pas la planification, qui ne serait pas porteuse de dictature en elle-même, mais plutôt la limitation sans cesse plus grande de la démocratie, associée à l'édification d'une bureaucratie totalitaire suite à la mort de Lénine<sup>305</sup>. L'appropriation locale d'instances démocratiques permettant de réaliser une réelle planification de l'économie dans une perspective communautaire permettra ainsi de limiter les possibilités de dérive autoritaire. Il s'agira d'établir par la suite des règles interdisant l'appropriation du pouvoir décisionnel par l'autorité centrale.

### 3.5 ASPECTS DÉMOCRATIQUES

Le lien privilégié entre décroissance et démocratie est contesté par Romano. Ce dernier prétend qu'une fois que le démon de l'autonomie démocratique aura été relâché, il sera impossible de le confiner à l'intérieur de limites naturelles<sup>306</sup>. Il soutient que la décroissance, en se basant sur une analyse découlant du «bon sauvage» héritée de Rousseau, se voile la face quant à ce qui existe, en ne se concentrant que sur la présomption selon laquelle dans un régime de parfaite immanence démocratique, les êtres humains poursuivront le «bien» et la «justice». Romano constate quant à lui que le localisme existant a produit des patrouilles de nuit contre les immigrants et les prostituées, et qu'on a brûlé les camps de gitans pour assurer «l'hygiène des communautés»<sup>307</sup>. *A contrario* des objecteurs de croissance, il conçoit leurs thèses comme une menace pour la démocratie<sup>308</sup>. De plus, Romano croit que rien ne garantit que le peuple fera des choix

---

<sup>305</sup> Löwy, Michael, op. cit., p. 169.

<sup>306</sup> Romano, Onofrio, «How to rebuild democracy, re-thinking degrowth», *Futures*, Vol. 44, 2012, p. 583.

<sup>307</sup> Ibid., p. 554.

<sup>308</sup> Ibid., p. 584.

«écologiques» ou même éclairés, et que les citoyens préféreront les petites boutiques aux centres commerciaux, les petits immeubles aux gratte-ciels, etc.<sup>309</sup>

Löwy a prévu cette objection, à savoir les aspirations des individus, motivés par des désirs infinis qui doivent être contrôlés, étudiés, et refoulés si nécessaire.

Or, l'écossocialisme est fondé sur une hypothèse raisonnable, déjà soutenue par Marx : la prédominance de «l'être» sur «l'avoir» dans une société sans classes sociales ni aliénation capitaliste, c'est-à-dire la primauté du temps libre sur le désir de posséder d'innombrables objets : la réalisation personnelle par le biais de véritables activités, culturelles, sportives, ludiques, scientifiques, érotiques, artistiques et politiques. Le fétichisme de la marchandise incite à l'achat compulsif à travers l'idéologie et la publicité propres au système capitaliste. Rien ne prouve que cela fait partie de «l'éternelle nature humaine»<sup>310</sup>.

Afin de prendre des décisions éclairées, les citoyens se doivent conséquemment d'être bien informés sur les enjeux socio-économiques, sans obstruction de la part de la classe dominante, ce qui apparaît plutôt peu probable dans le contexte actuel du capitalisme, selon Boillat et al<sup>311</sup>. Romano considère par surcroît que l'objectif de réduction volontaire prôné par la décroissance est voué à l'échec, puisqu'il faudrait être un saint pour adhérer à un modèle qui a déjà été rejeté par l'histoire, à savoir l'éthique de Saint-Simon, où la production réelle doit être entièrement réalisée par chaque communauté<sup>312</sup>.

Ceci dit, les débats sur la notion essentielle de nature humaine font rage depuis de nombreux siècles déjà, et les présenter de manière exhaustive serait totalement hors propos; nous nous contenterons d'effleurer le sujet, vu sa pertinence en lien

---

<sup>309</sup> Ibid., p. 543.

<sup>310</sup> Löwy, Michael, op. cit., p. 177.

<sup>311</sup> Boillat, Sébastien, Gerber, Julien-François, Funes-Monzote, Fernando R., op. cit., p. 601.

<sup>312</sup> Romano, Onofrio, op. cit., p. 587.

avec le propos de cette recherche. Kallis apporte toutefois une contribution intéressante, se situant dans la tradition de Mill : le désir de distinction sociale pourrait bien être inscrit dans nos gènes, mais cela ne nécessite pas forcément une rivalité au niveau de l'accumulation matérielle qui serait sans fin. Des compétitions sportives seraient par exemple tout aussi appropriées dans cette perspective de compétitivité<sup>313</sup>.

Polanyi avait noté, dans son étude des sociétés préindustrielles, cette propension à la distinction, mais qui pouvait se révéler bénéfique, dans la mesure où la tribu encourage des valeurs de partage et d'équité, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui. Pour lui, « (...) l'homme agit de manière, non pas à protéger son intérêt individuel à posséder des biens matériels, mais de manière à garantir sa position sociale, ses droits sociaux, ses avantages sociaux »<sup>314</sup>. Si l'homme accorde aujourd'hui une valeur aux biens matériels, c'est parce que leur possession sert cette fin. Somme toute, puisque la possession matérielle est encouragée, car elle permet d'améliorer son statut social, elle devient une nécessité. Au contraire, dans les sociétés où la possession n'est pas valorisée, on n'accumule pas des richesses sans fin.

Voilà en quoi consiste l'objectif de décoloniser l'imaginaire collectif. On peut douter des chances de réussite, toutefois c'est le pari qu'ont pris les objecteurs de croissance. Pour Marco Deriu, la décroissance représente une chance unique pour la démocratie de retourner à ses racines. Ce dernier soutient que les propositions de décroissance, durabilité, relocalisation et de reproduction portent de nouvelles valeurs qui requièrent une régénération des institutions démocratiques fondamentales<sup>315</sup> qui sont actuellement sclérosées. Van den Bergh, pessimiste

---

<sup>313</sup> Kallis, Giorgos, op. cit., p. 879.

<sup>314</sup> Polanyi, Karl, op. cit., p.91.

<sup>315</sup> Deriu, Marco, «Democracies with a future: Degrowth and the democratic tradition», *Futures*, Vol. 44, 2012, p. 560.

face à la nature humaine, croit qu'il est nécessaire d'ajouter de nouvelles institutions à l'économie et surtout en matière d'environnement, puisque compter sur une réduction volontaire serait incongru, compte tenu du peu d'adhésions suscitées par cette option peu populaire<sup>316</sup>.

Est-il utile de rappeler l'échec de la réglementation internationale des gaz à effet de serre, symbolisé en grande partie par le Protocole de Kyoto, que le Canada a abandonné récemment. Bref, face à cette impasse, le pari de la décroissance de «décoloniser l'imaginaire» est de construire un imaginaire différent où une réelle régulation serait non seulement possible, mais souhaitée par les citoyens. Sur ce point, Rumpala se pose une question primordiale : comment la décroissance peut-elle en arriver à influencer la culture dominante, au même moment où elle fait face «à de puissantes forces d'inertie et d'opposition, liées à un régime économique d'accumulation, à des orientations technicistes, à des tendances à l'individualisme consumériste, etc.»<sup>317</sup> ? Pour lui, le recul historique peut nous mener vers une analyse éclairant le processus s'étant déroulé lors des transitions par le passé dans des systèmes techniques, économiques ou culturels<sup>318</sup>. Kallis en rajoute, arguant que le changement social n'est jamais le fait des «rois» et des «prêtres» de l'époque, mais qu'il est plutôt réalisé grâce à une fenêtre d'opportunité, qui peut s'ouvrir à tout moment, et fréquemment suite à une longue période de stabilité et de statu quo<sup>319</sup>.

Voilà pourquoi toute l'attention est tournée vers la base (les citoyens), unique berceau d'une possible révolution non violente de la pensée qui conduirait vers une société de décroissance. D'ailleurs, l'initiative locale est la seule susceptible

---

<sup>316</sup> Van den Bergh, Jeroen, op. cit., p. 884.

<sup>317</sup> Rumpala, Yannick, «La décroissance soutenable face à la question du « comment ? », Une remise en perspective par les processus de transition et leurs conditions de réalisation», *Mouvements*, Vol. 59, Mars 2009, p. 166.

<sup>318</sup> Idem.

<sup>319</sup> Kallis, Giorgos, op. cit., p. 878.



de renforcer le lien social et donc politique entre les individus, car c'est uniquement à cette échelle que les conséquences de leurs actions sont perceptibles, selon Bookchin<sup>320</sup>. Latouche perçoit l'ampleur de la tâche lorsqu'il écrit que tout homme politique qui serait élu en proposant un tel programme avec l'intention de l'appliquer serait assassiné dans la semaine suivante<sup>321</sup>. Il cite un discours prononcé à l'ONU en décembre 1972 par le président du Chili Salvador Allende, assassiné quelques mois plus tard pour avoir mis en œuvre une politique infiniment moins subversive que celle abordée ici. Il en donnait une explication extrêmement lucide :

Le drame de ma patrie est celui d'un Vietnam silencieux. Il n'y a pas de troupes d'occupation ni d'avions dans le ciel du Chili. Mais nous affrontons un blocus économique et nous sommes privés de crédits par les organismes de financement internationaux. Nous sommes face à un véritable conflit entre les multinationales et les États. Ceux-ci ne sont plus maîtres de leurs décisions fondamentales, politiques, économiques et militaires à cause des multinationales qui ne dépendent d'aucun État. Elles opèrent sans assumer leurs responsabilités et ne sont contrôlées par aucun parlement ni aucune instance représentative de l'intérêt général. En un mot, c'est la structure politique du monde qui est ébranlée (...).<sup>322</sup>

Enfin, toute théorie critique possède cette contradiction entre démonstration claire des processus à combattre et une imprécision quant aux objectifs et aux moyens de faire advenir un autre monde, et la décroissance n'échappe pas à ce paradoxe. Voilà en quoi consistait la force de la théorie marxiste : sa capacité à cerner les sujets révolutionnaires et à leur fournir des indications claires quant au chemin à suivre. Cette théorie doit aujourd'hui être revisitée, au vu des exactions commises en son nom au XXe siècle dans les pays communistes.

---

<sup>320</sup> Bookchin, Murray, op. cit.

<sup>321</sup> Latouche, Serge, *Petit traité de la décroissance sereine*, op. cit., p. 116.

<sup>322</sup> Idem.

Voici donc la tentative effectuée par les objecteurs de croissance, en suscitant bien sûr nombre de débats. Cela faisait toutefois partie des objectifs au départ. On souhaite ouvrir un espace cognitif libéré de l'impératif de croissance, dans une perspective écologique, mais surtout sociale. Dans le tableau qui suit, nous avons tenté de résumer les débats présentés ci-haut.

Tableau 3.4- Analyse des principaux débats

| Aspect                            | Critique  | Réplique de la décroissance  |
|-----------------------------------|---|--|
| <b>3.1 Objectif: décroissance</b> |   |  |
|                                   | Concept flou, difficile à mesurer (Van den Bergh).  | L'utilité des concepts ne se mesure pas uniquement de par leur construction intellectuelle, mais aussi de par le changement social qu'ils peuvent apporter. Le concept de liberté est utile bien qu'il soit difficilement mesurable (Kallis).  |
|                                   | Conséquences négatives de la réduction du PIB : moins d'investissements dans les technologies propres, choix de techniques plus «sales» (Van den Bergh).  | Il s'agit là d'une confusion entre décroissance volontaire et récession. Le bilan environnemental de la France en comparaison des États-Unis fournit une indication d'un meilleur bilan carbone lorsque la croissance est moindre (Clerc).   |
| <b>3.2 Progrès</b>                |   |  |
|                                   | Retour au local : la décroissance porte un regard complaisant sur les sociétés traditionnelles sans se soucier des formes de domination qui y priment; la ville permet l'épanouissement des libertés individuelles (Clerc). | Le retour au local ne doit pas être anticipé comme une régression historique, mais comme une recherche visant à réinventer les rapports sociaux sur une base non marchande. Influence libertaire en ce sens (Latouche).  |
|                                   | Il est impossible de produire tout localement. Les biens manufacturés nécessitent une division des tâches, justement inhérente au capitalisme (Clerc).  | L'objectif est de produire ce qu'il est possible localement, mais sans viser une production locale de tout bien ou service (Latouche).   |
|                                   | Des innovations peuvent sauver des vies. Il est impossible de juger de la pertinence de ces innovations, puisqu'il s'agit d'opinions subjectives relatives à l'individu (Clerc).  | Toute innovation a un coût, des conséquences négatives. Un scanner peut guérir des maladies, mais il pourrait avoir des effets sur la santé lui-même. La foi dans la technique pousse les dirigeants politiques à ne pas agir sur le dossier climatique, car ils sont convaincus que le progrès réglera le problème (Flipo).   |
| <b>3.3 Relativisme culturel</b>   |   |  |
|                                   | La décroissance refuse les bienfaits du développement aux pays du Sud, sous prétexte que tout développement traduit une domination occidentale (Harribey).  | Le développement cause une augmentation croissante des inégalités. Fruit du sociocentrisme occidental, le terme de sous-développement est autorisé par une infériorité matérielle seulement. Comment juger de ce que nécessite un habitant d'une autre culture sans y apposer une vision occidentale? De plus, le développement induit une occidentalisation qui détruit les solidarités dans les pays en développement (Latouche, Morin). |

| 3.4 capitalisme |  |   |
|-----------------|--|---|
|                 | Le capitalisme repose sur l'obligation de croître, car le crédit induit une obligation à la croissance. Par conséquent, l'économie de marché capitaliste ne pourrait survivre à une décroissance.  | La seule solution consiste à remplacer le capitalisme par une société de décroissance ou un état stationnaire. Pour ce faire, les auteurs ne s'entendent pas sur les moyens. Ils se sont inspirés du municipalisme libertaire de Murray Bookchin et de l'écosocialisme de Löwy.   |
| 3.5 Démocratie  |  |   |
|                 | Nature humaine peu propice à laisser les choix guidés par la masse. Rien ne garantit que des choix plus écologiques seront faits. D'ailleurs, le localisme existant a produit des patrouilles de nuit contre les immigrants et les prostituées, qui brûlent les camps de gitans. | Hypothèse soutenue par Marx : «la prédominance de «l'être» sur «l'avoir» dans une société sans classes sociales ni aliénation capitaliste, c'est-à-dire la primauté du temps libre sur le désir de posséder d'innombrables objets. Le fétichisme de la marchandise incite à l'achat compulsif à travers l'idéologie et la publicité propres au système capitaliste. La nature humaine est influencée par les mœurs sociales, tel que soutenu par Polanyi <sup>323</sup> . |

À la lumière de l'analyse des débats présentés, il apparaît clair que la proposition d'une décroissance dans sa formule actuelle ne constitue pas une alternative pertinente et préférable au développement capitaliste. Cela tient au fait que le capitalisme nécessite une croissance pour fonctionner, et que par conséquent proposer une décroissance serait synonyme de récession. Certains auteurs argueront qu'une distinction doit être faite entre les deux concepts, toutefois il est impossible de croire que l'un ne va pas sans l'autre. De plus, en période récessive, rien ne garantit que des choix plus écologiques soient effectués, tel que le soutient Van den Bergh. Pour les objecteurs de croissance, il reste à démontrer que la décroissance du PIB n'est pas une récession, avec tous ses effets indésirables.

Bien que l'objectif soit de diminuer l'empreinte écologique des pays opulents afin de redistribuer les ressources de la planète, l'absence de solution concrète au développement actuel ne permet pas de conclure que l'option de la décroissance représente une alternative qui soit crédible. Cela tient principalement au chaos provoqué par une crise du capitalisme, dont l'inévitabilité peut être prouvée en étudiant l'histoire des crises économiques mondiales. Les crises sont en effet

<sup>323</sup> Polanyi, Karl, op. cit., p. 91.

accompagnées d'une diminution de l'activité économique, ce que l'on pourrait appeler une décroissance du PIB.

Néanmoins, il serait inapproprié dans les circonstances de faire preuve d'aveuglement et de célébrer les vertus de la croissance sans noter certains aspects critiques du courant décroissant qui sont fort à propos. Il apparaît que le développement actuel est destructeur : de l'écosystème, mais également des liens sociaux. Force est de constater que ces enjeux sont trop souvent escamotés au profit d'un fétichisme de la croissance, qui ne s'intéresse qu'à elle et à elle seule, sans se soucier des dommages collatéraux. Qui plus est, la question des limites inhérentes à la finitude de la biosphère doit être abordée sans délai, puisque les réponses apportées par les tenants de la croissance infinie apparaissent bien minces : substituer les facteurs de production, recycler, et favoriser l'écocoefficiencé des produits. Nous avons vu que ces solutions ne pouvaient être suffisantes pour annuler les effets destructeurs du mode de production actuel, et donc que l'entropie du système terrestre allait nous rattraper un jour ou l'autre. À moins de réinventer les lois de la physique, la question de la finitude de l'espace propice à la vie devra être abordée un jour ou l'autre.

Rubin et Douthwaite partagent la même conclusion, ils constatent tous deux que l'augmentation des prix du pétrole due à sa rareté- ou à la trop grande demande- conduit inévitablement à la fin de la croissance, qu'on le veuille ou non. La question de savoir si un monde sans croissance est désirable ou non ne se pose pas à leurs yeux, puisqu'il est inéluctable. Rubin estime que plus nous augmentons notre consommation d'énergie *via* la croissance économique, plus nous devons nous attendre à payer un prix élevé pour celle-ci. «Lorsque nous ne trouverons plus de nouvelles sources d'énergie, nos économies cesseront de croître»<sup>324</sup>. Il ne peut concevoir que les énergies renouvelables suffiront à nous

---

<sup>324</sup> Rubin, Jeff, op. cit., p. 27.

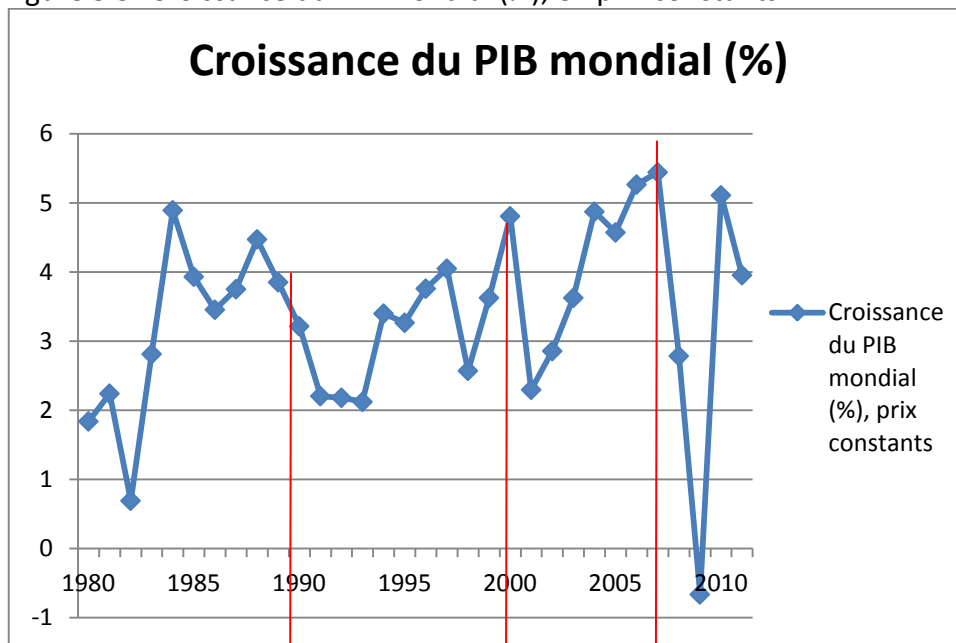
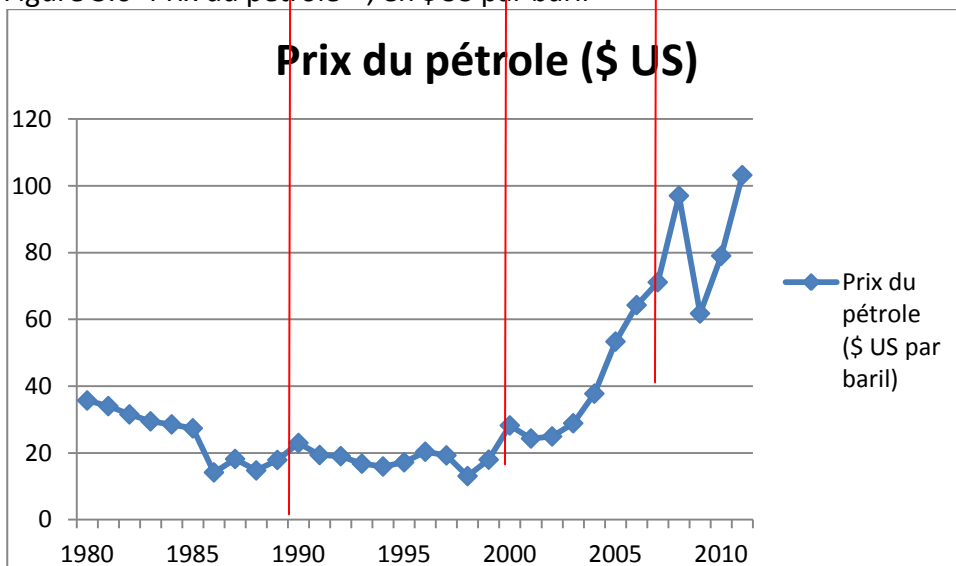
mettre à l'abri des conséquences de la hausse persistante des prix du pétrole. «Dans l'immédiat, notre destin économique demeure indissociablement lié aux combustibles fossiles»<sup>325</sup>. Douthwaite démontre une corrélation claire entre le PIB mondial et l'approvisionnement en pétrole<sup>326</sup>. Il est possible de saisir ce lien étroit en observant les deux graphiques qui suivent. Lorsque le prix du pétrole est en hausse, la croissance du PIB mondial diminue. On peut même observer que les contrecoups sont de plus en plus brusques, avec un baril de pétrole autour des trois chiffres.

---

<sup>325</sup> Ibid., p. 32. Voir également l'annexe B.

<sup>326</sup> Afin d'éclairer ce propos, veuillez consulter le graphique de l'annexe D.

Figure 3.5- Croissance du PIB mondial (%), en prix constants

Figure 3.6- Prix du pétrole<sup>327</sup>, en \$US par baril

Source : Site web du Fonds Monétaire International, *World Economic Outlook Database*, Septembre 2011, disponible au : <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2011/02/weodata/index.aspx> [Consulté le 16 octobre 2013].

<sup>327</sup> Il s'agit d'un prix moyen à court terme calculé par le FMI à partir de trois types de pétrole : *Dated Brent*, *West Texas Intermediate*, et le *Dubai Fateh*.

Nous y avons ajouté trois lignes verticales représentant des sommets dans le prix du pétrole, coïncidant avec une diminution de la croissance du PIB mondial. Durant la majeure partie de cette période couvrant plus de trente ans (1980-2012), les prix du pétrole ont navigué sous la barre des 40\$ le baril. Lorsqu'il a grimpé en flèche pour dépasser les 100\$, la crise a été d'autant plus importante. Nous pouvons observer que la tendance se maintient et se renforce, car les prix sont en hausse depuis 2010, ce qui plombe la reprise mondiale. Rubin y voit l'épuisement des sources de pétrole moins coûteuses, comme les champs pétrolifères du Moyen-Orient. De nouvelles sources de pétrole sont découvertes, mais le coût d'extraction est trop élevé, car elles sont situées dans des zones où l'exploitation est ardue et complexe, ce qui fait augmenter les prix propulsés par une demande mondiale en forte hausse. Le pic pétrolier ne représente donc pas selon lui un problème d'offre, mais de demande : bien que les prix élevés permettent une meilleure offre, cette offre se situe à un prix supérieur à celui que nous sommes en mesure de payer. «Autrement dit, le seul pic qui compte, c'est celui déterminé par le prix que nous pouvons payer, et non par la quantité de puits que nous pouvons forer»<sup>328</sup>. La conclusion est pour lui évidente. On peut découvrir de nouvelles sources d'approvisionnement alternatives, mais elles n'en demeureront pas moins trop coûteuses, et les prix élevés auront pour conséquence de plomber la croissance mondiale.

Lorsque les sources d'énergie fossile commenceront à décliner, on peut s'attendre à une diminution de la production et par voie de conséquence au même effet sur les salaires à une échelle mondiale<sup>329</sup>. Reste à savoir selon Heinberg si les leaders mondiaux sauront rendre cet état de fait tolérable en réformant les systèmes financiers, de transport et de production alimentaire, ou bien s'ils laisseront la

---

<sup>328</sup> Rubin, Jeff, op. cit., p. 68.

<sup>329</sup> Douthwaite, Richard, op. cit., p. 1.



situation se dégrader pour se transformer en la pire tragédie de l'histoire<sup>330</sup>. À la lumière de cette analyse, Douthwaite abonde dans le même sens, arguant que le principal défi des gouvernements est de gérer le déclin des sources énergétiques afin d'éviter un chaos du système économique sur lequel nos vies reposent<sup>331</sup>. Considérant que la décroissance est inévitable, il indique que le temps est venu d'explorer des pistes de solutions adéquates.

L'approche des villes en transition pourrait en ce sens être d'une certaine utilité, puisqu'elles explorent le concept de résilience face à cette crise de l'approvisionnement en hydrocarbures. Or, nous avons pu constater au chapitre 2 que ces villes font face à des limites, notamment au niveau de l'inclusion d'une plus grande part de la population, d'un faible engagement politique national et régional vis-à-vis de l'initiative, et la difficulté de faire évoluer les pratiques dans les faits au-delà de la conscientisation.

---

<sup>330</sup> Heinberg, Richard, op. cit., p. 7.

<sup>331</sup> Douthwaite, Richard, op. cit., p. 1.

## CONCLUSION

Dans ce mémoire, nous avons analysé un corpus de littérature afin d'éclairer le concept de décroissance, dans la perspective de déterminer sa pertinence en regard des défis qu'il s'était fixés. Ces défis sont étroitement liés notamment avec les menaces écologiques qui pèsent sur l'ensemble des habitants de la planète. Nous avons pu aborder les menaces qui pèsent sur le tissu social, menacé par l'individualisme, représenté entre autres par l'impératif de consommer lié à l'utilitarisme. Pour ce faire, nous avons exploré les trois axes principaux du concept de décroissance, à savoir les aspects économiques, sociaux et politiques. Il s'agit plutôt de différents aspects d'un courant critique de la voie empruntée par le développement jusqu'à présent, notamment vu l'impossibilité de pérenniser et de le généraliser pour l'ensemble des êtres humains, ainsi qu'à la lumière de son effet destructeur : pollutions, extraction forcée de ressources non renouvelables, déchets, etc.

Nous avons ensuite exploré deux expériences pratiques pertinentes, à savoir le cohabitat et la ville en transition Totnes, avant d'étudier brièvement un épisode spécial de l'histoire cubaine qui s'apparente à une expérience de décroissance. L'obligation pour l'État insulaire de diminuer sa consommation de pétrole lors de la chute de l'Union Soviétique a ainsi eu pour effet de remplacer certaines formes de production dépendantes aux énergies fossiles par une production plus locale, de proximité. Étudier cet épisode, en plus des cohabitats et des villes en transition, a permis de constater quels sont les potentialités contenues en germe de ces expériences constituées en marge de l'économie globalisée. Si elles pourraient avoir le potentiel de contester le système en place, il nous faut user de prudence, car en l'absence de mouvement politique fort et de consensus global, le

remplacement de l'économie de marché apparaît peu plausible. On ne peut que se réjouir si ces tentatives apportent des bénéfices aux communautés qui y participent, mais nous demeurons sceptique quant à un potentiel remplacement du capitalisme par ce renouveau local. Ou alors il faudrait renoncer à une grande quantité de biens manufacturés, tels que les vélos, qui nécessitent une division du travail et des pièces dont la technique ne peut être réalisée à la maison.

Si on se fie à la thèse voulant que l'on atteigne très prochainement un pic pétrolier tel que soutenu par Rubin, Douthwaite et Heinberg, ces expériences pourraient représenter des axes de recherche dans l'objectif de créer un monde plus résilient post-pétrole. Selon cette thèse, la décroissance est inéluctable, puisque la hausse du prix du pétrole se poursuivra et rendra toute croissance impossible, puisque toute croissance économique sous-tend plus de production, d'échanges et donc de transport, qui requièrent une source d'énergie bon marché. La question demeure de savoir si une source alternative pourra venir se substituer au pétrole. Or, on a vu que ce qui est proposé à l'heure actuelle est trop coûteux pour permettre aux prix de diminuer à des niveaux permettant de soutenir la croissance en Occident. Puisque les revenus des ménages stagnent, le fait de dépenser plus en carburant oblige à une réduction des autres dépenses essentielles à la poursuite de la croissance économique, sans compter sur les effets du prix de l'essence sur tous les achats de base comme la nourriture, ce qui réduit encore plus le budget des consommateurs occidentaux.

Enfin, la troisième partie a porté sur les débats et a permis de soulever des réflexions pertinentes s'ajoutant aux deux chapitres précédents, afin de répondre à la question de recherche. Nous concluons que la décroissance ne peut représenter une voie alternative au développement économique actuel. La nécessité absolue pour le capitalisme de tableer sur une croissance ne permet en aucun cas d'envisager un monde décroissant qui ne serait pas chaotique et qui ne reprendrait

pas tous les traits distinctifs de la récession. À défaut d'offrir des exemples où la récession n'a pas eu des dommages sociaux considérables, on ne peut être en accord avec une telle approche décroissante en économie politique. Tabler sur un remplacement du capitalisme apparaît également peu probable, et la question de savoir si cela est désirable ou non est discutable; cela n'était pas le but de ce mémoire.

Toutefois, il nous a été permis de voir que le développement tel que nous le connaissons a peu de chances de pouvoir se poursuivre sur le long terme, vu la trop grande ponction faite sur les ressources naturelles limitées de la planète, qui sont ensuite rejetées sous forme de pollution. De plus, ce développement a des conséquences néfastes sur la vie humaine, dont la solidarité est mise à mal, causant un mal-être difficilement saisissable. Tel que nous l'avons soutenu en introduction, la décroissance possède le potentiel d'ouvrir un espace de dialogue critique face à la croissance exponentielle de l'économie qui est plus que pertinent. Dans un espace clos comme la Terre, il est essentiel de se poser ces questions essentielles si on souhaite que la vie perdure à long terme.

Pour Cohen, «une réflexion sur les valeurs de nos sociétés industrielles semble seule capable d'atteindre ce point aveugle de notre fonctionnement économique»<sup>332</sup>. Ce courant théorique permet par conséquent d'interpréter le monde actuel et de fonder de nouveaux axes de recherche. En ce sens, on ne peut arguer que la décroissance est un concept inutile. Bien que nous ne croyions pas qu'emprunter cette voie économique soit la meilleure solution, sa perspective critique demeure forte et doit être relayée aux oreilles des têtes dirigeantes, afin qu'on prenne conscience de l'ampleur des défis que posent la finitude de la planète, l'augmentation des inégalités, la pollution et bien d'autres problèmes inhérents au monde moderne abordés plus haut.

---

<sup>332</sup> Cohen, Aurélien, op. cit., p. 84.

Aurélien Cohen résume pourquoi l'économie classique est demeurée insensible à ces arguments :

L'un des points principaux de l'analyse du processus économique de Georgescu-Roegen est la remise en cause de cette idée de durabilité. Comme le souligne la thèse centrale de son plaidoyer en faveur de la décroissance, l'économie classique n'a pas pris en compte le changement de paradigme survenu dans la physique avec l'avènement de la thermodynamique. En conséquence, elle est restée prisonnière du dogme mécaniste qui suppose la réversibilité des phénomènes de la nature et a manqué cet enseignement de la loi d'entropie: tout système clos est soumis à une dégradation continue de la qualité de son énergie et de sa matière, ce qui signifie que le complexe matière-énergie que nous pouvons utiliser pour nos productions va en s'amenuisant. Le développement durable ne saurait en rien enrayer ce processus inéluctable: produire, consommer, recycler (c'est-à-dire transformer les déchets en matière première et l'énergie liée en énergie libre), coûte nécessairement plus d'énergie que nous n'en récupérons.<sup>333</sup>

Tel que mentionné précédemment, la faiblesse du modèle prescrit par les auteurs du courant décroissant est de ne pas cerner les moyens à mettre en œuvre afin de réussir la transition désirée, aussi souhaitable puisse-t-elle être. Faute de définir les moyens, il demeurera impossible de convaincre de sa faisabilité. D'autant plus que la proposition d'une réduction volontaire de la consommation risque fort de recevoir peu d'échos, tant l'accroissement de la possession matérielle fait partie de l'imaginaire. Voilà donc pourquoi les objecteurs de croissance tablent sur une révolution de l'imaginaire qui permettrait de faire prendre acte de la vacuité d'une telle quête du bonheur liée à la possession de toujours plus de biens. Si on ne saisit pas l'ampleur de la manipulation dont nous sommes les victimes par la publicité, aucun changement de paradigme ne sera jamais possible, et la collision avec le mur représenté par les limites de la biosphère n'en sera que plus violente. La quête des villes en transition se situe exactement à cette croisée des chemins : on tente d'y trouver des façons d'amoindrir le choc provoqué par la raréfaction des ressources énergétiques qui sont aujourd'hui bon marché.

---

<sup>333</sup> Cohen, Aurélien, op. cit., p. 82.

Par ailleurs, la critique du PIB en tant qu'indicateur est révélatrice du mal qu'aura tout courant non orthodoxe à imposer un autre paradigme. Les critiques concernant la lecture qui est généralement faite du PIB proviennent de divers courants, et pas uniquement de la décroissance. Formulées depuis nombre d'années et répétées à de nombreuses reprises, cela n'empêche pas les dirigeants de garder les yeux rivés sur cet indicateur-clé. Si le rôle des dirigeants politiques est de prioriser le bien commun, ils ne devraient pas demeurer insensibles aux preuves faites dans ce mémoire qu'il faut demeurer critique face au PIB. Il est nécessaire d'évaluer, d'une part, quels éléments économiques sont bénéfiques et, d'autre part, lesquels sont néfastes ou simplement des dépenses de réparation dues aux catastrophes écologiques causées par l'activité industrielle.

## OUVERTURE SUR LES POSSIBILITÉS ET LES DÉFIS

John Urry perçoit l'aspect suicidaire à laisser entre les mains du mécanisme de marché le destin de l'espèce humaine<sup>334</sup>. C'est pourtant ce que nous avons fait jusqu'ici, avec les conséquences que nous connaissons. Voilà pourquoi jusqu'ici les marchés du carbone institués sont demeurés inefficaces. Gaudillière et Flipo résument : « (...) alors que la plupart des experts situent le niveau minimum d'un prix dissuasif autour de 100 euros la tonne, le marché européen du carbone a toujours opéré très en-deçà de ce seuil et s'est même effondré à moins d'un euro la tonne en 2006»<sup>335</sup>. La raison en est que ce marché n'en est pas un, puisqu'il n'y a pas d'offreurs et de demandeurs. Il s'agit plutôt d'un processus politique où des autorités de régulation fixent des prix qui sont prévisibles pour les acteurs. Puisque les autorités ne souhaitent pas pénaliser les entreprises avec les quotas, on ne peut s'étonner de ne voir aucune pression à la hausse sur les prix<sup>336</sup>.

---

<sup>334</sup> Urry, John, op. cit., p. 192.

<sup>335</sup> Gaudillière, Jean-Paul et Flipo, Fabrice, op. cit., p. 81

<sup>336</sup> Idem.

Douthwaite propose d'établir une quantité maximale de CO<sub>2</sub> mondiale qui diminuera chaque année, ce qui permettrait de réellement diminuer les rejets de carbone<sup>337</sup>. Face à la difficulté pour les chefs d'État de s'entendre à ce sujet, nous ne pouvons que proposer des solutions mitoyennes impliquant une gouvernance plus locale de ces enjeux mondiaux. La compétition entre États pour attirer les capitaux ne permet pas à l'heure actuelle d'envisager des accords à court terme sur les changements climatiques. Par conséquent, Mark A. Boyer considère que les actions locales, bien que peu médiatisées, contribuent efficacement à réduire les émissions, et peuvent en outre avoir un effet sur les acteurs nationaux et globaux qui sont tentés de leur emboîter le pas<sup>338</sup>. La perspective d'une action locale pour répondre à des enjeux globaux, telle qu'explorée dans ce mémoire, prend tout son sens à la lumière de cette affirmation.

Morin conçoit la solution dans la conception de nouvelles institutions globales héritières d'une société-monde qui engloberait les nations sans les anéantir<sup>339</sup>. Il considère que la poursuite de la dynamique actuelle conduit à une guerre interétatique conduisant possiblement à la destruction de l'espèce humaine. «Alors que, pour Fukuyama, les capacités créatrices de l'évolution humaine sont épuisées avec la démocratie représentative et l'économie libérale, nous devons penser qu'au contraire *c'est cette histoire-là qui est épuisée, et non les capacités créatrices de l'humanité.*»<sup>340</sup>

Il est indéniable que ces capacités créatrices devront être mises à profit. N'en demeure pas moins la question de savoir à quoi les épatantes facultés inventives humaines seront dédiées, la création de bombes encore plus puissantes, ou bien de nouvelles institutions plus à même de permettre l'émancipation du social, tout

<sup>337</sup> Douthwaite, Richard, op. cit., p. 4.

<sup>338</sup> Boyer, Mark A. «Global Climate Change and Local Action: Understanding the Connecticut Policy Trajectory, *International Studies Perspectives*, Vol. 14, 2013, p. 84.

<sup>339</sup> Morin, Edgar, op. cit., p. 32.

<sup>340</sup> Idem.

en réduisant le risque de guerres? À l'heure où les cris d'alarme face à la situation climatique se font de plus en plus pressants<sup>341</sup>, il est indéniable que l'approche actuelle basée sur la croissance sans fin de l'économie n'est pas viable. L'invention d'alternatives est un processus continu d'expériences et de théorisation qui fut abordée ici sous l'angle de la décroissance, mais qui s'articule autour de nombreux mouvements qui foisonnent à travers le monde, et dont les bienfaits pourraient bien nous surprendre. Si nous convenons avec Gandhi que la fin est dans les moyens, seulement des initiatives non-violentes telles que celles présentées possèdent le potentiel émancipateur recherché par les objecteurs de croissance. L'histoire des révolutions communistes nous fournit en ce sens une mise en garde contre l'utilisation de la violence afin de faire advenir un monde meilleur. On ne peut en aucun cas justifier de tels actes par leur objectif<sup>342</sup>.

Si on ne peut proposer une décroissance sans craindre les effets pervers d'une récession, il faut s'interroger comment nous adapterons nos modes de vie advenant son inéluctabilité causée par la flambée des prix de l'énergie. Gaudillière et Flipo exposent l'exemple de l'Inde, qui a adopté une tarification de l'énergie en fonction de la quantité consommée, fonctionnant par «tranches» progressives, un peu à la manière de l'impôt sur le revenu : « si vous consommez une unité, vous payez un prix donné, si vous en consommez deux, vous payez trois fois plus »<sup>343</sup>. Voilà une façon simple de décourager les comportements

---

<sup>341</sup> À ce sujet, voir le rapport du GIEC de 2013 intitulé *Climate change 2013 : The Physical Science Basis*, disponible au [www.climatechange2013.org](http://www.climatechange2013.org). On y fait la preuve de la responsabilité humaine dans le changement climatique actuel, et soutient que nous devons réduire substantiellement les émissions de CO2 afin de contrer les effets désastreux qui sont à venir si rien n'est fait.

<sup>342</sup> À ce sujet, voir Camus, Albert, *L'homme révolté*, Collection Folio/Essais, Gallimard, Paris, 1951. Camus y fait la genèse de nombreux mouvements qui clamaient être en faveur de la liberté et de l'égalité (exemple du communisme, de la Révolution française, etc.) et dont les moyens violents sont injustifiables compte tenu des objectifs visés. Comment peut-on tuer tout en arguant que c'est fait dans le but de pacifier, d'apporter l'égalité? Voilà le paradoxe abordé dans cet essai, et qui semble à propos dans ce travail.

<sup>343</sup> Gaudillière, Jean-Paul et Flipo, Fabrice, op. cit., p. 82.



abusifs, et qui permet de redistribuer la richesse sans nécessiter de bureaucratie supplémentaire<sup>344</sup>.

Notons que cet exemple pourrait être repris à de multiples niveaux. Taxer davantage l'essence pourrait permettre de financer le transport en commun. Puisqu'il est difficile de taxer le carbone, un rejet, il faut taxer les intrants, la source d'énergie. D'ailleurs, des prix élevés du carburant sont autant d'occasions pour le retour de productions agricoles rendues peu rentables par la mondialisation de la production reposant sur un coût du transport très bas. On peut réinventer nos sociétés pour qu'elles soient moins gourmandes en énergie et produisent conséquemment moins de déchets. Cela ne pourra manifestement pas se matérialiser sans volonté politique. Les décideurs doivent prendre conscience de l'incongruité à s'obstiner toujours dans la même voie suivie jusqu'à présent.

Bien qu'aucun consensus ne puisse être dégagé des thèses des auteurs consultés, il est positif de constater qu'ils sont de plus en plus nombreux à s'intéresser à ce sujet et à faire mention de l'urgence d'agir. Nous aurions apprécié apercevoir plus de solutions concrètes. Toutefois, il s'agit aujourd'hui d'un moment inusité dans l'histoire humaine. La part d'inconnu qui repose derrière l'aspect des limites inhérentes à la vie humaine pose le problème du doute : si la croissance permet d'augmenter le niveau de vie qu'advient-il sans elle?

Si la croissance n'est plus au rendez-vous par manque de pétrole, tel que soutenu par des auteurs cités plus haut, il nous est permis de soutenir qu'il s'agit là d'une occasion de réinventer nos sociétés, et non pas uniquement une catastrophe. Tel que le soutient Rubin, nous devons inévitablement vivre avec moins, mais est-ce forcément un drame? L'essentiel sera alors de réattribuer les emplois dans des secteurs moins gourmands en ressources, une réaffectation tout à fait possible si

---

<sup>344</sup> Idem.

on étudie l'histoire économique de l'occident au XXe siècle. Les guerres mondiales ont en effet bouleversé le marché du travail en Europe occidentale et aux États-Unis. Il faut aujourd'hui affecter les travailleurs à construire un monde plus durable, débarrassé de l'obsolescence programmée.

## BIBLIOGRAPHIE

## MONOGRAPHIES

Aries, Paul, *La décroissance : un nouveau projet politique*, Éditions Golias, Villeurbanne, 2007.

Camus, Albert, *L'homme révolté*, Collection Folio/Essais, Gallimard, Paris, 1951.

Cheynet, Vincent, *Le choc de la décroissance*, Éditions du Seuil, Paris, 2008.

Georgescu-Roegen, Nicholas, *La décroissance : Entropie- Écologie- Économie*, 1979. Présentation et traduction de MM. Jacques Grinevald et Ivo Rens. Nouvelle édition, 1995 [Première édition, 1979]. Éditions Sang de la terre, Paris, 1995.

Gorz, André, *Écologica*, Éditions Galilée, Paris, 2008.

Heiberg, Richard, *The end of growth, Adapting to our new economic reality*, New Society Publishers, Gabriola Island, Canada, 2011

Illich, Ivan, *La convivialité*, Éditions du Seuil, Paris, 1973.

Keynes, John Maynard, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Payot, Paris, 1963.

Latouche, Serge, *Petit traité de la décroissance sereine*, Mille et une nuits, Librairie Arthème Fayard, Paris, 2007.

Latouche, Serge, *Le pari de la décroissance*, Pluriel, Librairie Arthème Fayard, Paris, 2010.

Lavignotte, Stéphane, *La décroissance est-elle souhaitable?*, Coll. Petite encyclopédie critique, éd. Textuel, Paris, 2010.

Morin, Edgar, *La Voie: Pour l'avenir de l'humanité*, Librairie Arthème Fayard, Paris, 2011.

Polanyi, Karl, *La Grande Transformation (1944)*, (trad. Catherine Malamoud), éd. Gallimard, Paris, 1983.

Rahnema, Majid, et Robert, Jean, *La puissance des pauvres*, Actes Sud, Arles, 2012.

Rubin, Jeff, *La fin de la croissance*, Traduit de l'anglais par Rachel Martinez, Éditions Hurtubise, Montréal, 2012.

## ARTICLES DE PÉRIODIQUES

Alexander, Samuel, «Planned economic contraction: the emerging case for degrowth», *Environmental Politics*, Vol. 21, no.3, Mai 2012, pp. 349-368.

Azam, Geneviève, «Entre croissance et décroissance, réinventer le politique», *Mouvements*, Vol. 32, Février 2004, pp. 106-112.

Bayon Denis, «Misère, inégalités sociales et étatsisme marchand. Un point de vue «décroissant »», *Mouvements*, Vol. 64, Avril 2010, pp. 71-78.

Berg, Annuka, et Hukkinen, Janne I., «The paradox of growth critique: Narrative analysis of the Finnish sustainable consumption and production debate», *Ecological Economics*, Vol. no. 72, 2011, p.151–160.

Blanc, Jérôme et Fare, Marie, «Les monnaies sociales en tant que dispositifs innovants : une évaluation», *Innovations*, Vol. 38, Février 2012, pp. 67-84.

Boidin, Bruno, et Rousseau, Sandrine, « Quelle transition vers un capitalisme soutenable ?, Limites des actions volontaires et rôle des acteurs publics», *Revue Française de Socio-Économie*, Vol. 8, Février 2011, pp. 187-204.

Boillat, Sébastien, Gerber, Julien-François, Funes-Monzote, et Fernando R., «What economic democracy for degrowth?, Some comments on the contribution of socialist models and Cuban agroecology», *Futures*, Vol. 44, 2012, pp. 600–607.

Bookchin, Murray, «Le municipalisme libertaire», *Alternative Libertaire*, Vol. 230, Été 2000, Extraits de *From Urbanization to Cities*, Londres, Cassel, 1995, Traduction de Jean Vogel.

Bourdeau, Vincent et Flipo, Fabrice, «Du bon usage de la communauté», *Mouvements*, Vol. 68, Avril 2011, pp. 85-99.

Boyer, Mark A. «Global Climate Change and Local Action: Understanding the Connecticut Policy Trajectory, *International Studies Perspectives*, Vol. 14, 2013, pp. 79-107.

Cassaigne, Bertrand, «La ville durable», *Projet*, Vol. 313, Juin 2009, pp. 78-83.

Carter, Alan, «Outline of an anarchist theory of history», in David Goodway, *For anarchism: History, theory and practice*, New York-Londres, Routledge, 1989, pp. 176-197.

Cattaneo, Claudio, «The experience of urban squats in Collserola, Barcelona: what kind of degrowth?», *Journal of Cleaner Production*, Vol. 18, 2010, pp. 581-589.

Claval, Paul, «Le développement durable : stratégies descendantes et stratégies ascendantes», *Géographie, économie, société*, Vol. 8, Avril 2006, pp. 415-445.

Clerc, Denis, «De l'état stationnaire à la décroissance : histoire d'un concept flou», *L'Économie Politique*, Vol. 22, Février 2004, pp. 76-96.

Clerc, Denis, «De la croissance à la décroissance ?», *L'Économie Politique*, Vol. 39, Mars 2008, pp. 92-106.

Cohen, Aurélien, «Futurologie, décroissance et utopisme : quelques mises en garde de la bioéconomie», *Ecologie & Politique*, Vol. 37, Mars 2008, pp. 79-86.

Combemale, Pascal, «Keynes et les keynésiens», *Cahiers français*, no. 345, juillet-août 2008, pp. 14-18.

Comeliau, Christian, «Les dimensions politiques et sociales dans l'analyse économique du développement», *Revue Tiers Monde*, Vol. 191, Mars 2007, pp. 517-529.

Connors, Phil, et McDonald, Peter, «Transitioning communities: community, participation and the Transition Town movement», *Community Development Journal*, Vol. 46, no. 4, Octobre 2011, pp. 558-572.

C. Granger, Rachel, Wringe, Jonathan et Andrews, Peter, «LETS as Alternative, Post-capitalist Economic Spaces? Learning Lessons from the Totnes 'Acorn'», *Local Economy*, Vol. 25, no. 7, Novembre 2010, pp. 573-585.

C. Williams, Colin, «The New Barter Economy: An Appraisal of Local Exchange and Trading Systems (LETS)», *Journal of Public Policy*, Vol. 16, no. 1, Jan. - Avr. 1996, pp. 85-101.

Deriu, Marco, «Democracies with a future: Degrowth and the democratic tradition», *Futures*, Vol. 44, 2012, pp. 553-561.

Douthwaite, Richard, «Degrowth and the supply of money in an energy-scarce world», *Ecological Economics*, vol. 84, 2012, pp. 1-7.

Drulhe, Marcel, « Usages de l'argent , De l'argent spéculatif à l'argent citoyen», *Empan*, Vol. 82, Février 2012, pp. 41-47.

Flipo Fabrice, « Capitalisme, anticapitalisme et antiproductivisme, Commentaire sur le texte de J.-M. Harribey», *Revue du MAUSS*, Vol. 29, Janvier 2007, pp. 229-239.

Flipo, Fabrice, «Le développement durable est-il l'avenir de la démocratie ?», *Revue du MAUSS*, Vol. 26, Février 2005, pp. 294-313.

Flipo Fabrice, « Quand l'objection de croissance révèle certains des impensés de la gauche », *Revue du MAUSS*, Vol. 34, Février 2009, pp. 265-279.

Flipo Fabrice, « La décroissance : une utopie au présent », *Mouvements*, Vol. 4, no. 41, 2005, pp. 36-42.

Fotopoulos, Takis, «Is degrowth compatible with a market economy?», *The International Journal of Inclusive Democracy*, Vol. 3, no. 1, Janvier 2007, pp. 1-23.

Foster, John Bellamy, «Capitalism and degrowth, an impossibility theorem», *Monthly Review*, Vol. 62, no.8, Janvier 2011, pp. 26-34.

Fournier, Valérie, «Escaping from the economy: the politics of degrowth», *International Journal of Sociology and Social Policy*, Vol. 28, no. 11/12, 2008, pp. 528-545.

Freitag, Michel, «Combien de temps le développement peut-il encore durer?», *Les ateliers de l'éthique, la revue du CRÉUM*, vol. 1, no 2, automne/hiver 2006, pp. 114-133.

Garcia, Ernest, «Degrowth, the past, the future, and the human nature», *Futures*, Vol. no. 44, Mars 2012, pp. 546-552.

Gaudillière Jean-Paul, Flipo Fabrice, «Inégalités écologiques, croissance « verte » et utopies technocratiques», *Mouvements*, Vol. 60, Avril 2009, pp. 77-91.

Gencer Baykan, Baris, «From Limits to Growth to Degrowth within French green politics», *Environmental Politics*, Vol. 16, no. 3, Juin 2007, pp. 513-517.

Gherardi, Laura, Magatti, Mauro, «Sur le renouvellement du capitalisme. Vers un monde «soutenable»?», *Revue du MAUSS*, Vol. 39, Janvier 2012 pp. 487-510.

Gignac, Renaud, et Hurteau, Philippe, «Mesurer le progrès social : vers des alternatives au PIB», *Institut de recherches et d'informations socio-économiques*, 31 août 2011, [En ligne]. Disponible au : <http://www.iris-recherche.qc.ca/blogue/qu%E2%80%99est-ce-que-le-pib> [Consulté le 2 décembre 2012], pp. 1-18.

Godard, Olivier, «Le développement-durable, une chimère, une mystification ?», *Mouvements*, Vol. 41, Avril 2005, pp. 14-23.

Guibert Bernard, «Décoloniser notre imaginaire de croissance ? Ça urge !», *Mouvements*, Vol. 33-34, Mars 2004, pp. 241-244.

Hamman, Philippe, «Les échelles spatiales et temporelles de la « ville durable », *Espaces et sociétés*, Vol. 144-145, Janvier 2011, pp. 213-227.

Harribey, Jean-Marie, «Les impasses de la croissance et de la décroissance infinies», *Mouvements*, Vol. 32, Février 2004, pp. 113-119.

Harribey, Jean-Marie, «Une conception de la richesse non marchande pour sortir du faux dilemme croissance-décroissance», *Le développement en question (s)*, Pessac, Presses Universitaires de Bordeaux, 2006, pp. 265-288.

Harribey, Jean-Marie, «L'objection de croissance manquerait-elle de conscience ?», *Revue du MAUSS*, Vol. 34, Février 2009, pp. 281-290. .

Infante Amate, Juan, et Gonzalez de Molina, Manuel, «‘Sustainable de-growth’ in agriculture and food: an agro-ecological perspective on Spain’s agri-food system (year 2000)», *Journal of Cleaner Production*, Vol. 38, 2013, pp. 27-35.

Jabareen, Yosef Rafeq, «Sustainable Urban Forms: Their Typologies, Models, and Concepts», *Journal of Planning Education and Research*, Vol. 26, 2006, pp. 38-52.

Kallis, Giorgos, «In defence of degrowth», *Ecological Economics*, Vol. 70, 2011, pp. 873–880.

Kerschner, Christian, «Economic de-growth vs. steady-state economy», *Journal of Cleaner Production*, Vol. 18, 2010, pp. 544–551.

Latouche Serge, « Le Veau d'or est vainqueur de Dieu, Essai sur la religion de l'économie », *Revue du MAUSS*, Vol. 27, Janvier 2006, pp. 307-321

Latouche, Serge, «Degrowth: an electoral stake?», *The International Journal of Inclusive Democracy*, vol.3, no.1, Janvier 2007a, pp. 1-6.

Latouche, Serge, «La convivialité de la décroissance au carrefour des trois cultures», *Revue du MAUSS*, Vol. 29, Janvier 2007b, pp. 225-228.

Latouche, Serge, «La décroissance comme projet politique de gauche», *Revue du MAUSS*, Vol. 34, Février 2009, pp. 38-45.

Latouche, Serge, «La décroissance est-elle la solution de la crise?», *Ecologie & Politique*, Vol. 40, Février 2010, pp. 51-61

Lietart, Matthieu, «Cohousing's relevance to degrowth theories», *Journal of Cleaner Production*, Vol. 18, 2010, pp. 576–580.

Löwy, Michael, «Écosocialisme et planification démocratique», *Ecologie & Politique*, Vol. 37, Mars 2008, pp. 165-180.

Maingault, Philippe, «Une croissance économique écologiquement soutenable est-elle possible?», *Ecologie & Politique*, Vol. 32, Janvier 2006, pp. 121-139.

Martínez-Alier, Joan, «Environmental Justice and Economic Degrowth: An Alliance between Two Movements», *Capitalism Nature Socialism*, Vol. 23, no.1, 2012, pp. 51-73.

Navarro, Marion, « La décroissance, une réponse pertinente à la crise écologique ? », *Regards croisés sur l'économie*, Vol. 6, Février 2009, pp. 97-99.

Ott, Konrad, «Variants of de-growth and deliberative democracy: A Habermasian proposal», *Futures*, Vol. 44, Mars 2012, pp. 571–581.

Pezres, Emmanuel, « La permaculture au sein de l'agriculture urbaine : du jardin au projet de société », [VertigO] *La revue électronique en sciences de l'environnement*, vol. 10, no. 2, 2010. pp. 1-12.

Richardson J, et al., «Do transition towns have the potential to promote health and well-being?, A health impact assessment of a transition town initiative», *Public Health*, 2012, pp. 1-7.

Romano, Onofrio, «How to rebuild democracy, re-thinking degrowth», *Futures*, Vol. 44, 2012, pp. 582–589.

Roustang, Guy, «L'imaginaire economiciste et la question du sens», *Nouvelle revue de psychosociologie*, Vol. 2, Février 2006, pp. 33-45.



Rumpala, Yannick, «La décroissance soutenable face à la question du « comment ? », Une remise en perspective par les processus de transition et leurs conditions de réalisation», *Mouvements*, Vol. 59, Mars 2009, pp. 157-167.

Semal, Luc et Szuba, Mathilde, «Villes en transition : imaginer des relocalisations en urgence», *Mouvements*, Vol. 63, Mars 2012, pp. 130-136.

Sen, Amartya, et Drèze, Jean, «Putting growth in its place», *Outlook*, 14 novembre 2011, pp. 1-16.

Seyfang, Gill, «Growing sustainable consumption Communities: The case of local organic food networks», *International Journal of Sociology and Social Policy*, Vol. 27, no. 3/4, 2007, pp. 120-134.

Sippel, Alexandra, «Back to the Future: Today's and Tomorrow's Politics of Degrowth Economics (Décroissance) in Light of the Debate over Luxury among Eighteenth and Early Nineteenth Century Utopists», *International Labor and Working-Class History*, Vol. 75, Printemps 2009, pp. 13-29.

Smith, Amanda, «The Transition Town Network: A Review of Current Evolutions and Renaissance», *Social Movement Studies: Journal of Social, Cultural and Political Protest*, Vol. 10, no.1, Janvier 2011, pp. 99-10.

Stöglehner, Gernot «Ecological footprint — a tool for assessing sustainable energy supplies», *Journal of Cleaner Production*, Vol. 11, 2003, pp. 267-277.

Stuart Mill John, « De l'état stationnaire », *Revue du MAUSS*, Vol. 37, janvier 2011, pp. 419-425.

Theys, Jacques, «Scénarios pour une ville post-carbone», *Constructif*, Vol. no.23, Juillet 2009.

Thomson, Bob, «Pachakuti : Indigenous perspectives, buen vivir, sumaq kawsay and degrowth», *Développement*, Vol.54, no.4, 2011, pp. 448-454.

Toubin, Marie, et al., «La Résilience urbaine : un nouveau concept opérationnel vecteur de durabilité urbaine ?», *Développement durable et territoires*, Vol. 3, no.1, Mai 2012, pp. 1-15.

Trainer, Ted, «De-growth-is not enough», *The International Journal of Inclusive Democracy*, Vol. 6, no. 4, Automne 2010, pp.1-14.

Urry, John, «Consuming the planet to excess», *Theory Culture Society*, Vol. 27, 2010, pp. 191-212.

Van den Bergh, Jeroen, «Environment versus growth-A criticism of «degrowth» and a plea for «a-growth»», *Ecological Economics*, Vol. 70, 2011, pp. 881-890.

Van Griethuysen, Pascal, «Why are we growth-addicted?, The hard way towards degrowth in the involutionary western development path», *Journal of Cleaner Production*, Vol.18, 2010, pp. 590–595.

Victor, Peter A., «Growth, degrowth and climate change: A scenario analysis», *Ecological Economics*, 2011, pp. 1-7.

Xue, Jin, et al., «Is the degrowth debate relevant to China?», *Environ Dev Sustain*, Vol. 14, 2012, pp. 85–109.

#### DOCUMENTATION INTERNATIONALE ET GOUVERNEMENTALE

Maugeri, Leonardo. «Oil: The Next Revolution», Discussion Paper, 2012, Vol.10, Belfer Center for Science and International Affairs, Harvard Kennedy School, Juin 2012, pp. 1-75.

Organisation des Nations Unies, «Objectifs du millénaire pour le développement», rapport rendu public en juin 2013, New York [En ligne]. Disponible au: <http://mdgs.un.org/unsd/mdg/Resources/Static/Products/Progress2013/French2013.pdf>, [consulté le 13 juillet 2013].

Stiglitz, Joseph E., et al., «Report by the Commission on the Measurement of Economic Performance and Social Progress», rapport rendu public le 14 septembre 2009 [En ligne]. Disponible au: <http://www.stiglitz-senfitoussi.fr/en/index.htm>, [consulté le 4 décembre 2012].

#### THÈSES

Garcin, Elodie, «*Villes en Transition : quelle place pour la diversité des contextes locaux face au cadre théorique commun ?*», Septembre 2010, Document rédigé dans le cadre du Master en Sciences de la population et du développement à l'Université Libre de Bruxelles.

Hopkins, Robert John, «*Localisation and resilience at the local level: the case of transition town Totnes (Devon, UK)*», A thesis submitted to the University of Plymouth in partial fulfillment for the degree of doctor of philosophy, School of Geography, Earth and Environmental Science, Faculty of Science and Technology, University of Plymouth, Octobre 2010.

Pir, Alp, «In Search of a Resilient Food System, A Qualitative Study of the Transition Town Totnes Food Group», Thesis submitted in partial fulfillment of the requirements for the Degree of Master of Philosophy in Culture, Environment and Sustainability, Centre for Development and the Environment University of Oslo Blindern, Norway, Décembre 2009.

## ANNEXE A

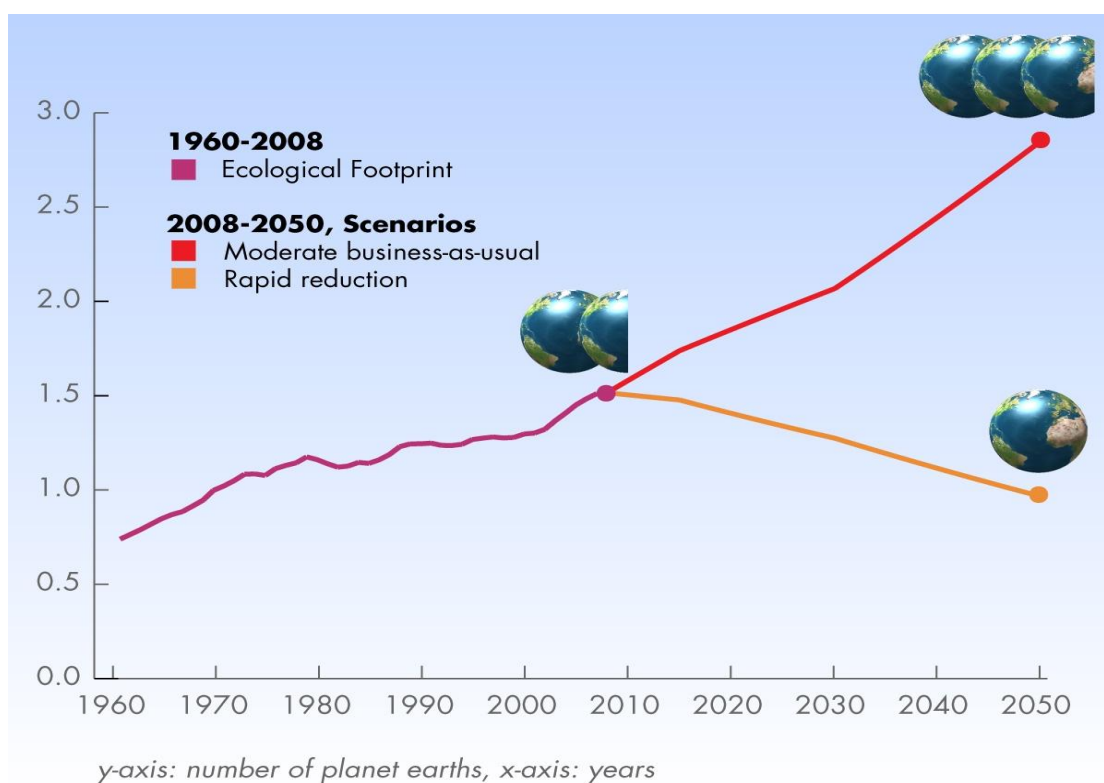
World Footprint<sup>345</sup>

## Do we fit on the planet?

Today humanity uses the equivalent of 1.5 planets to provide the resources we use and absorb our waste. This means it now takes the Earth one year and six months to regenerate what we use in a year.

Moderate UN scenarios suggest that if current population and consumption trends continue, by the 2030s, we will need the equivalent of two Earths to support us. And of course, we only have one.

Turning resources into waste faster than waste can be turned back into resources puts us in global ecological **overshoot**, depleting the very resources on which human life and biodiversity depend.



The result is collapsing fisheries, diminishing forest cover, depletion of fresh water systems, and the build up of carbon dioxide emissions, which creates problems like global climate change. These are just a few of the most noticeable effects of overshoot.

<sup>345</sup> Site web du Global Footprint Network :

[http://www.footprintnetwork.org/en/index.php/GFN/page/world\\_footprint/](http://www.footprintnetwork.org/en/index.php/GFN/page/world_footprint/) [consulté le 1<sup>er</sup> mai 2014].

Overshoot also contributes to resource conflicts and wars, mass migrations, famine, disease and other human tragedies—and tends to have a [disproportionate impact on the poor](#), who cannot buy their way out of the problem by getting resources from somewhere else.

### Ending Overshoot

The Earth provides all that we need to live and thrive. So what will it take for humanity to live within the means of one planet?

Individuals and institutions worldwide must begin to recognize ecological limits. We must begin to make ecological limits central to our decision-making and use human ingenuity to find new ways to live, within the Earth's bounds.

This means investing in technology and infrastructure that will allow us to operate in a resource-constrained world. It means taking individual action, and creating the public demand for [businesses](#) and [policy makers](#) to participate.

Using tools like the [Ecological Footprint](#) to manage our ecological assets is essential for humanity's survival and success. Knowing how much nature we have, how much we use, and who uses what is the first step, and will allow us to track our progress as we work toward our goal of sustainable, one-planet living.

\*See the [Ecological Footprint Atlas](#) for more information.

Our current global situation: *Since the 1970s, humanity has been in ecological [overshoot](#) with annual demand on resources exceeding what Earth can regenerate each year.*

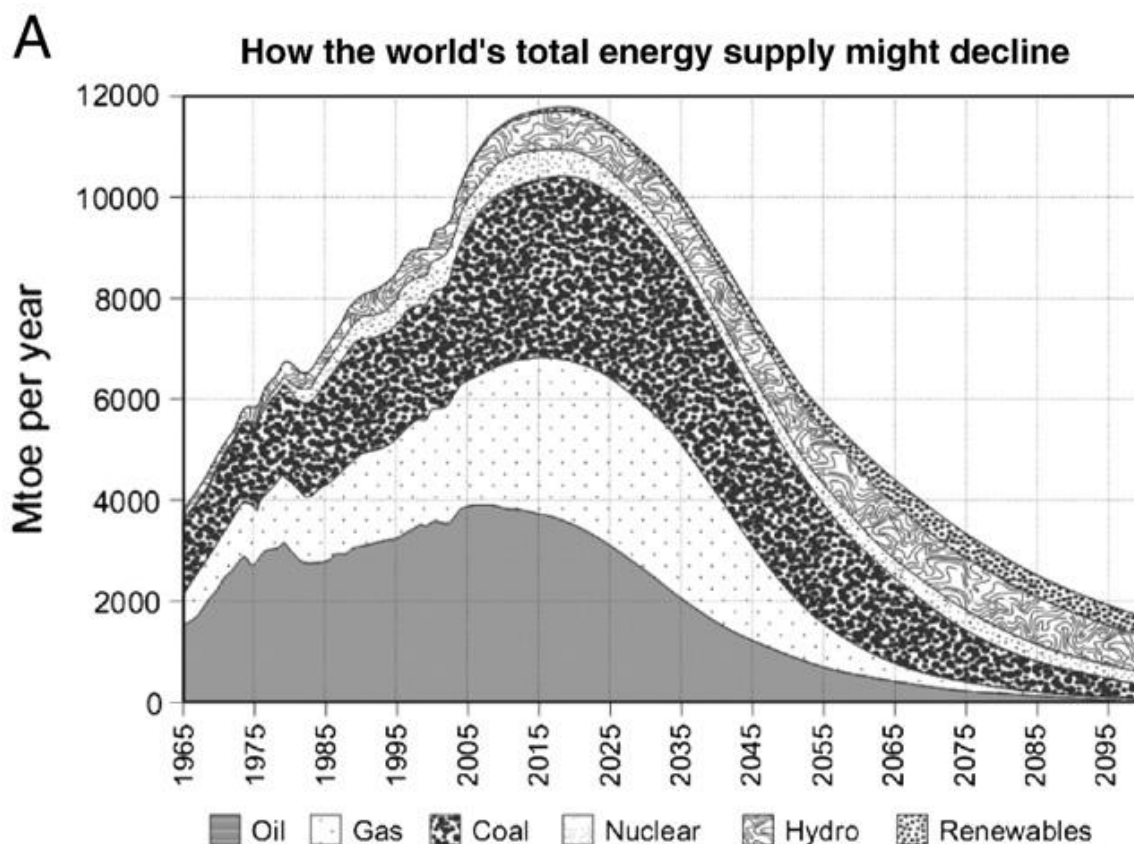
It now takes the Earth one year and six months to regenerate what we use in a year.

We maintain this overshoot by liquidating the Earth's resources. Overshoot is a vastly underestimated threat to [human well-being](#) and the health of the planet, and one that is not adequately addressed.

By measuring the Footprint of a population—an [individual](#), [city](#), [business](#), [nation](#), or all of [humanity](#)—we can assess our pressure on the planet, which helps us manage our ecological assets more wisely and take [personal](#) and [collective action](#) in support of a world where humanity lives within the Earth's bounds.

Conceived in 1990 by Mathis Wackernagel and William Rees at the University of British Columbia, the Ecological Footprint is now in wide use by scientists, businesses, governments, agencies, individuals, and institutions working to monitor ecological resource use and advance sustainable development.

## ANNEXE B

L'APPROVISIONNEMENT MONDIAL EN ÉNERGIE<sup>346</sup>

Graph 1. A. is Paul Chefurka's projection of the world's energy supply. He derived it by estimating the likely output trajectory of each major source and then adding them together. His estimate for the amount of energy likely to come from renewable sources is surprisingly small because he felt that it was unrealistic to expect that a source which currently meets only 1% of the world's energy demand would "achieve a dominant position in the energy marketplace." He continued "This is primarily because of their late start relative to the imminent decline of oil, gas and nuclear power, as well as their continued economic disadvantage relative to coal." Even if Chefurka has underestimated the renewable supply, he has probably overestimated the supplies from other sources because his projections show their gross supply and fail to allow for the increasing amount of energy that will be required to produce energy from them. Source <http://www.paulchefurka.ca/WEAP/WEAP.html>.

<sup>346</sup> Douthwaite, Richard, «Degrowth and the supply of money in an energy-scarce world», *Ecological Economics*, vol. 84, 2012, p. 2.

## ANNEXE C

SIMULATION SELON UN SCÉNARIO DE DÉCROISSANCE POUR L'ÉCONOMIE  
CANADIENNE<sup>347</sup>

## 4. Scenario 1: 'Business as Usual'

It is convenient to start analyzing low, no and degrowth scenarios by establishing a base case with no new policy interventions. This is the 'business as usual' case illustrated in [Fig. 2 \(p. 128\)](#).

---

<sup>347</sup> Victor, Peter A., «Growth, degrowth and climate change: A scenario analysis», *Ecological Economics*, 2011, pp. 4-6.

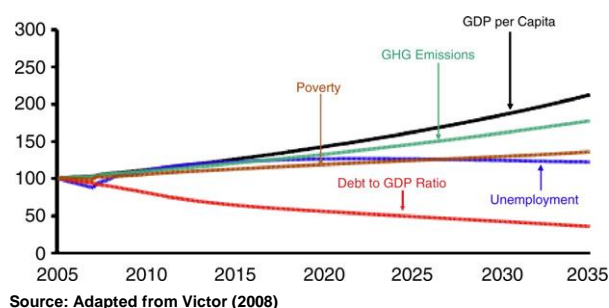


Fig. 2. Scenario 1 — 'Business as usual'.

In the business as usual scenario, based on conditions prevailing in 2005, real GDP per capita more than doubles between the start of 2005 and 2035, and greenhouse gas emissions increase by nearly 80%, which is slightly less than GDP/capita due to projected reductions in intensity. The unemployment rate rises then falls ending about 20% above its starting value, the ratio of government debt to GDP declines by nearly 40% as Canadian governments run budget surpluses, and the Human Poverty Index rises, due to the projected increase in the absolute number of unemployed people.

The business as usual scenario, which was formulated just ahead of the onset of the recession of 2008/09, is not a prediction of the Canadian economy. It is used as a benchmark based on past trends against which alternative scenarios can be compared. Although business as usual represents an unlikely future, the scenario retains some policy relevance even after the recession since the principal economic policy objective of the Canadian government, as in other high consumption economies, is to get back 'on track' with regard to economic growth.

## 5. Scenario 2: A Low/No Growth Scenario

A wide range of low and no growth scenarios can be examined with LowGrow. Fig. 3 shows one example. Compared with the business as usual scenario, starting in 2010 GDP per capita grows more slowly, leveling off around 2028 at which time the rate of unemployment is 4.8%. The unemployment rate continues to decline to 4.0% by 2035. By 2020 the poverty index declines from 10.7 to an internationally unprecedented level of 4.9, and the debt to GDP ratio declines to about 45%. Greenhouse gas emissions are 22% lower in 2035 than 2005 and 32% lower than their high point in 2010.

These outcomes are obtained by slower growth in government expenditure, net investment and productivity, a modest but positive net trade balance, cessation of growth in population, a reduced average work year, a revenue neutral carbon tax, and increased government expenditure on anti-poverty programs, adult literacy programs and health care. Policies for bringing about these changes are discussed in Victor (2008, chapter 11).

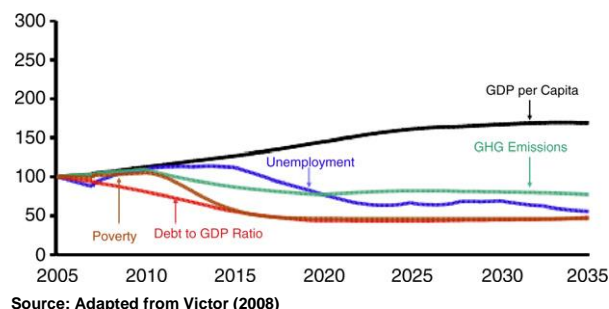


Fig. 3. Scenario 2 — A low/no growth scenario.

## 6. Scenario 3: Selective Growth

In an economy exhibiting no growth of total output, as measured by real GDP, it is still possible and desirable, for some sectors, products and services to grow, while others remain stable and yet others decline. Such would be the pattern of development in an economy in which renewable energy replaces energy from fossil fuels, with or without continued growth in GDP. The wide diversity of resource and environmental impacts associated with individual components of GDP and the processes for making and distributing them, raise the possibility that economic growth can continue indefinitely provided it is concentrated in activities that have the lowest impacts. Jonathan Harris has suggested this possibility as a way of achieving "environmentally beneficial economic expansion" with specific reference to climate change. Harris(2009) decomposes the basic macroeconomic aggregates of consumption, investment, and government expenditure into sub-categories according to their environmental impact, separating "macroeconomic aggregates that we wish to limit, and those that we wish to encourage" (p. 12). According to Harris (2009), the latter includes: consumption of human-capital intensive services, household investment in consumer durables, investment in energy-conserving manufactured capital, investment in natural capital, investment in human capital services, government consumption of human capital-intensive services, government investment in energy-conserving manufactured capital, and government investment in natural capital government investment in human capital, all of which "can grow over time without significant environmental impact, and indeed have a positive effect in the case of natural capital or energy-conserving investment" (p. 11). Harris (2009) recognizes that "not all services are environmentally benign...and that this formulation also assumes that investment in natural capital is wisely managed" (p. 12), but with these caveats, he concludes that as long as growth is concentrated in these sectors, it can continue indefinitely.

As with much of the debate about economic growth, the question of time scale is very important. In this case, how much breathing room does selective growth offer to high consumption economies trying to meet ambitious greenhouse gas reduction targets? This is an empirical question. The approach taken here to investigate it involved the following steps:

1. Estimates of direct and indirect data greenhouse gas emissions per dollar of final demand for each of 101 categories of commodity were obtained from Canadian input-output data for 2005.<sup>5</sup>
2. Commodities were grouped into two categories: 'high intensity' and 'low intensity'.
3. A rate of growth for the entire economy was selected (i.e. the sum of expenditures on high intensity and low intensity commodities).
4. A target percent reduction level of expenditure on high intensity commodities was set for 2020.
5. The growth path and greenhouse gas emissions consistent with these assumptions were simulated with LowGrow.

The logic is simple. The specification of any rate of economic growth and any target level of expenditure on high intensity commodities determine the growth in expenditure on low intensity commodities and the total level of greenhouse gas emissions over time as illustrated in Fig. 4.

In this scenario, GDP/capita grows at the same rate as in the business as usual scenario (Fig. 2). Expenditure on high intensity commodities is reduced to 0% of GDP by 2020. This is an extreme assumption, but is used to simulate the maximum contribution that a switch to low intensity commodities could make to the reduction of greenhouse gas emissions assuming no reduction in the overall rate of economic growth.

<sup>5</sup> Provided on request from Statistics Canada.



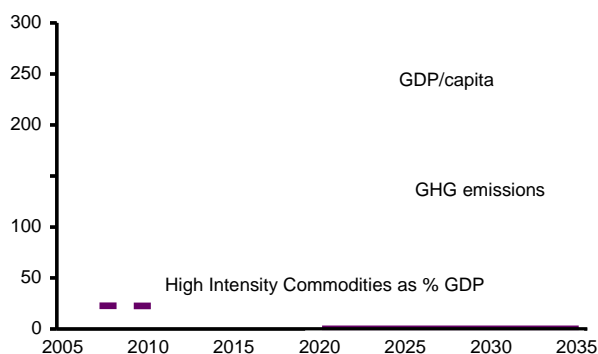


Fig. 4. Scenario 3 — A selective growth scenario.

As shown in Fig. 4, under these assumptions, greenhouse gas emissions decline until 2020 and then start rising again so that by 2035 they are 15% higher than in 2005.

There are several reasons for this disappointing result. First, the groups of high intensity and low intensity commodities, as defined in this simulation, only differ by a factor of four in terms of their greenhouse gas intensities. This means that as expenditure is switched from high to low intensity commodities, direct and indirect greenhouse gas emissions decline by 60% until no further substitution is possible. With further economic growth beyond that they begin to rise.

Second, expenditure on high intensity commodities represented only 22% of final demand in Canada in 2005. Hence, the potential gains from switching to low intensity commodities is limited in that 78% of final demand was already being spent on them.

While the distinction between high and low intensity commodities is somewhat arbitrary, there is an important relationship between the greenhouse gas intensities used to distinguish high and low intensity commodities and the relative sizes of these categories in final demand. The higher the relative intensities between high and low intensity commodities the smaller is the proportion of final demand falling into the low intensity category and vice versa. If high intensity commodities are a small proportion of total GDP then the potential for substituting low intensity commodities for them is small as well. The four to one ratio used for the simulation shown in Fig. 4 arose from a rather sharp break in the intensities as revealed by the data. That this ratio is not larger is due to the fact that final demand expenditures on low intensity commodities give rise to intermediate expenditures on high intensity commodities that are used in their production. This shows up, for example, in the use of fossil fuels to produce services. A sensitivity analysis was undertaken in which the greenhouse gas intensities of high and low intensity commodities were assumed to differ by a factor of 10 rather than 4 and expenditure on low intensity commodities was to fall to 10% of GDP by 2020. In this scenario total greenhouse gas emissions decline to 2020 and then increase back to their 2005 level by 2035; better but still unsatisfactory.

Selective growth does offer some potential for mitigating the economic impacts of reductions in greenhouse gas emissions, but, it would appear, it is modest and short term. It is even more modest than these greenhouse gas scenarios suggest once additional resource and environmental concerns are factored in. Some commodities that have low greenhouse gas intensities have high intensities with respect to other issues. Taking this into account further limits the scope for substituting low intensity commodities for high intensity commodities. For example, expenditure commodities with a high 'carbon footprint' (i.e. high direct and indirect carbon emissions) accounted for 22% of UK final demand in 2000. At the same time, expenditure on high real land footprint commodities (i.e. based on the ecological footprint excluding the carbon component) accounted for 20% of UK final

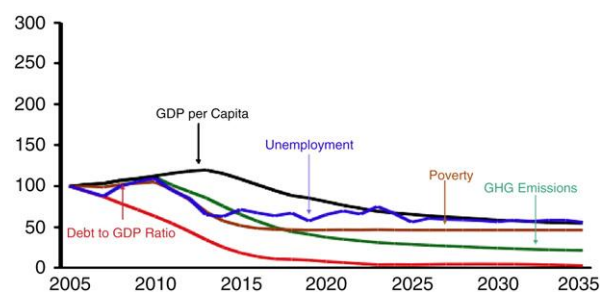


Fig. 5. Scenario 4 — A degrowth scenario.

demand (based on data in Wiedmann et al., 2006). The percentage of UK final demand represented by commodities that were low intensity in both carbon and real land footprint was only 15% of UK final demand, offering reduced potential for selective growth to combine lower environmental impacts with continued economic growth.

## 7. Scenario 4: Degrowth

Schneider et al. (2010) define sustainable de-growth as "an equitable downscaling of production and consumption that increases human well-being and enhances ecological conditions at the local and global level, in the short and long term." They go on to say that: "Sustainable degrowth will involve a decrease in GDP as currently measured, because of a reduction in the large-scale, resource-intensive productive and consumptive activities that constitute a big portion of GDP. However, what happens to GDP is of secondary importance; the goal is the pursuit of well-being, ecological sustainability and social equity... GDP can go down and nevertheless other dimensions of life can improve" (Schneider et al., 2010 p. 512).

LowGrow can be used to generate degrowth scenarios. One such scenario for Canada is described in this section. Obviously, it is not intended that degrowth continue indefinitely; rather that it is a transformative path leading to a steady-state at a reduced level of economic output. This steady-state could be defined by a reduced level of material and energy throughput.<sup>6</sup> For present purposes this reduced level of economic output is defined in terms of GDP and GDP per capita, which amount to the same when population is constant as assumed here. The following assumptions were made to develop a target level of GDP per capita for a Canadian degrowth scenario to be reached by 2035 (consistent with the other scenarios already presented), based on Canada's fair share of global ecosystem capacity as measured by the ecological footprint:

- The global ecological footprint began to exceed global biocapacity in 1980 (Ewing et al., 2010)<sup>7</sup> suggesting that world GDP in 1980 of US\$ 17.6 trillion (in constant 2000 US dollars, World Bank (2010)) was at a sustainable level.
- In 1980, carbon accounted for 40% of the global ecological footprint. If global carbon emissions were reduced by 40% by 2035 compared to 1980 then this would allow world GDP to be at a level reached in 1999 (US\$ 30.5 trillion) without exceeding global biocapacity.
- to derive a sustainable average global GDP/capita it was necessary to divide the 1999 world GDP by global population. 8 million was chosen, which is the low variant of the UN world population projections. (Anonymous, 2009) This gives an average global sustainable level of GDP/capita of \$3815, which is approximately one tenth of Canada's GDP/capita in 2010.

<sup>6</sup> See Victor (2009) for alternative definitions of a steady-state economy.

<sup>7</sup> The year in which this occurred has changed slightly as the estimates of the ecological footprint has been updated.

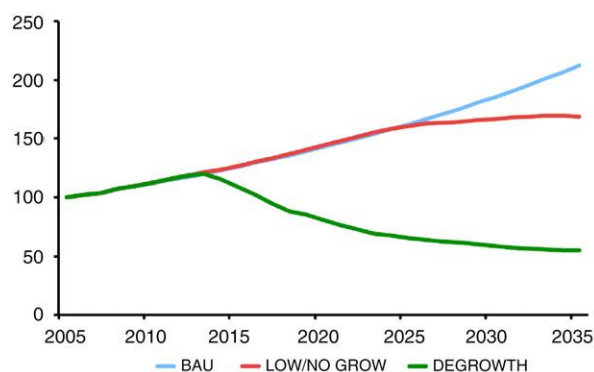


Fig. 6. GDP/capita.

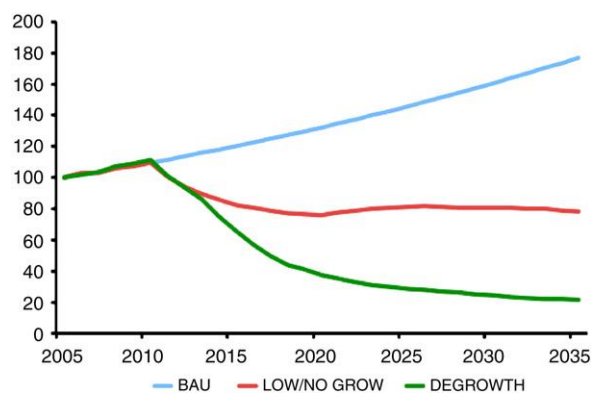


Fig. 7. Greenhouse gas emissions.

- Rather than use a per capita GDP of \$3815 as the 2035 target for a degrowth scenario, a more modest interim degrowth objective of \$15,260 per Canadian was adopted, which can be regarded as a step along the way towards a more equal share for Canadians of global economic output. To put this level of GDP/capita in context, it is the level enjoyed on average by Canadians in 1976.

Fig. 5 shows a Canadian degrowth scenario that achieves the target reduction in GDP/capita (\$15,260) by 2035 as well as several important social and environmental objectives as well.

In this degrowth scenario, compared with 2005, there are very substantial reductions in unemployment, the human poverty index and the debt to GDP ratio. Greenhouse gas emissions are reduced by nearly 80%. This reduction results from the decline in GDP and a very substantial carbon tax.

## 8. Conclusion: Three Scenarios Compared

The scenarios presented above are not to be understood as predictions. They are internally consistent macroeconomic projections based on a combination of historical data, behavioral relationships, and assumptions about future changes and possibilities. The scenarios are designed to improve understanding of the range and character of alternative paths from which a choice will have to be made. Many other interesting scenarios are also possible and further work on developing them needs to be done: scenarios for more countries and with more detail in several dimensions including sectoral, regional, financial, ecological, distributional and social. Nonetheless, much can be learned even from these few widely different and preliminary scenarios by comparing them as is done in the following figures. Figs. 6–8 compare various assumptions and

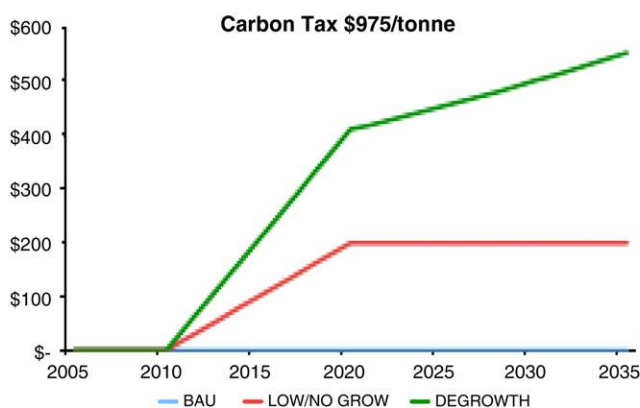
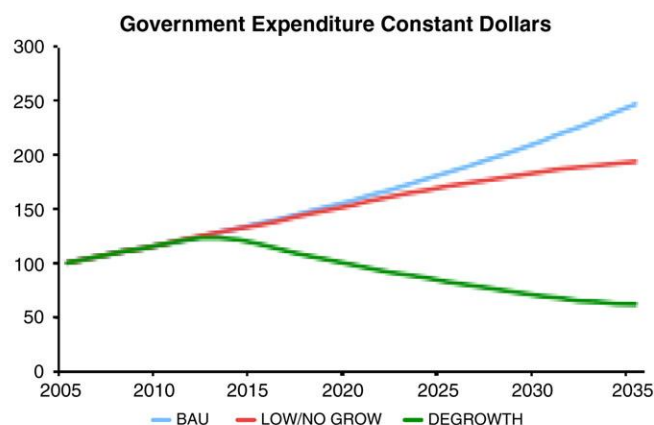
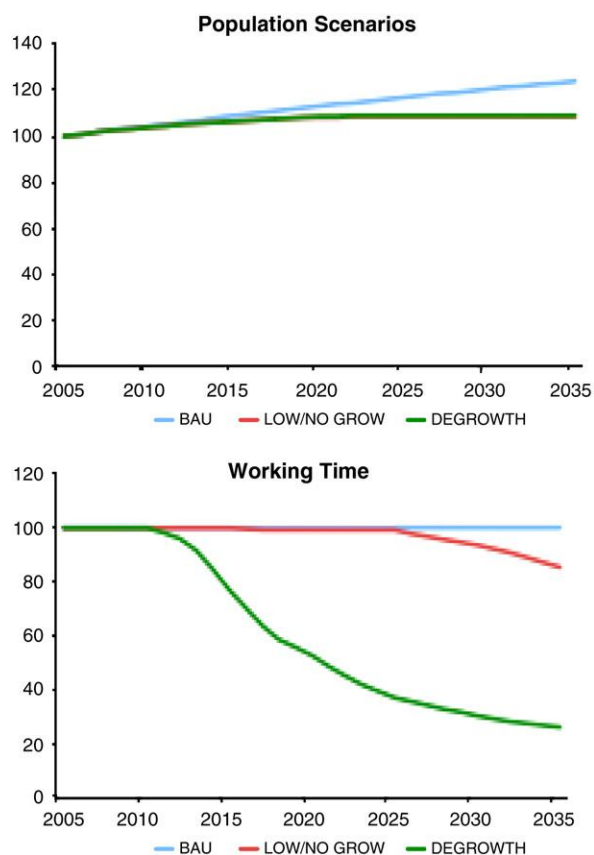
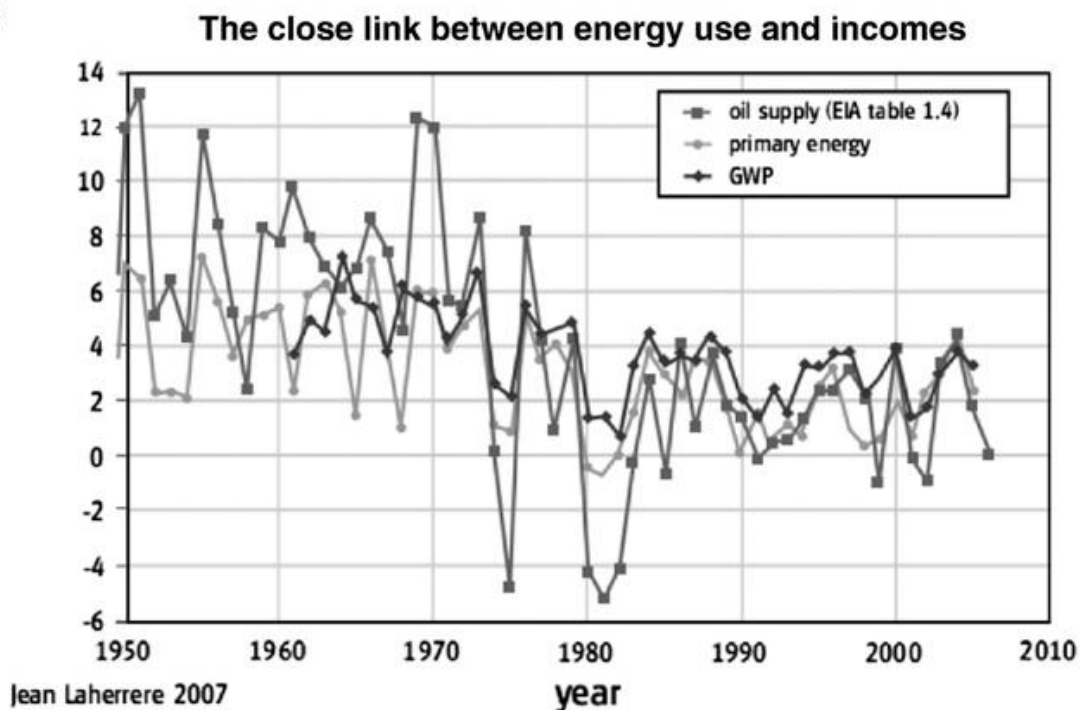


Fig. 8. Scenario drivers

## ANNEXE D

LE LIEN ENTRE UTILISATION D'ÉNERGIE ET PIB MONDIAL<sup>348</sup>

B



GWP: Gross World Product

Graph 1. B: The close relationship between variations in world energy use and variations in world output shown above indicates that degrowth is almost inevitable when the total amount of energy available to the world begins to fall.

<sup>348</sup> Douthwaite, Richard, «Degrowth and the supply of money in an energy-scarce world», *Ecological Economics*, vol. 84, 2012, p. 2.

